



Étude de Perceptions sur la Problématique de la Prévention de l'Extrémisme Violent en Guinée

ÉTUDE DE BASE DU PROJET

« UNIS DANS NOS DIFFERENCES ! PROMOUVOIR LA
COEXISTENCE PACIFIQUE EN GUINEE »

NOVEMBRE 2018

Consultants :



Mamadou BARRY, Ph.D, Economiste
Mamoudou TOURÉ, Ph.D, Economiste
Ibrahima KABA, Statisticien

Contacts :

Mamadou Barry
Consultant
Cap Emergence
mamunbar@yahoo.fr

Maud Bakirdjian
Team Leader
Search for Common Ground
mbakirdjian@sfcg.org

Koala Oumarou
Directeur Pays
Search for Common Ground
okoala@sfcg.org

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du cabinet CapEm et ne reflète pas nécessairement les opinions de Search for Common Ground et de l'Union Européenne.

Table des matières

Liste des Figures et Tables	3
Remerciements	5
Liste des acronymes.....	6
Résumé exécutif.....	7
Aux autorités publiques :	13
Aux OSC et ONG :	13
Aux Organisations religieuses	14
Aux partenaires techniques et financiers	14
ÉTUDE DE BASE	15
1. Contexte du projet	15
2. Méthodologie.....	18
2.1 Objectifs de l'étude.....	18
2.2 Approche méthodologique.....	18
2.3 Collecte et analyse des données.....	18
2.4 Organisation pratique	22
2.5 Difficultés et limites de la méthodologie	24
3. Résultats.....	27
3.1 Revue de la littérature	27
3.2 Données générales et Perceptions des populations et parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée.....	40
3.3. Facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience, autour de la problématique de l'extrémisme violent en Guinée.....	55
3.4 Acteurs clés et influenceurs autour des questions d'extrémisme violent en Guinée.....	58
4. Indicateurs de base de l'étude.....	66
5. Conclusions	72
6. Recommandations	76
Aux autorités publiques :	78
Aux OSC et ONG :	78
Aux Organisations religieuses	78
Aux partenaires techniques et financiers	79
7. Bibliographie	80
8. Annexes.....	81
Annexe 1: Outils.....	81
Annexe 2: Termes de référence.....	86
9. Information additionnelles	98

Liste des Figures et Tables

Figure 1. Répartition des cibles par zone.	19
Figure 2. Répartition des focus groupe par localité.	22
Figure 3. Cartographie des zones d'études.	23
Figure 4. Langues utilisées par les enquêtés.	41
Figure 5. Statuts des enquêtés.	41
Figure 6. Répartition par sexe.....	42
Figure 7. Répartition par situation matrimoniale.....	43
Figure 8. Répartition des enquêtés selon leur courant religieux.	44
Figure 9. Répartition par niveau d'éducation.....	45
Figure 10. La personne qui connaît mieux la religion (Musulman).	45
Figure 11. La personne qui connaît mieux la religion (Chrétien).	46
Figure 12. Autres sources d'informations en matière de religion en dehors des acteurs cités précédemment.	46
Figure 13. Opinion sur l'importance de la liberté religieuse dans une société.....	47
Figure 14. Rôle/place de la religion dans l'organisation de la vie en communauté.....	47
Figure 15. Raisons principales de ces crises.	49
Figure 16. Religions comme facteurs d'extrémisme.	50
Figure 17. Niveau de ces tensions dans la zone.	51
Figure 18. Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité.....	54
Figure 19. Les principaux programmes ou émissions suivies.....	57
Figure 20. Pourcentage de ceux qui se sentent outillés actuellement pour répondre aux risques d'extrémisme violent.....	60
Figure 21. Répartition des personnes se sentant actuellement outillées pour répondre aux risques d'extrémisme violent entre les préfectures.....	60
Figure 22. Pourcentage de ceux qui se sentent outillé actuellement pour répondre aux risques d'extrémisme violent selon le sexe.	61
Figure 23. Pourcentage de ceux qui se sentent outillé actuellement pour répondre aux risques d'extrémisme violent selon l'âge.....	61
Figure 24. Répartition de ceux qui se sentent outillé actuellement pour répondre aux risques d'extrémisme violent selon le sexe.	61
Figure 25. Répartition de ceux qui se sentent outillé actuellement pour répondre aux risques d'extrémisme violent selon l'âge.....	61
Figure 26 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Beyla).....	98
Figure 27 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Kankan).....	98
Figure 28 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Labé).....	98

Figure 29 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Matoto).	99
Figure 30 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Nzérékoré).....	99
Figure 31 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Pita).	100
Figure 32 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Ratoma).	100
Figure 33 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Siguiri).....	101
Tableau 1. Statuts des interviewés pour l'entretien individuel.	20
Tableau 2. Zones effectivement couvertes par le sondage d'opinion.	24
Tableau 3. Taux de réponse de l'enquête.	25
Tableau 4. Répartition des enquêtés par localité.	40
Tableau 5. Répartitions des citoyens ordinaires.	42
Tableau 6. Répartition par tranche d'âge.....	42
Tableau 7. Répartition entre les préfectures (en pourcentage).	48

Remerciements

L'Étude d'opinion publique sur l'extrémisme violent en Guinée est une initiative de Search For Common Ground (Search) sur financement de l'Union Européenne.

Cette étude de base a été rendue possible grâce à la collaboration des cadres des Ministères de l'Unité Nationale et Citoyenneté, de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation, de la Justice, de la Jeunesse et de l'Emploi, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, de la Sécurité et de la Protection Civile, de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de la Petite Enfance et du Secrétariat Général des Affaires Religieuses.

Notre profonde reconnaissance va à l'endroit des autorités locales (Préfets, Sous-préfets, Maires), des acteurs politiques, des leaders religieux, des responsables d'associations et de médias, des communicateurs traditionnels des différentes préfectures et communes couvertes par l'étude.

Nos remerciements s'adressent également aux organisations de la société civile et à l'ensemble des participants à cette étude de base aussi bien à Conakry que dans les préfectures de l'intérieur du pays.

La méthodologie, les outils de collecte et la réalisation de l'étude de base sur le terrain ont connu une contribution significative des représentants de Search. Notre sincère reconnaissance à tout le staff de Search et surtout à Oumarou Koala, Représentant Pays, Maud Bakirdjian, Emilie Roy, Julien Bolamou, Youssouf Bamba, Bambo Diaby, Alhassane Konah Baldé, Jean Yawo Milimono et Fanhana Bamba.

Liste des acronymes

APF	: Assemblée Parlementaire de Francophonie
CapEm	: Cap sur Emergence
DME	: Département de Suivi et Évaluation
FGD	: Focus Groupe de Discussion
IDH	: Indice de Développement Humain
IIAG	: Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine
MINUSMA	: Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
OIF	: Organisation internationale de la Francophonie
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONU	: Organisation des nations unies
OSC	: Organisation de la Société Civile
PEV	: Prévenir l'extrémisme violent
PNUD	: Programme des Nations Unis pour le Développement
PPREV-UE	: Programme de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Maghreb et le Sahel
Search	: <i>Search For Common Ground</i>
TV	: Télévision
UE	: Union Européenne
UIP	: Union Interparlementaire
UNESCO	: <i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i>
USD	: Dollar Américain

Résumé exécutif

Cette **enquête d'opinion** s'inscrit dans le cadre d'un projet qui vise à soutenir les efforts de l'État guinéen et des acteurs locaux et communautaires à développer des actions concertées et inclusives de prévention de potentielles crises sécuritaires et sociales liées à l'émergence de violences à caractère religieux, et à s'écarter des mesures restrictives et stigmatisantes envers certaines communautés.

Cette étude participative, qui sert également d'étude de base du projet « Unis dans nos différences », a eu pour objectifs de :

- Comprendre les perceptions des populations et parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée ;
- Comprendre les facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience, autour de la problématique de l'extrémisme violent en Guinée ;
- Comprendre les acteurs influenceurs autour des questions d'extrémisme violent en Guinée ;
- Mesurer les indicateurs de début de projet pour pouvoir évaluer les résultats de la mise en œuvre du projet.

De manière transversale à ces objectifs, l'étude a également visé à comprendre les dynamiques entourant l'extrémisme violent en Guinée dans chacune des zones du projet, évaluant le type et niveau de tensions sociales présentes, afin de donner des recommandations d'actions contextualisées.

Du point de vue méthodologique, l'étude a permis de toucher 1568 personnes, dont 1190 citoyens par sondage, 224 citoyens par focus groupes, 154 acteurs publics, représentants des partenaires gouvernementaux et représentants de la société civile par interviews.

La collecte des données a duré huit (8) jours, du 17 août 2018 au 24 août 2018, et a couvert les quatre (4) régions naturelles du pays. Ce sont Conakry (Basse Guinée), Pita et Labé (Moyenne Guinée), Siguiri et Kankan (Haute Guinée), Beyla et Nzérékoré (Guinée Forestière). La méthodologie a articulé différentes techniques de collectes des données : revue documentaire, focus groupe, interview approfondie et enquête par sondage.

Pour ce qui est des caractéristiques sociodémographiques et professionnelles des répondants à l'enquête par sondage, **l'étude a permis de toucher aussi bien les hommes que les femmes, et leur âge moyen est de 35 ans**. Aussi, plus de la moitié des enquêtés habite en milieu urbain à l'intérieur du pays, soit 55% contre 24% en zone rurale et 14% à Conakry. En termes de composition, plus de 80% des sondés sont des citoyens ordinaires (ménagères, commerçants, élèves/étudiants,

agriculteurs, ouvriers et autres). Près de 77% des enquêtés sont des personnes scolarisées¹. L'essentiel de ces enquêtés scolarisés ont plutôt fréquenté l'école laïque (française) pour près de 91%. Les écoles franco-arabes pour 4%. Sur le plan ethnique, les malinkés et les peuls sont les plus représentés dans l'échantillon avec respectivement 40,4% et 40% des sondés, suivis des groupes ethniques des forestiers avec plus de 14% et de sousous pour moins de 5%. 85% des enquêtés ayant répondu sont des musulmans et 14% des chrétiens. Parmi les musulmans, plusieurs courants existent dont les sunnites/wahabias pour 24% et les tidjanis représentants 17% des enquêtés. Alors que chez les chrétiens sondés, 55% se réclament catholiques contre 18% de protestants.

En ce qui concerne la culture générale des enquêtés sur la religion, **la majorité des musulmans (54%) estiment que l'Imam est la personne qui connaît le mieux la religion, ensuite viennent les maîtres coraniques (35%) et les prédicateurs (5%)**. Chez les chrétiens, le *lead* en matière de connaissances est tenu par le prêtre ou pasteur pour 66%, ensuite viennent les prédicateurs ou missionnaires pour 11%. **Les autres sources d'informations sont les livres religieux (64%), la radio (49%), la télévision (31%)**. Quant à internet, malgré sa démocratisation, seulement 21% des personnes sondées déclarent y trouver des sources d'information.

Quant au rôle de la religion dans la communauté, **86% des personnes enquêtées pensent que la religion est importante dans la société**. La religion participerait à la promotion de la paix (59% des enquêtés) et à la stabilisation (38%). En revanche, moins de 3% des personnes sondées estiment que la religion est un instrument de déstabilisation et d'endoctrinement des populations.

Par rapport aux crises internationales liées à l'extrémisme violent, 41% des enquêtés déclarent connaître leur existence. Toutefois, les foyers de tensions les plus cités sont le Mali et la Libye, en raison probablement de la proximité géographique. Une bonne partie des enquêtés (28%) connaissent les groupes terroristes internationaux, notamment Boko Haram et Al Qaïda. Le fait majeur sur cet aspect est que 94% des personnes qui se sont prononcées condamnent les agissements des groupes terroristes. **En ce qui concerne les causes de ces différentes crises, les enquêtés estiment qu'elles sont politiques (59%), religieuses (21%), socio-économiques (9%) et communautaires (6%)**.

Quant aux perceptions des populations et parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée, **83% des enquêtés estiment que la religion n'est pas un facteur d'extrémisme**. Pour ce qui est des tensions dans les localités couvertes par l'enquête, 58% des enquêtés déclarent qu'il n'existe pas de tensions dans leur localité contre 23% pour ceux qui pensent qu'il existe des tensions dans leur localité. Pour ceux-ci, le niveau de ces tensions reste tout de même peu élevé pour 58% contre 22% élevé et 5% très élevé. Par ailleurs, ces tensions auraient, selon les enquêtés, des causes politiques (49%), communautaires (25%), socio-économiques (14%) et religieuses (6%). Pour

¹ Pour ceux ayant déclaré avoir été scolarisés, 46% ont le niveau universitaire, 21% du niveau collège, 20% du niveau lycée et 12% niveau primaire.

prévenir les tensions dans ces localités en proie à des crises, 87% des personnes enquêtées estiment au moins qu'il faut privilégier la sensibilisation contre 60% plutôt mettre l'accent sur l'éducation.

Quant aux discours et/ou attitudes qui affectent positivement la cohésion sociale dans leur localité, **les sondés estiment qu'ils sont d'abord de types religieux (59%), ensuite politiques (43%), communautaires (41%) et socio-économiques (26%)**. Les discours et/ou attitudes qui nuisent au tissu social sont avant tout de types politiques (88%), communautaires (28%), socio-économiques (19%) et religieux (18%). Par rapport à la connaissance et diffusion de l'extrémisme violent, **27% des enquêtés déclarent avoir entendu parler de l'extrémisme violent**. Les exemples d'extrémisme les plus cités par les enquêtés sont le terrorisme, le djihadisme, les prises d'otages, les attentats.

Quant aux facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience autour de la problématique de l'extrémisme violent en Guinée, **les enquêtés ont répondu la pauvreté pour 80%, l'injustice pour 61%, la gouvernance pour 45% et l'insécurité pour 36% des sondés**. Quant aux incitatifs qui poussent les gens à rejoindre des groupes extrémistes, les enquêtés mettent en avant l'influence politique pour 65%, l'influence du milieu fréquenté pour 58%, l'influence religieuse pour 43% et l'influence familiale pour 32%. Ici un rôle est assigné à la religion pour une partie non négligeable des enquêtés. À la question de savoir quels sont les facteurs qui favorisent l'extrémisme violent, 65% des enquêtés pensent à la défense d'une idéologie, 61% des raisons politiques, 36% des conditions socio-économiques et 20% l'état psychologique des individus. **Le repli et l'exclusion communautaires menant à l'extrémisme violent proviennent de la stigmatisation pour 75% des enquêtés, la pauvreté pour 65%, la politique pour 51% et l'État pour 23%**.

Pour combattre l'extrémisme violent, 88% des enquêtés estiment qu'il faut mettre l'accent sur la sensibilisation, 74% sur l'éducation. En revanche, 33% privilégient la sanction. En ce qui concerne le développement de l'extrémisme violent dans les localités couvertes par l'enquête, 42% des enquêtés estiment que la probabilité que l'extrémisme violent se développe dans leur localité est peu élevée, voire très peu élevée (22%). En revanche, 17% estiment que c'est élevé et 4% très élevé. **Pour atténuer le développement de l'extrémisme violent dans leur localité, les enquêtés estiment qu'il faut user des moyens du dialogue et de la sensibilisation (77%), de l'éducation (67%), de la religion (48%) et de la politique (23%)**. S'agissant des actions entreprises pour prévenir l'extrémisme violent dans leur localité, les enquêtés citent les initiatives des OSC et ONG (77%), les initiatives gouvernementales (51%) et les initiatives locales (42%).

Pour ce qui est des acteurs influenceurs autour des questions d'extrémisme, il faut savoir que parmi les actions en cours, celles qui ont plus d'impacts sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent sont les initiatives des OSC/ONG pour 72% des enquêtés, des initiatives gouvernementales pour 45% et des initiatives locales pour seulement 39%. Toutefois, **le rôle des médias dans la dissémination/propagation des discours de prévention est jugé très important pour 74% des enquêtés**.

Concernant les acteurs susceptibles de participer efficacement à la prévention de l'extrémisme violent, les religieux arrivent en tête avec 78% des enquêtés, ensuite les jeunes avec 66%, l'Etat avec 56%, les femmes avec 54% et les politiques avec 32%². Les groupes et les acteurs promoteurs de discours et attitudes étiquetés « radicaux » risquant de mener à la violence sont les politiques pour 75% des enquêtés ayant déclaré avoir entendu parler de l'extrémisme violent, pour 42% les religieux, 28% l'Etat. Par rapport aux capacités disponibles dans les communautés, **seulement 15% des enquêtés au niveau global déclarent se sentir complètement outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent** notamment à Pita et Labé, 21% partiellement outillés par le biais de la sensibilisation, l'éducation et la formation. 39% déclarent avoir connaissance de mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue. Parmi ces enquêtés, 71% déclarent que ces mécanismes sont mis en place par les OSC/ONG, 21% par les représentants locaux.

Concernant la tolérance au sein d'une même religion ou entre des religions différentes, la situation en Guinée semble bonne. A la question de savoir comment les membres de votre religion vivent-ils avec ceux des autres religions de votre localité, les enquêtés répondent bien pour 44% d'entre eux, très bien pour 42% et mal pour 1% des enquêtés. Pour 80% des enquêtés, leur religion tolère les opinions des membres d'autres religions et 76% des enquêtés estiment que leur religion tolère la diversité d'opinions au sein de leur croyance. La discrimination religieuse semble rare, pour ne pas dire inexistante. En effet, 93% des enquêtés déclarent ne pas avoir connaissance de groupes de personnes stigmatisées ou exclues à cause de leur appartenance/opinion dans leur localité. Pour les 7% des enquêtés qui disent avoir connaissance de ces groupes, 76% d'entre eux trouvent ces stigmatisations pas du tout normales. Toutefois, **71% des enquêtés ont déclaré ne pas avoir d'occasions et d'espaces de dialogues réguliers entre groupes ayant des croyances et/ou convictions différentes.**

Par rapport aux comportements face aux discours radicaux, **38% des enquêtés déclarent que s'ils connaissaient un engagé au sein d'un groupe qui défend l'islam/christianisme radical, ils l'en dissuaderaient, 36% s'en méfieraient, 23% le valoriseraient, 17% ne feraient rien et se laisseraient convaincre pour 5%.** 50% des enquêtés déclarent dénoncer les prêches virulents et prônant l'exclusion et la violence, 38% comptent ne plus fréquenter l'endroit de ces prêches, 34% vont en parler aux autorités et 21% déclarent engager un dialogue. En revanche, moins d'1% des enquêtés y adhéreraient. 83% des enquêtés déclarent ne pas être prêts à s'engager au côté d'un groupe qui prône la violence pour défendre une cause importante. Pour les 3% des enquêtés qui sont prêts à s'engager, ils le feront au nom de la défense de la justice et la paix.

² A noter que les leaders religieux ainsi que les jeunes ou les femmes avaient été choisis en raison de leur influence et l'appartenance à une structure particulière.

Par rapport aux médias (radio ou télé), 78% des enquêtés suivent la télévision ou la radio. Les radios les plus écoutées sont : Espace FM, RFI, RTG. 32% suivent généralement la radio après 19h. Les chaînes de télévisions les plus suivies sont : Espace, France 24, RTG. 68% suivent généralement la TV après 19h. Parmi les principaux programmes ou émissions de TV ou radio suivies, 83% des enquêtés déclarent suivre les informations, 44% le divertissement, 42% les séries, 26% les programmes religieux et 24% les programmes politiques.

En somme, les guinéens considèrent que la religion n'est pas un facteur d'extrémisme violent. D'une manière générale, les violences extrémistes sont davantage expliquées par les agissements des leaders politiques et communautaires. Cependant, pour prévenir ces violences, les guinéens considèrent qu'il faut « éduquer ou sensibiliser » les leaders religieux, les jeunes et femmes. Cela démontre une position ambiguë de l'opinion guinéenne quant aux liens entre religion et extrémisme violent.

En termes de recommandations, les auteurs de l'étude de base suggèrent entre autres ce qui suit :

A Search:

1. L'étude montre globalement que les acteurs communautaires et institutionnels du projet se perçoivent faiblement outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent. Seuls 15% des acteurs communautaires se perçoivent outillés. Les besoins de **renforcement des capacités** existent donc partout, mais sont particulièrement importants à Beyla, Nzérékoré, Matoto et Ratoma. Ces renforcements devraient cibler particulièrement les jeunes et les femmes, bien que les hommes adultes ne soient pas à exclure. En effet, ce sont ces catégories qui se sentent les moins outillées.
2. Des expériences de collaborations efficaces entre les différentes institutions dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent existent bien qu'elles se répartissent de manière inégale selon les catégories sociales et les localités. Les associations de jeunes sont celles qui collaborent le plus efficacement entre elles et les acteurs politiques sont ceux qui collaborent le moins entre eux. Cela révèle non seulement un **besoin de formation pour les acteurs politiques mais aussi un souhait de collaboration efficace entre les partis politiques**. Les localités particulièrement concernées par ces questions sont dans l'ordre : Labé, Kankan, Siguiri, Beyla et Ratoma.
3. Peu de personnes (27%), dans les localités enquêtées, ont une bonne compréhension de l'extrémisme violent. Ce qui est trop faible pour créer une dynamique endogène de mobilisation communautaire pour prévenir l'extrémisme violent. Il serait souhaitable d'initier

des **séances d'éducation populaire dans les communautés sur ce qu'est l'extrémisme violent et comment comprendre certaines caractéristiques**. Les localités, qui nécessitent le plus ces actions, sont respectivement Labé, Siguiri et Pita. En termes de genre et de tranches d'âge, ces séances d'éducation populaire devraient prioriser les femmes et les jeunes.

4. Moins d'1/3 des personnes enquêtées ont rapporté la mise en place de mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue. Ces mécanismes de consultation manqueraient particulièrement à Ratoma. Dans des proportions moindres, les besoins de mécanismes de concertation existent dans les localités de Kankan et Nzérékoré. Au regard de ces informations, il serait donc vivement souhaitable **de mettre en place des mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue entre les associations, les partis politiques, etc.**
5. Le niveau de tolérance entre différents groupes religieux et linguistiques dans les zones cibles est très élevé, soit une moyenne de 97%. En effet, la tolérance est une valeur importante quelle que soit la localité, le sexe ou l'âge. **Le projet devrait s'appuyer sur cette valeur partagée, qu'est la tolérance, pour prévenir l'extrémisme violent à travers des sessions d'échanges et des campagnes médiatiques de communication autour de l'exercice des différentes libertés fondamentales (expression, politique, manifestation, etc.)**
6. La principale cause du repli et ou d'exclusion communautaires pouvant mener à l'extrémisme violent est la « marginalisation », bien que la pauvreté soit citée davantage à Beyla et la politique pour les préfectures de Labé et Pita. C'est pourquoi, **les initiatives à mener devraient viser à promouvoir la tolérance sur l'ensemble des zones du projet. En particulier, à Beyla ces initiatives devraient cibler particulièrement le problème de pauvreté, à travers l'accompagnement d'activités socio-économiques ; et des sensibilisations sur le processus de prise de décisions publiques à Labé et Pita.**
7. Moins d'1/3 des populations interviewées estiment avoir des occasions et des espaces de dialogue régulier entre différents groupes ayant des croyances et/ou convictions différentes (idéologiques, politiques et/ou religieuses). Le manque d'occasions et d'espaces de dialogue est plus important à Kankan, Matoto et Siguiri. **Ces localités devraient être des cibles particulières pour améliorer le dialogue au sein des différentes communautés.** Aussi, ce sont les leaders religieux et les communicateurs traditionnels qui déplorent le manque d'occasions de dialogue. **Ils doivent donc veiller à leur implication dans les plateformes existantes ou à créer.**
8. Pour la dissémination médiatique des messages, 78% des enquêtés suivent la télévision ou la radio, en majorité entre 6H et 9H et/ou 18H-21H. Les radios les plus écoutées sont : Espace FM, RFI, RTG. Les deux médias guinéens qui arrivent en tête sont donc des canaux qui permettront d'atteindre une bonne partie des populations. Mais, il est peut-être souhaitable de compléter ces radios par d'autres qui sont des radios locales et donc de proximité. Aussi, si internet n'est une source d'information dominante, il reste une source significative (21%). **Il conviendrait de travailler avec les sites d'information en ligne qui mettent leurs contenus sur les réseaux sociaux.**
9. Parmi les 32% d'enquêtés qui déclarent suivre la télévision, 68% suivent généralement après 19h. Les chaînes de télévisions les plus suivies sont : Espace, France 24, RTG. Parmi les

principaux programmes ou émissions de TV ou radio suivies, 83% des enquêtés déclarent suivre les informations, 44% le divertissement, 42% les séries, 26% les programmes religieux et 24% les programmes politiques. **La sensibilisation sur la prévention de l'extrémisme violent pourrait être diffusée dans les émissions de grande écoute (informations et divertissements), généralement après 19h.**

10. Les communautés font confiance davantage aux religieux pour prévenir ou lutter contre l'extrémisme violent. Il serait judicieux d'**impliquer les leaders religieux dans les sensibilisations (sessions d'échanges, émissions télés ou radios)**, sans exclure les acteurs outillés en communication, pour convaincre les communautés. Il faut toutefois éviter le piège d'un débat *stricto* religieux pour se focaliser sur l'importance de la tolérance dans un pays de plus en plus confronté à la différence ou l'hétérogénéité. Avant de les faire intervenir, il faudra **former les religieux sur l'extrémisme violent et les outils pour le prévenir.**

En plus de ces recommandations adressées à Search pour la mise en œuvre du projet, les auteurs recommandent :

Aux autorités publiques :

- Amélioration du cadre institutionnel, juridique et réglementaire ainsi que du fonctionnement de l'État pour mieux répondre aux besoins de la population afin d'éviter la radicalisation violente surtout parmi les jeunes ;
- Renforcement des capacités de l'État, des communautés et des institutions pour prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent ;
- Suivi des écoles coraniques et meilleure régulation de l'enseignement religieux notamment dans les écoles coraniques ;
- Amélioration des capacités de l'État pour mieux répondre aux besoins des jeunes notamment en termes d'accès à un emploi décent afin d'éviter la tentation de la radicalisation ou de l'extrémisme violent ;
- Mise en place des politiques publiques inclusives favorables à l'accès à l'emploi et aux infrastructures pour éviter les frustrations et les tensions susceptibles de nuire à la cohésion sociale ;
- Implication des collectivités dans les programmes de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Aux OSC et ONG :

- Renforcement de la collaboration entre les différentes institutions dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent au sein des communautés ;
- Mise en place des mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue dans les zones de tensions notamment entre les jeunes et les femmes ;
- Formation des OSC et ONG sur les risques de l'extrémisme violent et sur les instruments de prévention de ce phénomène ;

- Implication des collectivités dans les initiatives visant la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent ;
- Instauration d'une culture de débat public par les médias, indispensable pour contrer les préjugés sur les mouvances religieuses et éviter les amalgames.

Aux Organisations religieuses

- Suivi régulier des prêcheurs et prédicateurs religieux surtout ceux venant de l'étranger ou bénéficiant des appuis de l'étranger ;
- Formation des religieux sur les risques de l'extrémisme violent pour la religion mais aussi pour la société et sur les instruments de prévention ;
- Mise en place d'un dispositif de dénonciation anonyme des prêches virulents des hommes religieux.

Aux partenaires techniques et financiers

- Renforcement des capacités des organisations de la société civile, y compris les associations de médias, en matière de prévention et de gestion de l'extrémisme violent ;
- Appui à la sensibilisation des acteurs politiques sur l'impact de leurs discours ou attitudes dans la constitution d'un terreau favorable à l'extrémisme violent ;
- Appui à l'éducation et la sensibilisation des militants de partis politiques pour l'adoption de comportements en phase avec la promotion de la paix et de la quiétude ;
- Participation de l'État et des OSC dès les phases de conception des projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme pour une meilleure appropriation par les populations ciblées.

ÉTUDE DE BASE

1. Contexte du projet

La République de Guinée, avec ses 245.857 km² et sa population qui avoisine les 12,4 millions d'habitants pour un taux de croissance démographique de 2,5% par an, est un pays en développement. Elle occupe la 183^{ème} place sur 188 pays dans le classement (PNUD, 2016) de l'Indice de Développement Humain (IDH). Avec une densité de 50,4 habitants/km², la Guinée compte cinq principales villes, à savoir : Conakry (Capitale), Kindia, Labé, Kankan et Nzérékoré. En matière de confessions religieuses, on dénombre 85% de musulmans, 8% de chrétiens et 7% d'animistes. Les principales langues parlées sont le poular, le malinké, le soussou et le guérézé.³

Du point de vue économique, la Guinée est un pays à faible revenu avec un produit intérieur brut (PIB) par tête de 702 USD (FMI). Selon les données du cadrage macroéconomique du FMI, le taux de croissance réel du PIB estimé en 2017 est de 8,2% et le taux d'inflation 8,5%. Les parts des principaux secteurs dans le produit intérieur brut se présentent de façon suivante : agriculture (29%), industrie (37%) et services (43%).⁴

Du point de vue sécuritaire, selon le classement Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine (IIAG) 2017 évaluant la bonne gouvernance globale, la Guinée occupe la 39^{ème} sur 54 États avec un score de 45,5 sur 100. Ce classement s'explique par la faiblesse de l'État qui a encore des difficultés à assumer pleinement ses fonctions primordiales, notamment la sécurité humaine des citoyens. Cette dernière va au-delà de la dimension militaire, elle inclut les préoccupations économiques, politiques, religieuses, communautaires et environnementales. En Guinée, le développement de la culture de l'impunité entrave les libertés fondamentales des citoyens et ouvre la porte à toute forme de dérive, y compris l'extrémisme violent.

La Guinée appartient donc à la catégorie des pays fragiles. À l'instar des pays de cette catégorie, cette fragilité se manifeste par des tensions sociopolitiques régulières et fortes, voire des violences ouvertes, nourries par de multiples fractures économiques, politiques et intercommunautaires. Plusieurs études ont montré que les conflits dans ce pays sont principalement liés à l'accès et à la gestion des ressources ; aux tensions sociopolitiques et intercommunautaires et ; à l'accès aux infrastructures et services de base.

Aujourd'hui, les autorités publiques ont de grandes difficultés à apporter des réponses satisfaisantes à ces tensions en raison notamment de la faiblesse des moyens disponibles et/ou d'un manque d'expertise. Cette situation entraîne des frustrations et méfiances entre les citoyens, les représentants de l'autorité publique et les leaders communautaires. A ces conflits devenus « récurrents » en Guinée, est venue se greffer une nouvelle source de fragilité liée à la radicalisation

³ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/guinee/presentation-de-la-guinee/>.

⁴ Cadrage macroéconomique du Ministère du Plan et du Développement Économique de la Guinée.

et à l'extrémisme violent, qui se manifeste, par des tensions entre les courants religieux du fait de la progression de l'attrait vers de nouvelles communautés religieuses par le biais de financement d'infrastructures sociales ; des divisions intra et inter familiales liées aux pratiques du rite religieux ; des crispations communautaires et collusion entre les conflits d'ordre politiques, sociaux, économiques et religieux.

L'absence ou l'insuffisance d'initiatives visant à prendre en compte des questions liées à la radicalisation et l'extrémisme violent, quelle que soit la source, la forme et la nature, constitue une menace qui pèse sur la stabilité du pays et la cohésion sociale. C'est pour contribuer à la correction progressive de ces insuffisances que l'ONG internationale « Search For Common Ground » entend accompagner les autorités, les communautés et tous les acteurs en vue de prévenir les risques d'émergence de l'extrémisme violent ainsi que d'adopter des approches permettant de renforcer la résilience communautaire. Et c'est dans ce cadre que le projet « Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique » a été initié par l'ONG avec l'appui financier de la délégation de l'Union européenne (UE). Dans la mise en œuvre de ce projet, Search apportera son expertise technique sur le sujet, basée sur plusieurs années d'expérience dans le Sahel, en Asie Centrale et du Sud-Est, au Moyen-Orient. L'une des toutes premières étapes de ce projet est la réalisation d'une étude de base (référéncée GUI507) sur une période de quarante-cinq (45) jours.

Suite à un appel à manifestation d'intérêt, le cabinet CapEm a été retenu pour accompagner l'ONG « Search For Common Ground » en vue de la réalisation d'une étude de base dans huit (8) zones du pays préalablement identifiées. Il s'agit des préfectures de Conakry (communes de Ratoma et Matoto), Pita, Labé, Kankan, Siguiri, Nzérékoré et Beyla.

L'objectif du projet vise à prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Soutenir la formulation de réponses institutionnelles inclusives et collaboratives aux défis liés à la radicalisation et l'extrémisme violent ;
- Renforcer les capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basées sur l'exclusion et la violence ;
- Consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale dans les zones les plus à risque.

Pour l'atteinte de ces différents objectifs, une étude de base est prévue. Au terme de cette étude de base, il est attendu des informations pertinentes pouvant aider à faire une cartographie communautaire tenant compte du niveau et du type de tensions sociales dans les zones cibles du projet. Par le biais de la participation des acteurs communautaires, l'étude de base doit également pouvoir fournir des informations pour une meilleure compréhension des dynamiques entourant

l'extrémisme violent en Guinée notamment les perceptions des acteurs ; les facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience ; les acteurs influenceurs.

Pour atteindre ces résultats, le projet cible les groupes suivants :

- Les acteurs sociaux : religieux (soufis et *wahabias*, catholiques et protestants), organisations de la société civile, les leaders communautaires, les leaders jeunes et femmes, les médias, les forces de défense et de sécurité et les communicateurs traditionnels ;
- Les acteurs gouvernementaux et institutionnels : Ministère de l'Unité Nationale et Citoyenneté ; Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation ; Ministère de la Justice ; Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi ; Secrétariat Général des Affaires Religieuses ; Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ; Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ; Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ; Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de la Petite Enfance, les Agences des Nations Unies (UNFPA, OIM, PNUD, HCR) ; les autorités locales, etc.

Pour la réalisation de cette étude de base du projet « **Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique** » plusieurs activités majeures ont été menées. Il s'agit principalement du recrutement d'un consultant indépendant pour la réalisation de l'étude ; la revue documentaire sur le phénomène d'extrémisme violent ; l'élaboration et l'administration d'un questionnaire sur la compréhension des dynamiques entourant l'extrémisme violent en Guinée ; l'organisation des entretiens individuels avec les acteurs communautaires et institutionnels ; l'organisation de discussions dans les focus groupes hommes et femmes.

2. Méthodologie

2.1 Objectifs de l'étude

Cette étude de base vise le double objectif d'établir en amont une cartographie communautaire par type et niveau de tensions sociales dans les zones cibles du projet pour comprendre les dynamiques entourant l'extrémisme violent en Guinée par le biais d'une démarche participative qui s'appuie sur le sondage, les entretiens individuels et les discussions en focus groupes.

L'approche participative vise à :

- Comprendre les perceptions des populations et parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée ;
- Comprendre les facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience autour de la problématique de l'extrémisme violent en Guinée ;
- Comprendre les acteurs influenceurs autour des questions d'extrémisme violent en Guinée.

2.2 Approche méthodologique

Pour atteindre ces objectifs, une méthodologie basée sur une démarche participative a été privilégiée. Celle-ci a mis en avant la concertation avec les acteurs impliqués, en vue d'une meilleure compréhension des enjeux, des actions et des activités. Cette approche méthodologique a comporté plusieurs étapes.

La première étape a consisté en une revue en profondeur de la littérature existante sur les questions d'extrémisme violent en Guinée comparativement aux pays limitrophes. Un accent a été mis sur les rapports d'études déjà réalisées, les textes de lois adoptés ou en phase d'adoption, les dispositions politiques qui soutiennent les réformes dans le secteur de la sécurité et celles qui encadrent la pratique religieuse en Guinée. La revue documentaire a exploité également toute la documentation disponible sur le projet, à savoir : la note conceptuelle et le cadre logique.

Pour cette étude, une méthode mixant des approches fondées sur les résultats, associant informations qualitatives et quantitatives, a été utilisée. La collecte de données quantitatives a permis d'avoir des données chiffrées sur chaque objectif de l'étude et sur les indicateurs à renseigner. La collecte de données qualitatives a permis quant à elle de faire une analyse profonde et soutenue de ces données chiffrées, et les tendances pour ainsi établir une situation de référence au début du projet qui guidera l'évaluation du progrès réalisé à la fin de l'action.

2.3 Collecte et analyse des données

La collecte des données quantitatives et qualitatives s'est reposée sur le sondage d'opinion (Survey) ; l'interview des Informateurs Clés et ; des focus groupes de discussion (FGD).

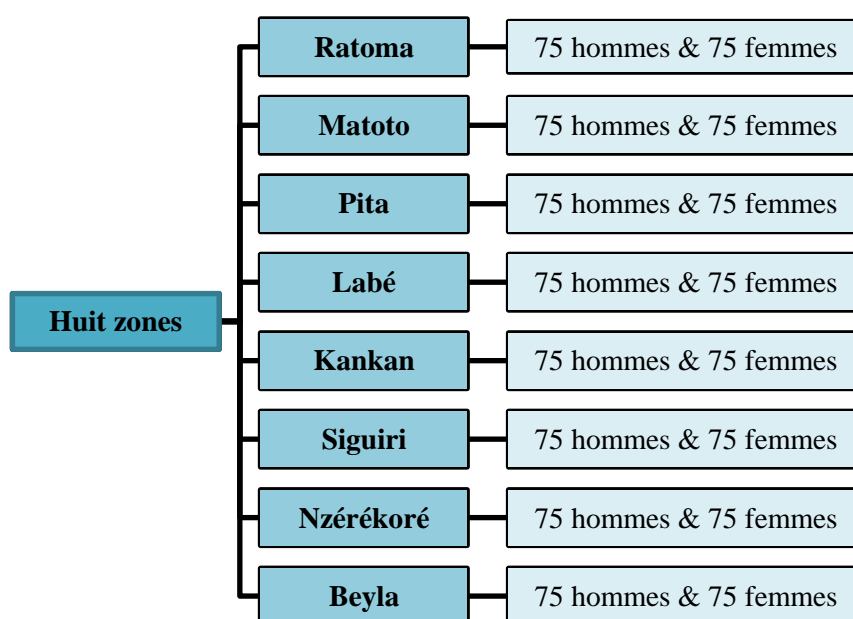
La triangulation des données recueillies au travers de ces trois méthodes de collecte a été complétée par les observations faites par l'équipe de l'étude tout au long de la période de collecte de données. En effet, les observations de terrain ont consisté à observer les acteurs d'un phénomène social (ici les comportements quotidiens) in situ afin de toucher du doigt les réalités auxquelles ces acteurs sont confrontés, leurs agissements et leurs réactions, et de comprendre les non-dits et les écarts entre déclarations. L'outil KoboCollect a été utilisé pour l'administration du questionnaire pour le sondage d'opinion.

a. Du sondage d'opinion

Le type d'échantillonnage qui a été utilisé est celui de la méthode des itinéraires, aussi appelée méthode de Politz. C'est une méthode d'échantillonnage non-probabiliste qui a permis de contraindre l'enquêteur à suivre un chemin bien déterminé pour son enquête. Elle est surtout utilisée dans le cadre des enquêtes à domicile, et indique des points d'action précis où l'enquêteur devra effectuer son étude. L'avantage de cette méthode est sa bonne dispersion géographique qui aura pour effet d'améliorer la précision de son échantillon. Cette méthode a été appliquée à la population en général dans chacune des zones de l'étude de base.

Dans chaque zone de l'étude, 150 personnes (75 hommes et 75 femmes) devaient être touchées par le questionnaire du sondage. Ce qui faisait un total de 1200 personnes⁵ dans les 8 zones de l'étude (Figure 1). Ce nombre est désagrégé en fonction du genre et âge, mais également de la zone géographique.

Figure 1. Répartition des cibles par zone.



⁵ Comme on le verra au niveau des résultats, ce chiffre n'avait pas été atteint en raison de difficultés de collecte.

b. Des entretiens individuels

Les interviews individuelles ont été réalisées auprès des autorités locales, des forces de défenses et de sécurité, des acteurs politiques, des acteurs de médias, des représentants des organisations de la société civile et les leaders coutumiers et religieux. Elles ont consisté en des échanges entre un enquêteur et une personne à enquêter, les questions à poser étant consignées dans un guide d'entretien individuel semi-structuré préalablement élaboré.

Dans chaque zone cible du projet, les personnes occupant les postes suivants ont été approchées pour des entretiens individuels :

Tableau 1. Statuts des interviewés pour l'entretien individuel.

Statuts	Nombres
Autorité locale (la plus influente : Préfet, Sous-préfet, Maire, etc.)	1
Policier (le chef et/ou 1 de ses subordonnés)	2
Gendarme (le chef et/ou 1 de ses subordonnés)	1
Acteurs politiques (les mieux écoutés – mouvance et opposition)	2
Membres d'organisation de la société civile (en activité : une femme et un homme)	2
Leaders religieux (les mieux écoutés)	4 ⁶
Maîtres d'école (Ceux qui sont en activité : un franco-arabe et un laïque)	2 ⁷
Plateforme D'alerte précoce et de réponses rapides (le Chef)	1
Leader communautaire (le plus influent)	1
Responsable d'association de femmes (1 ^{ère} responsable de l'association la mieux intégrée)	1
Responsable d'association de jeunes (1 ^{er} responsable de l'association la mieux intégrée)	1
Communicateur traditionnel (le plus écouté)	1
Media (le responsable du média le plus écouté ou regardé)	1

Vingt (20) personnes devaient être touchées par zone cible, soit un total de cent soixante (160) personnes pour les huit (8) zones cibles de l'étude y compris les milieux urbain et rural.

A ces personnes directement touchées dans les communautés, il faut ajouter les partenaires gouvernementaux qui sont :

- Ministère de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté ;
- Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation ;
- Ministère de la Justice ;

⁶ Deux Chrétiens (catholique et protestant) et deux Musulmans (Soufis et wahabias).

⁷ Un Franco-arabe et un de l'école laïque (française).

- Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi ;
- Secrétariat Général des Affaires Religieuses ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ;
- Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ;
- Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de la Petite Enfance.

Un guide d'entretien spécifique a été élaboré à cet effet pour ces partenaires, se concentrant sur la cartographie communautaire.

c. Des focus groups de discussion

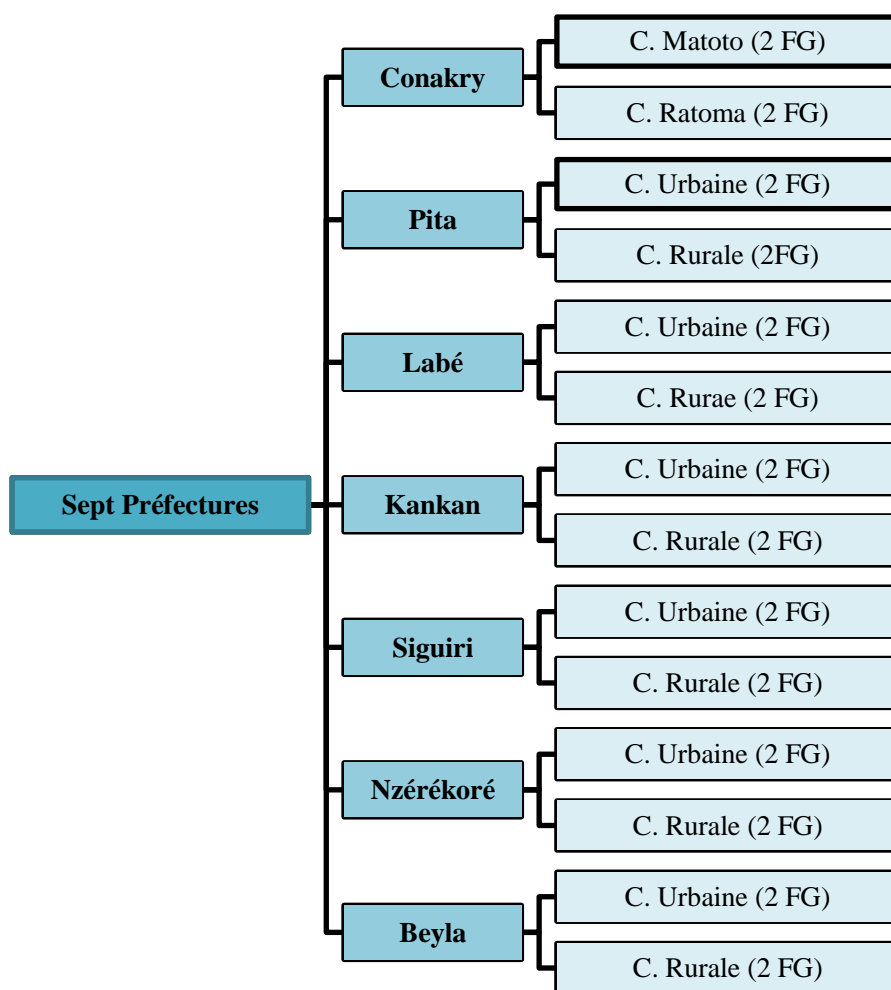
Le focus groupe (ou groupe de discussion) est une forme de recherche/étude qualitative qui émane d'un groupe spécifique culturel, sociétal ou idéologique, afin de déterminer la réponse de ce groupe et l'attitude qu'il adopte au regard d'un contexte, une situation ou d'un concept donné. Le résultat de cette forme de recherche reflète l'interaction entre les participants et le processus social au sein du groupe.

Cette méthode a permis de comprendre les tendances des idées, perceptions et appréhensions des populations sur l'extrémisme violent dans leurs milieux de vie. Pour y parvenir, certains des outils participatifs ont été utilisés au sein de chaque localité. Il s'est agi notamment de l'outil d'analyse des influenceurs ; du Spectrum analyse vulnérabilité-résilience ; de l'outil d'analyse des facteurs de risques ; de l'outil d'analyse des connecteurs et des diviseurs.

Pour les focus groupes, deux groupes de discussions (un pour les hommes et un pour les femmes) de huit (8) personnes ont été conduits dans chaque zone cible de l'étude, quatre (4) focus groupes dans chaque préfecture visée par l'étude (2 en zone urbaine et 2 en zone rurale). A Conakry, un (1) focus groupe a été organisé dans chaque commune cible du projet, avec le même nombre de participants. Ainsi trente-deux (32) personnes ont été touchées dans chaque préfecture et seize (16) dans chaque commune de Conakry.

Au total, deux cent vingt-quatre (224) personnes devaient être touchées dans les 6 préfectures et les 2 communes de Conakry pour cette étude de situation de référence.

Figure 2. Répartition des focus groupe par localité.



2.4 Organisation pratique

Les travaux relatifs à l'étude de base ont été déclinés en deux phases : la conception des outils de collecte de données et l'analyse des données et la rédaction du rapport de l'étude.

a. Préparation et collecte de données

Cette phase a consisté à :

- La conduite de la revue documentaire ;
- L'élaboration d'une méthodologie adaptée aux besoins de l'étude de base ;
- La définition des stratégies adéquates de conduite des travaux ;
- La conception des outils de collecte de données et la validation par Search ;
- La formation et l'évaluation des équipes de collecte de données : enquêteurs, superviseurs et facilitateurs ;
- La coordination de l'ensemble des activités de l'évaluation, sous la supervision du Coordinateur DME de Search.

Pour la collecte de données, quatre (4) équipes ont été constituées suivant les trois (3) grandes zones de l'étude et la zone spéciale de Conakry. Il s'agit des axes Conakry (Kaloum pour les questions aux acteurs institutionnels, Ratoma, Matoto), Pita-Labé, Kankan-Siguiri et N'Nzérékoré-Beyla.

Une personne de Search a participé dans chacune des 4 équipes, pour soutenir la coordination et la collecte de données. Ces équipes ont été appuyées sur le terrain par des personnes ressources locales qui ont aidé à la prise des rendez-vous ; la facilitation des groupes de discussion et des interviews et ; l'administration du questionnaire de sondage.

Ainsi, dans chaque localité, cinq (5) enquêteurs et deux (2) facilitateurs ont été recrutés pour appuyer la collecte de données. Au total, trente (30) enquêteurs, seize (16) facilitateurs de focus groupes ont été mobilisés pour la collecte des données de cette étude de base. Ceci a permis de conduire la collecte de données simultanément dans les quatre (4) régions du projet.

b. Zones d'études

Le projet a ciblé la ville de Conakry (Communes de Ratoma et Matoto) et les préfectures de Pita, Labé, Kankan, Siguiri, Nzérékoré et Beyla. Dans chacune de ces communes, deux localités prioritaires ont été sélectionnées lors du processus de cartographie. La collecte de données pour cette étude de base s'est déroulée dans toutes ces préfectures, en touchant au moins une localité rurale et une localité urbaine par préfecture (Figure 3).

Figure 3. Cartographie des zones d'études.

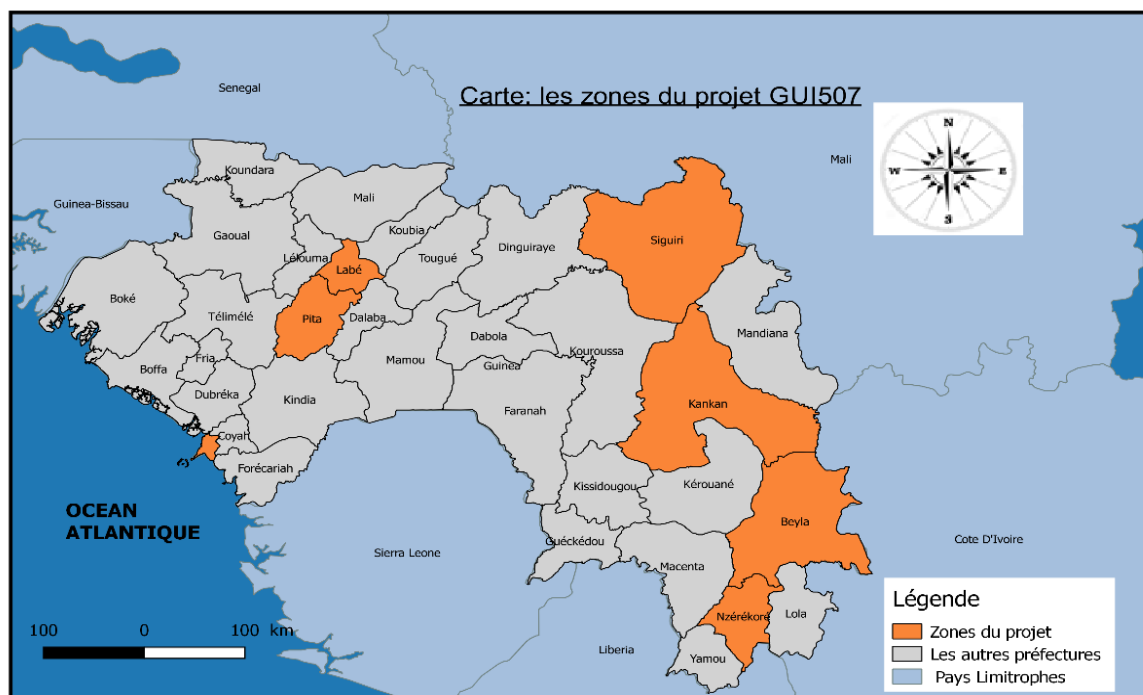


Tableau 2. Zones effectivement couvertes par le sondage d'opinion.

Préfectures	Communes urbaines	Communes rurales
Conakry	Matoto	
	Ratoma	
Pita	Pita-centre	Bomboli
Labé	Labé-centre	Hafia
Kankan	Kankan-centre	Karfamoriah
Siguiri	Siguiri-centre	Bouré-Tintinnian
Beyla	Beyla-centre	Moussadou
Nzérékoré	Nzérékoré-centre	Samoé

c. Analyse des données

Conformément aux termes de référence, la centralisation et l'analyse des données et informations ont été assurées par les consultants du cabinet recruté à cet effet. Ces activités se sont reposées sur une équipe multidisciplinaire ayant des compétences avérées et une solide expérience en matière de conduite de projet. Il s'agit d'un ingénieur-statisticien, d'un économiste-quantitativiste et d'un économiste-sociologue.

2.5 Difficultés et limites de la méthodologie

Dans le cadre de la réalisation de cette étude de base, plusieurs difficultés d'ordres technique et opérationnel ont été rencontrées. Toutefois, les principales difficultés rencontrées proviennent essentiellement de la réalisation de l'étude de base sur le terrain.

a. De l'outil de collecte

Pour faciliter la collecte des données d'enquête, l'option de s'appuyer sur KoboCollect installé sur les téléphones intelligents a été adoptée. Cependant, des bugs ont été détectés par endroit au début de la collecte. À cause de cette difficulté technique, certaines questions n'apparaissaient pas lors de l'interview des répondants. Cette anomalie a été vite identifiée, corrigée immédiatement et déployée. Au total, cela a touché le travail effectué par trois enquêteurs à Conakry, soit 120 personnes affectées par cette anomalie.

L'installation de l'application KoboCollect a été difficile sur certains smartphones et impossible sur d'autres. Pour ces derniers, il a fallu trouver d'autres téléphones à système Android plus adaptés, ce qui a fait décaler le démarrage de l'administration du questionnaire pour ces enquêteurs.

S'agissant du questionnaire introduit dans l'outil de collecte, il est apparu trop long aux yeux des enquêteurs. Ceci a créé assez de difficultés aux enquêteurs, certains étaient obligés de rompre l'interview et laisser les enquêtés s'occuper d'autres choses avant de continuer l'interview. Ils étaient dès fois obligés de revenir pour terminer l'enquête.

b. De l'enquête sur le terrain

Si le déplacement et le déploiement des équipes se sont bien passés en revanche, l'approche de la fête de Tabaski, autour du 21 août 2018, a considérablement affecté la célérité dans l'administration du questionnaire. En effet, pour la plupart des localités ciblées, les femmes étaient moins disponibles compte tenu de leur investissement dans les préparatifs de la fête. Cette situation a rallongé en effet la durée de l'administration du questionnaire de plusieurs jours. De plus, le manque de collaboration de certaines autorités locales qui ont souvent opposé le fait de ne pas être informées à temps a également affecté le déploiement des enquêteurs dans certaines zones et l'accès aux répondants aussi bien pour le sondage que pour les entretiens individuels.

Pendant l'administration du questionnaire, trois enquêteurs de Conakry ont continué à travailler avec l'avant dernière de version de l'application ; il s'agit des enquêteurs qui avaient respectivement les codes 114, 122 et 124. Chacun des enquêteurs a fait 40 interviews, soit un total de 120 personnes. De ce fait, sur 1190 personnes effectivement interrogées certaines questions n'ont pas été posées à 120 personnes alors que ces questions devraient normalement leur être posées. C'est pourquoi le total de personnes sondées diffère selon certaines questions qui sont censées être posées à tout le monde.

Par ailleurs, dans certaines localités les femmes étaient plus disponibles à répondre aux questions que les hommes et dans d'autres ce sont les hommes qui acceptaient à se prêter aux questions. Selon les enquêteurs, les raisons généralement évoquées étaient liées au fait les gens n'avaient pas assez de temps compte tenu des préparatifs de la fête et de leurs activités économiques. Pour les entretiens individuels, certaines personnes ont carrément refusé l'interview, notamment les agents de sécurité (policiers et gendarmes). Parmi ceux qui acceptaient, certains ne voulaient pas que l'entretien soit enregistré. C'est pourquoi il a été procédé des prises de notes dans la plupart des cas. Le niveau d'atteinte des cibles se présente comme suit :

Tableau 3. Taux de réponse de l'enquête.

Méthode de collecte	Cible visée	Niveau atteint	Taux
Sondage	1200	1190	99%
Entretien Indiv. Acteurs	160	146	91%
Entretien Indiv. Partenaires	8	8	100%
Focus Groups	224	224	100%
Total	1592	1568	98%

Ainsi **Au cours de l'enquête 1190 personnes ont été effectivement enquêtées, soit 99,16%**. Sur les **1190** fiches d'enquêtes, la quasi-totalité a été correctement remplie, soit **1070** représentants **89%** de l'échantillon initialement ciblé.

c. Limites de la méthodologie

Pour le sondage, la détermination d'un chemin à suivre par l'enquêteur a certes des avantages en termes de dispersion par contre, cette démarche peut tout de même faire perdre plusieurs informations pertinentes si d'aventure ce n'est pas le bon chemin qui est choisi. Elle n'autorise pas certaines généralisations des résultats de l'enquête.

Le refus de certains interviewés de se faire enregistrer peut compromettre la qualité de la restitution des agents en termes de sincérité des informations. Toutefois, ce cas de figure a été minimisé grâce à la présence continue d'un superviseur de Search.

Pour le sondage, la parité n'a pas été respectée pour les zones de Conakry, Kankan, Siguiré et Beyla. Le non-respect de la parité a donc entraîné une sur représentation des enquêtés de sexe masculin.

Quant aux résultats, il est important de ne pas les considérer contre des vérités absolues. Ils reflètent en effet les perceptions des interviewés vis-à-vis du phénomène d'extrémisme violent. Ces perceptions dépendent ainsi des caractéristiques socio-démographiques des participants, de leur milieu de résidence, de leur statut, etc.

3. Résultats

3.1 Revue de la littérature

Le phénomène d'extrémisme violent est devenu une préoccupation planétaire en quelques années. Les nombreuses attaques perpétrées contre des innocents à travers le monde depuis 2001 en sont pour beaucoup.

Dans cette évolution, l'Afrique n'est pas en reste. En effet, selon une étude menée par Afrobaromètre dans différents pays africains (Buchanan-Clarke et Lekalake, 2016), la question de la sécurité, face au développement de l'extrémisme violent, constitue une des plus grandes préoccupations aussi bien pour les populations que pour les États.

Il est facile d'observer qu'en Afrique de l'Ouest, en particulier, l'insécurité est devenue une question transfrontalière en n'épargnant aucun pays en raison de l'extrême porosité des frontières. Une telle configuration, défiant les principes même de souveraineté, expose encore plus cette partie de l'Afrique. La menace terroriste n'a jamais été autant inquiétante.

Les attaques terroristes de Bamako, d'Ouagadougou, d'Abidjan qui ont fait plusieurs dizaines de morts illustrent bien cette insécurité grandissante. Elles révèlent en même temps, la multiplicité des groupes armés et terroristes, résultant d'un radicalisme poussé et qui a pu prendre racine dans la sous-région. Désormais, la sous-région fait face à la réalité de l'extrémisme violent dû, pour certains cas, à l'embrigadement de la jeunesse par le biais d'idéologies radicales.

Cette préoccupation planétaire s'est d'abord manifestée par la récurrence des mots « extrémisme, violence, radicalisme » dans les discours politiques et médiatiques des grandes puissances. Les États-Unis à partir de 2001 (Khosrokhavar, 2014, p. 7), le Royaume Uni à partir de 2008 et la France à partir de 2013 (Guibet Lafaye et Brochard, 2016). Aujourd'hui, cette tendance est aussi de plus en plus portée par les dirigeants des pays fragiles du Sud.

Cette évolution de la violence et des mots pour la décrire a donné lieu à la réalisation de plusieurs études et de recherches sur la radicalisation, l'extrémisme, le terrorisme et sur les phénomènes susceptibles de pousser à des actions violentes. Ces études et recherches ont été portées par des centres de recherches universitaires mais aussi des institutions publiques et ou privées.

Dans ce qui suit, nous présentons :

- Les approches proposées par les sciences humaines pour analyser l'extrémisme violent ;
- Les enseignements des études portant sur la radicalisation en Afrique de l'ouest et en Guinée et ;
- Les initiatives internationales et nationales pour contenir l'extrémisme violent.

a. Les différentes théories du radicalisme

Quelques paradigmes explicatifs

Le modèle proposé par Willem Doise au début des années 1980 et qui continue d'avoir des échos aujourd'hui distingue quatre niveaux d'explication (Doise, 1982) : ce qui relève des individus, des interactions, des identités et des croyances. Les processus de radicalisation et d'extrémisme violent peuvent être analysés selon ses quatre niveaux.

S'agissant de l'extrémisme violent dans les pays développés, certains chercheurs mettent l'accent sur les facteurs économiques et l'exclusion sociale comme la principale explication, surtout chez les jeunes des banlieues. Ainsi certaines populations, ayant affronté la discrimination et la stigmatisation du fait de leurs origines, peuvent développer un sentiment intense de victimisation ou d'injustice et s'engager dans une violence perçue par eux-mêmes comme légitime envers une société dans laquelle ils ne trouvent pas leur place.

Dans les pays en développement, une explication semblable est régulièrement avancée. L'accent est mis ici sur l'exclusion due au chômage de masse, au manque d'ouverture politique et à la violation des droits humains.

L'exclusion économique et sociale, les sentiments d'injustice et d'humiliation seraient à l'origine d'une haine sociale et, selon Khosrokhavar (2016), d'une sacralisation de la haine contre la société dans les jeunes générations des couches populaires.

D'autres chercheurs privilégient des facteurs politiques, comme la disparition des utopies dans nos sociétés et le rôle de l'islam radical dans la fabrication d'une nouvelle utopie transnationale (Khosrokhavar, 2014 ; Roy, 2002, 2008).

Une troisième catégorie de chercheurs, culturalistes, interprètent la radicalisation comme une tentative de construction d'une forme de valeur sacrée (Altran, 2015) et appréhendent Al Qaïda ou Daech comme des mouvements de contre-culture. L'approche culturelle introduit en outre des références à la « culture de violence » (Juergensmeyer, 2003) ou aux « sous-cultures violentes » au sein de la société.

Les idéologies religieuses sont également tenues par certains, quoique de façon discutable, comme un ferment de radicalisation. La propension, dans les communautés musulmanes vivant en Occident, à privilégier des interprétations rigides de l'islam est souvent soulignée (Coolsaet, 2006⁸ ; Glucksmann, 2002).

⁸http://www.rikcoolsaet.be/files/ART_IP_WZ/evolution%20du%20terrorisme%20en%202005_RikCoolsaet.be.pdf (visité le 19/08/18).

Toutefois, la fragmentation des explications se veut souvent pédagogique. En effet, la dynamique qui sous-tend le développement de l'extrémisme violent conjugue des facteurs culturels, politiques, communautaires, historiques, psychosociaux, internationaux et de modernité. Les médias, les réseaux sociaux, l'internet sont des vecteurs majeurs de diffusion de la propagande extrémiste⁹.

Quelques théories des mouvements sociaux

La théorie du cadrage

Des approches plus complexes que les paradigmes présentés plus haut, comme la théorie du cadrage, expliquent la radicalisation violente et le terrorisme à travers la construction d'une réalité ou d'une vision du monde distincte et partagée par les membres de ces groupes. Leurs représentations identifient des injustices pour lesquelles elles désignent des responsables et construisent des argumentaires justifiant l'efficacité voire la moralité de l'action ainsi que de l'action violente y compris, dans certains cas, contre des civils¹⁰. À l'inverse des approches psychologisantes, la théorie du cadrage met en avant les relations individuelles plutôt que des caractéristiques ou dispositions innées des individus et propose une interprétation dynamique des processus de radicalisation.

Ainsi Q. Wiktorowicz suggère qu'un individu devient un activiste par un chemin qui le conduit : (1) d'une crise personnelle où il fait l'expérience de la discrimination ou de la répression, ou bien d'une rencontre avec un recruteur charismatique d'une organisation. Cette rencontre crée une « ouverture cognitive » par laquelle cet individu s'ouvre à de nouvelles idées, un nouvel univers cognitif. (2) Il s'engage ensuite dans la recherche de nouvelles idées – religieuses et/ou politiques. (3) Vient ultérieurement un « alignement de cadres » entre les schémas interprétatifs de l'individu et le(s) message(s) du mouvement – alignement à partir duquel la personne considère qu'en effet ce message est « parfaitement juste ». (4) Enfin l'individu accepte les principes clefs de l'organisation, s'engage dans une socialisation plus intensive avec ses membres et entre dans des interactions avec eux. Cette théorie est avec le processus de radicalisation décrit en 3 étapes dans le guide « Transformer l'extrémisme violent » : exposition, engagement et renforcement (Guide Search, p.12).

Les théories du choix rationnel

Enfin, les théories du choix rationnel (rational choice theories) tentent de proposer une vision « rationnelle » de l'action radicale. Diego Gambetta (2005), par exemple, insiste sur la rationalité des acteurs radicalisés qui optent pour la meilleure stratégie possible pour atteindre leurs buts sociopolitiques. L'action violente est appréhendée comme consciente, reposant sur une décision réfléchie consistant à opter pour la stratégie la plus à même d'atteindre les buts sociopolitiques fixés,

⁹ Ainsi Marc Sageman (2004) estime que par exemple la radicalisation est principalement l'effet de réseaux d'un nouveau type, qui affaiblissent le rôle des personnalités et donnent naissance à des groupes radicaux sans hiérarchie, plutôt qu'il ne s'agit d'un phénomène individuel naissant de manière spontanée de la fréquentation d'Internet.

¹⁰ Voir Dalgaard-Nielsen, 2008, p.7.

surtout lorsque l'adversaire est de loin supérieur sur le plan militaire et ne laisse au groupe aucune chance d'une éventuelle victoire dans le cadre d'une guerre classique (voir Gambetta, 2005). L'attaque des tours new-yorkaises résulte d'un choix rationnel compte tenu du poids d'al-Qaïda face aux États-Unis et plus largement face à l'Occident. Par cette action, l'organisation adopte une stratégie susceptible de lui ouvrir des espaces de manœuvre qui seraient bloqués dans une lutte classique.

Les théories du choix rationnel partagent des traits communs avec la théorie de l'action collective, pour autant qu'elles considèrent que (i) la violence est un choix rationnel ; que (ii) le contexte influe sur les options stratégiques des acteurs ; que (iii) des ressources spécifiques sont mobilisées en fonction des interactions avec le pouvoir (Rapin, 2008, p.198).

De façon générale, les théories du choix rationnel ont permis d'importantes contributions à l'étude de l'extrémisme violent, en s'intéressant aux interactions stratégiques entre les organisations illégales, l'État, les groupes sociaux, les conséquences de la répression d'État, les effets mobilisant/incitatifs de la violence, le choix des cibles et des tactiques –comme l'attaque suicide –, les relations entre les acteurs illégaux et leurs soutiens.

Dans cette approche, la radicalité des acteurs va au-delà de toute considération affective et s'inscrit dans un calcul stratégique possédant sa propre « rationalité » (Khosrokhavar, 2014, p. 26).

Toutefois la principale limite de ces approches réside dans la propension de ces études à ne s'intéresser qu'à des aspects limités de phénomènes de violence infiniment plus complexes (voir Sanchez-Cuenca, 2013, p. 382). Par exemple, l'analyse en termes de fins et de moyens prête souvent peu d'attention à la dynamique organisationnelle interne du groupe, en tant que facteur explicatif de ses orientations stratégiques (Rapin, 2008, p.99).

Les « carrières en radicalité » : l'approche interactionniste

Cette approche se fonde sur trois points (Sommier, 2012, p. 20) :

- Le passage de la question du pourquoi à celle du comment (« from profiles to pathways and roots to routes » (Horgan)), c'est-à-dire l'abandon de la recherche de causes générales au profit d'une analyse processuelle visant à suivre la « radicalisation pas à pas » (Collovald et Gaiti, 2006, p. 32), à la manière du « modèle séquentiel » de Becker (1985, p. 46) ;
- Le choix d'une perspective configurationnelle, variable selon les rattachements disciplinaires des chercheurs, permettant d'envisager les « relations entre le contexte politique (et particulièrement ses caractéristiques idéologiques), le cadre organisationnel et l'individu » (Taylor et Horgan, 2006)¹ ;
- Le recours aux histoires de vie pour relier ces trois niveaux d'interrogation et articuler les différents temps en jeu (temps social, temps de l'organisation, temps biographique) au

travers « des épisodes personnels, à la fois intimes et sociaux, révélateurs des contingences de la carrière » (Gayer, 2009, p. 5).

L'approche interactionniste privilégie la notion de « carrières en radicalité » (voir Collovald et Gaïti, 2006). La radicalisation est alors appréhendée comme un mouvement dynamique – plutôt que comme un basculement – et est conçue comme le résultat d'une « carrière morale » (Goffman), c'est-à-dire la conséquence imprévue d'une série de transformations objectives et subjectives, progressant par étapes successives dont la dernière n'était pas forcément contenue et annoncée par la première (voir Collovald et Gaïti, 2006, p. 22). Cette interprétation récuse toutes celles se fondant sur l'hypothèse de déterminismes sociaux – faisant aujourd'hui florès dans les discours politiques et institutionnels – et celle suggérant que l'adhésion à certaines idéologies conduit nécessairement à des actions violentes.

La radicalité n'est ainsi pas un phénomène nécessaire, inhérent à certains groupes culturels ou contenu dans les germes de certaines idéologies, mais plutôt le produit d'un processus « incrémental », une construction « pas à pas », dont il s'agit de restituer le déroulement pour en atteindre l'intelligibilité. La radicalité n'est donc pas à appréhender depuis le seul groupe ou les seuls acteurs qui en seraient porteurs, mais à partir de « configurations sociales » (Elias et Dunning, 1994, p. 70) plus larges dans lesquelles elle prend place.

Cette dernière approche est proche de celle mise en avant par Search en ce sens que l'extrémisme violent n'est pas nécessairement lié à une culture ou une identité, mais repose une transformation progressive de l'individu.

Limites des paradigmes explicatifs communs

Il est important à ce stade de souligner quelques limites des paradigmes explicatifs de la radicalisation les plus couramment mobilisés dans le discours public et politique. En premier lieu, l'extériorité souvent attribuée à la « menace » radicale ne constitue en aucun cas une constante des processus de radicalisation (Collovald et Gaïti, 2006, p. 14). Les attentats sont souvent organisés avec la complicité active d'acteurs locaux. Ensuite, les concepts explicatifs mobilisés, pour expliquer le processus de radicalisation, sont à historiciser et contextualiser pour éviter que les sciences sociales produisent des paradigmes passe-partout et offrant des prêt-à-penser, tels que le déclassement social, la frustration relative ou le ressentiment comme producteurs de groupes disponibles pour l'action violente (Collovald et Gaïti, 2006, p. 29). Sont également convoquées des variables macro-sociales, touchant à la modernisation des sociétés traditionnelles, à la déstructuration des identités et des modes de sociabilité traditionnelle, à la destruction des groupes primaires conduisant à l'atomisation d'individus qui deviennent alors manipulables et plus « enrôlables » dans des entreprises extrémistes, mais aussi plus fragiles face aux crises économiques.

En outre, il faut se rappeler que la question du radicalisme, tout comme celle de l'extrémisme violent, n'est pas nouvelle. Elle était présente durant la guerre froide. Toutefois, dans ce monde, jadis

bipolaire, la radicalisation était associée à un corpus idéologique et éliminait la « psychologisation » de la radicalité (voir Khosrokhavar, 2014, p. 16). Aujourd'hui la notion de radicalisation déplace l'analyse vers la subjectivité de l'individu, et les interactions entre le groupe et l'individu (Khosrokhavar, 2016).

Aussi, actuellement, les aspects politiques de ces processus de radicalisation et de violence sont systématiquement gommés. Ainsi, la notion de radicalisation, dans le sens qui lui est aujourd'hui conféré, n'inclut pas l'État et se cantonne à des mouvements par le bas, qui sont le fait d'individus ou de groupes prônant une idéologie extrémiste et passant à l'action violente (Khosrokhavar, 2014)¹¹.

b. Les enseignements des études portant sur la radicalisation en Afrique et en Guinée

Les études en Afrique sur le radicalisme, portées souvent par les institutions internationales, se sont focalisées sur l'extrémisme violent contrairement aux recherches universitaires citées plus haut. Il convient donc de préciser ce que recouvrent ces différents concepts.

Quelques définitions

La radicalisation se réfère au processus de développement de croyances extrêmes et d'idéologies qui remettent en question le statu quo et rejettent le compromis. Le radicalisme poursuit des profonds changements politiques pour tirer les bénéfices d'une alternative fondamentalement différente. (Borum, 2011; Schmid, 2013). Les moyens utilisés peuvent être violents ou non-violents autant que démocratiques ou non-démocratiques.

L'extrémisme est par définition violent et intolérant.¹² Contrairement au radicalisme, il n'existe aucune tolérance envers la diversité et la violence est toujours considérée comme un moyen légitime. Cela ne mène pas toujours vers la violence, mais il est bien question d'une identification positive de la violence.

Search for Common Ground (Search), spécialisée dans la consolidation de la paix, définit l'extrémisme violent comme le choix que font les individus d'utiliser ou de soutenir la violence pour promouvoir une cause fondée sur l'identité exclusive d'un groupe. Ni l'identité de l'auteur de la violence, ni la nature de l'idéologie à laquelle il/elle adhère, ne détermine son appartenance à un mouvement extrémiste violent. Par contre, l'utilisation de la violence pour avancer cette idéologie fondée sur une logique d'exclusion, qui vise à éliminer un autre groupe, une culture ou une identité, se rapporte à l'extrémisme violent¹³.

¹¹ Il est important de préciser qu'il existe des structures, comme Search, qui considèrent que les États peuvent être extrémistes.

¹² Voir le site de l'Université de paix: <https://www.universitedepaix.org/radicalisation-et-violence-definition-de-la-problematique-1> (25 Septembre 2018).

¹³ Search for Common Ground, A Peace builders' Guide to Transforming Violent Extremism, 2017: <https://www.Search.org/transforming-violent-extremism-peacebuilders-guide/>.

Les causes de l'extrémisme violent en Afrique, notamment de l'ouest

Selon une enquête commanditée par le PNUD en 2015, publiée en 2017¹⁴ et portant principalement sur l'extrémisme violent lié à la religion, les principales causes du ralliement des jeunes africains à l'extrémisme religieux violent sont le dénuement et la marginalisation dus à une gouvernance faible¹⁵.

L'enquête a été menée pendant deux ans auprès de 495 recrues volontaires d'organisations extrémistes religieuses, telles qu'Al-Shabaab en Somalie, et Boko Haram au Nigeria. Elle fait la synthèse des conditions et facteurs qui influent sur la dynamique du processus de recrutement, incitant certains individus à se tourner vers l'extrémisme, alors que les autres s'en écartent dans leur grande majorité.

Les auteurs de l'enquête indiquent que les principales causes de l'extrémisme tiennent à la faiblesse de l'État. L'étude révèle notamment que les actes de violence ou d'abus de pouvoir supposés des tenants du pouvoir en Afrique, constituent souvent la motivation de rejoindre un groupe terroriste. La majorité des recrues proviennent de zones frontalières ou de régions périphériques qui souffrent de marginalisation depuis des générations. 83 % de ces recrues volontaires ont estimé que le gouvernement de leur pays ne s'occupe que des intérêts d'un petit nombre (p. 75). Plus de 75% n'ont pas confiance en la classe politique, ni en l'appareil sécuritaire de leur pays (p. 77). La plupart d'entre eux ont aussi exprimé une certaine frustration par rapport à sa situation économique, l'emploi étant le besoin le plus pressant au moment de rejoindre un groupe. Ils ont également une rancœur profonde contre les dirigeants de leurs pays.

Toutefois, cette étude du PNUD ne permet de cerner les dynamiques de conflits par pays dans la sous-région ouest africaine. C'est ce que permet, le rapport de l'atelier sous régional sur le thème « le radicalisme religieux et les menaces sécuritaires en Afrique de l'ouest : perspectives nationales et régionales »¹⁶, organisé à Dakar du 4 au 5 février 2016 par Gorée Institute. Cet atelier a réuni les chercheurs et spécialistes de différents pays de la sous-région ouest africaine.

¹⁴ Selon les estimations du PNUD, quelque 33000 personnes ont perdu la vie dans des actes extrémistes violents perpétrés en Afrique entre 2011 et début 2016. Les attaques de Boko Haram ont fait au moins 17'000 morts, et provoqué le déplacement de 2,8 millions de personnes dans la région du Lac Tchad. Ces actes violents ont également eu des répercussions négatives sur le tourisme et les investissements directs étrangers, entre autres, au Kenya et au Nigeria.

¹⁵ Intitulée « Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : Moteurs, Dynamiques et éléments déclencheurs », cette enquête a été menée dans le cadre du programme « Prévenir l'extrémisme violent (PVE) en Afrique: une approche axée sur le développement » de l'organisation onusienne. Ce programme du PNUD a été lancé en 2015, afin de prévenir la montée de l'extrémisme violent, et à y faire face partout sur le continent, en mettant l'accent sur le développement.

¹⁶ <https://www.goreeinstitut.org/index.php/ressources/nos-publications/rapports-communiques/10-rapport-de-l-atelier-sous-regional-theme-le-radicalisme-religieux-et-les-menaces-securitaires-en-afrique-de-l-ouest-perspectives-nationales-et-regionales/file> (site visité le 19/08/18)

Parlant des causes et facteurs de l'extrémisme violent, les interventions des participants ont montré que chaque pays vit une dynamique spécifique de l'extrémisme violent.

A titre d'exemple, selon Dr Poussi Sawadogo du Burkina Faso, les causes tiennent :

- D'abord, à « la crise sociopolitique et la fragilité sécuritaire et le déficit de la gouvernance politique », aux tentatives de coup d'État répétitives, à l'absence d'un leadership politique « légitime » à la tête de l'État pour entreprendre des réformes ;
- Ensuite, à l'environnement sécuritaire régional (Mali et Côte d'Ivoire) qui a permis l'émergence de groupes radicaux (comme les « pieds nus ») ou le contact des populations avec les groupes extrémistes environnants ;
- Enfin, « l'envoi de contingent à la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) » qui a surexposé le Burkina et en a fait une cible des groupes djihadistes.

A l'image de tous les pays contributeurs de la MINUSMA, le Burkina Faso a été, ainsi, considéré comme un pays ennemi et naturellement exposé à des attaques et représailles.

Pour ce qui est de la Côte d'Ivoire « on ne peut pas réellement parler de radicalisme religieux, même si ce n'est pas à exclure » selon le professeur Boa Thiémélé Ramsès. Le professeur Thiémélé préfère parler, plutôt, de tentatives de radicalisme religieux. Toutefois, il ajoute « comme dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, la pluralisation croissante du religieux interpelle les observateurs de la scène ivoirienne et, selon certains experts, augure d'une montée du radicalisme religieux. Cette pluralisation se caractérise par l'émergence de nouveaux groupes religieux, la démultiplication de l'offre religieuse à travers les églises de réveil et les courants évangélistes, l'éclatement des dénominations existantes et la fragmentation des acteurs. De ce fait, les signes d'émergence d'une radicalisation multiforme sont visibles dans ce pays même si elles ne sont pas encore très actives. Aussi, les risques d'affrontements entre extrémisme musulman et évangélisme conquérant sont bien réels sans que cela attire l'attention des autorités comme celle de la communauté internationale »¹⁷.

Quant à la Guinée, le professeur Bano Barry indique que « le radicalisme religieux est une réalité en République de Guinée ». Pour lui, cette radicalisation a comme origine « la migration des populations de l'Est vers le sud et de l'islamisation qui a accompagné ce mouvement. Cette islamisation a été accentuée, selon un long processus, par la formation des imams et prédicateurs dans les pays arabes ». Il ajoute que « des organisations basées surtout dans les pays du Golfe octroient des appuis financiers importants surtout dans le cadre de la construction et d'entretiens de mosquées, des services sociaux de base. Un tel phénomène qui a pris son envol depuis que l'instauration des politiques d'ajustement structurel a affaibli l'État et largement affecté sa légitimité et sa marge de manœuvre. A côté de ce mouvement de populations et des conditions de l'islamisation qui s'en sont

¹⁷ <https://www.goreeinstitut.org/index.php/ressources/nos-publications/rapports-communiques/10-rapport-de-l-atelier-sous-regional-theme-le-radicalisme-religieux-et-les-menaces-securitaires-en-afrique-de-l-ouest-perspectives-nationales-et-regionales/file> (site visité le 19/08/18).

suivies, l'internet aussi joue un rôle dans cette radicalisation à travers la paupérisation urbaine et le déficit de cadres de socialisation en dehors des structures religieuses ». Sous certains aspects, Professeur Bano considère que la situation de la Guinée est un peu comparable à celle du Mali il y a quelques années. « La marginalisation de certaines régions, et surtout de celles du Nord, a fait émerger des mouvements qui se sont substitués à l'État pour ce qui est des services sociaux de base. L'analyse qui a été faite de cette situation a abouti au constat selon lequel, le Nord du Mali était presque laissé à lui-même pendant des décennies. Au cours de ces dernières années, les populations ont été prises en charge par le système de coopération informelle développée par les pays arabes à partir des années 70 ». ¹⁸ C'est ainsi que des ONG, aidées par des relais locaux, ont implanté des écoles et construit des hôpitaux dans une logique alliant prédication et travail social et en marge de l'action étatique au point de trouver un ancrage social qui a fait le succès des mouvances salafistes et wahhabites.

Une étude menée par les équipes de Search en ligne auprès de 122 jeunes représentant 14 pays affectés par l'extrémisme violent a identifié cinq principaux facteurs, semblables à ceux cités plus haut, poussant les jeunes à adhérer à des groupes extrémistes violents¹⁹ : (i) la perception de l'injustice et la corruption ; (ii) le manque d'éducation et de pensée critique ; (iii) l'aliénation ; (iv) le manque de plateformes d'expression ; (v) la marginalisation socioéconomique et les inégalités.

Les causes de l'extrémisme violent selon les études portant uniquement sur la Guinée

Les études axées sur l'extrémisme violent en Guinée restent encore très limitées. Jusque récemment, l'attention portait sur les violences liées à la démocratisation progressive du pays. L'étude qui fait référence en matière de radicalisme religieux est une étude préliminaire menée dans le cadre du Programme de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Maghreb et le Sahel (PPREV-UE)²⁰.

Cette étude a identifié un certain nombre de symptômes pouvant, à terme, annoncer l'aggravation des tensions entre individus, groupes et communautés et favoriser l'émergence de violences instrumentalisant les identités religieuses : tensions entre les courants (ou mouvances) religieuses ; divisions intra et interfamiliales ; crispations communautaires, et collusion entre les conflits d'ordre politique, social, économique et religieux.

L'étude identifie les vecteurs suivants :

- En termes d'acteurs de propagation d'idées exclusives : d'anciens étudiants de théologie musulmane et qui reviennent de certains pays musulmans d'Afrique (Niger, Mauritanie,

¹⁸ <https://www.goreeinstitut.org/index.php/ressources/nos-publications/rapports-communiques/10-rapport-de-l-atelier-sous-regional-theme-le-radicalisme-religieux-et-les-menaces-securitaires-en-afrique-de-l-ouest-perspectives-nationales-et-regionales/file> (site visité le 19/08/18).

¹⁹ <http://www.Search.org/wp-content/uploads/2017/08/TDR-de-Consultance-Etude-de-base-GUI507.pdf> (visité le 19/08/18).

²⁰ Cette étude a été réalisée avec un financement de l'Union Européenne (UE).

Soudan et Egypte), de pays arabes (Arabie Saoudite) ; Des prédicateurs arabes et pakistanais séjournant en Guinée ; des ONG guinéennes financées par des donateurs arabes et des ONG étrangères ; des imams de certaines mosquées ; certains enseignants, conférenciers des écoles « franco-arabes », eux-mêmes anciens étudiants en théologie musulmane.

- En termes de lieux : certaines mosquées, lors des sorties (Dawa) religieuses, des centres islamiques et des structures sanitaires gérées par des ONG et d'autres organisations de nature religieuse.
- En termes d'outils : la radio, certaines associations à caractère islamique, des campagnes de proximité « porte à porte », internet et des séries de conférences avec distribution de support papier, cassette et vidéo ; mais aussi plus directement la mise à disposition de conditionnement matériel à travers l'octroi de crédits, de dons en nature et/ou espèces, ainsi que l'aide à l'accès à un emploi et/ou à un fonds de commerce.

Ces vecteurs représentent une série de risques à prendre en considération dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent.

Les moyens de prévention de l'extrémisme violent en Afrique

Plusieurs études, évaluations et ateliers ont traité de la prévention d'extrémisme violent en Afrique. Nous reprenons quelques-unes à titre d'exemple. Commençons par l'étude du PNUD (2017) citée plus haut, intitulée « Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : Moteurs, Dynamiques et éléments déclencheurs ». Les auteurs indiquent que les gouvernements africains doivent réexaminer leurs réponses militaires à la lutte contre l'extrémisme religieux, et de s'engager dans l'État de droit et en faveur des droits de l'homme.

En effet, réagir aux crises avec des réponses sécuritaires et répressives, plutôt que les prévenir, peut être contreproductif. La lutte contre le terrorisme a notamment pour effet de gonfler la part de budgets nationaux destinés aux forces de défense et de sécurité, souvent au détriment d'autres secteurs clefs de toute stratégie de prévention comme les secteurs éducatifs et sociaux, mais aussi de réduire l'espace des libertés publiques nécessaire aux dialogues.

L'étude suggère également l'intervention au niveau local, à travers l'appui aux initiatives communautaires axées sur la cohésion sociale, ainsi que l'amplification de la voix des leaders religieux locaux qui prônent la tolérance.

Toutes ces initiatives doivent toutefois être pilotées par des acteurs locaux, dignes de confiance. En effet, dans le contexte africain, le porteur du message contre l'extrémisme est aussi important que le message en soi. La confiance que la population porte au « messager » est également essentielle pour apaiser le sentiment de marginalisation qui peut accroître la vulnérabilité des jeunes face aux recruteurs. Le choix de porteur de messages crédibles est une des recommandations clés de Search pour la prévention de l'extrémisme violent (voir Guide sur la prévention de l'extrémisme violent, p.45).

Quant au rapport de l'atelier sur « le radicalisme religieux et les menaces sécuritaires en Afrique de l'ouest : perspectives nationales et régionales » qui s'est tenu à Dakar, il indique que le constat est que les interventions militaires, loin de régler définitivement le problème de la radicalisation, étaient en elles-mêmes porteuses de germes de conflits ultérieurs. C'est pourquoi, les participants à l'atelier suggèrent entre autres :

<p>Aux États :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Formaliser les écoles coraniques et encadrer l'enseignement religieux ; • Organiser des sessions de formation des imams et réglementer l'exercice d'une telle profession ; • Sensibiliser les communautés sur la question de radicalisation religieuse ; • Sécuriser et encadrer les pratiques religieuses des communautés.
<p>Aux Organisations de la Société Civile</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une plateforme de la société civile sur la question de la radicalisation qui regroupera la société civile des pays de l'Afrique de l'ouest dans le but de mettre en place une stratégie globale ; • Renforcer les capacités des OSC sur la problématique de la radicalisation et de l'extrémisme violent.
<p>Aux Organisations religieuses</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Travailler sur la question de l'interprétation des textes et leur impact sur l'évolution des sociétés ouest-africaines ; • Poursuivre et encourager les activités de renforcement de capacités des imams et officiers de cultes ; • Établissement d'un réseau d'experts sur la question de l'extrémisme violent.
<p>Aux partenaires techniques et financiers</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la participation de la société civile et du secteur privé dans la lutte contre la radicalisation, ainsi que l'exploitation de leurs ressources et de leur expertise, afin d'accroître la résilience et les capacités internes aux pays destinataires des projets ; • Encourager les échanges de meilleures pratiques et d'expériences en vue de l'élaboration de programmes de sortie de la radicalisation en coopération avec les États partenaires ; • Promouvoir et appuyer des programmes de sensibilisation et de modules de formation sectoriels à destination des intervenants de première ligne ainsi que des administrations de la sous-région.

c. Les initiatives internationales et nationales pour contrer l'extrémisme violent

Les initiatives internationales de lutte contre l'extrémisme violent

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté la Stratégie antiterroriste mondiale, depuis 2016, une stratégie qui vise à renforcer les capacités nationales et à convenir d'une meilleure coordination internationale.

Plus récemment, le 12 février 2016, l'Assemblée générale a approuvé le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent²¹. Présenté par le Secrétaire général des Nations Unies, ce rapport recommande à tous les États d'élaborer un plan d'action national contre l'extrémisme violent, qui serait complémentaire à une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme. Ainsi, l'ONU appelle ses membres à mettre en place des plans d'action nationaux élaborés dans un cadre multidisciplinaire, fondés sur une analyse préalable des facteurs de risque locaux et solidement ancrés dans le respect des droits fondamentaux et l'État de droit.

De son côté, l'UNESCO s'est engagée à lutter contre la radicalisation des jeunes et l'extrémisme sur Internet. Pour poursuivre ses objectifs, l'UNESCO a organisé, du 31 octobre au 1^{er} novembre 2016 à Québec, une conférence sur le radicalisme qui avait pour thème « Internet et la radicalisation des jeunes : prévenir, agir et vivre ensemble »²².

Pour donner suite aux recommandations émises lors de la Conférence, l'Appel de Québec invite tous les acteurs de la société à joindre leurs efforts pour lutter contre la radicalisation des jeunes sur Internet. Cet appel à l'action recommande, entre autres, une remise en question des discours et des idées sur lesquels sont fondés les groupes extrémistes par la construction de contre-discours cohérents et par une éducation aux technologies de l'information et de la communication inclusive qui met en avant le développement de l'esprit critique, la tolérance et le respect des droits de la personne. Tous sont invités à signer l'Appel sur le site de la Conférence.

Pour sa part, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) se penche activement sur la question depuis 2015. L'organisation a notamment coordonné des séminaires sur les stratégies de prévention de l'extrémisme violent et une conférence sur les expériences nationales et bonnes pratiques de lutte contre le radicalisme au sein de la Francophonie. À cet effet, l'OIF a organisé, du 6 au 8 juin 2016, une importante conférence qui se penchait sur le sujet avec une approche francophone intégrée²³.

Il faut également mentionner la résolution adoptée par l'Union Interparlementaire (UIP) en mars 2016, à l'occasion de sa 134^{ème} Assemblée. L'organisation appelle l'ensemble des parlementaires à

²¹ <https://www.un.org/counterterrorism/ctitf/fr/plan-action-prevent-violent-extremism> (visité le 25 Septembre 2018).

²² Cette conférence a réuni plus 500 participants provenant de plus de 70 pays.

²³ <https://www.francophonie.org/Rwanda-OIF-au-Sommet-innovation-en-Afrique-48939.html> (visite le 24/08/18).

renforcer la coopération mondiale pour endiguer la menace qui pèse sur nos démocraties. Elle pointe spécialement la nécessité d'adopter les mesures législatives et financières visant à prévenir le terrorisme et à ériger en infraction pénale les actes de terrorisme et leur apologie tout en renforçant la coopération internationale et en favorisant l'échange d'informations entre les parlements. L'UIP n'ignore pas l'importance d'intervenir en finançant des programmes d'éducation et les initiatives de la société civile, ce qui aurait pour effet à long terme d'autonomiser les jeunes et les femmes.

Les initiatives de l'UE quant à elle combinent répression et prévention comme l'indiquent les conclusions du Conseil de l'Union européenne et des États membres en 2015, réunis au sein du Conseil, sur le renforcement de la réponse pénale à la radicalisation conduisant au terrorisme et à l'extrémisme violent²⁴. Les conclusions appellent notamment les États membres à « piloter les efforts visant à lutter contre les facteurs qui sous-tendent la radicalisation conduisant au terrorisme et à l'extrémisme violent par des mesures préventives ciblées, en élaborant des actions favorisant la cohésion ainsi que des programmes, y compris dans le domaine de l'éducation, visant à promouvoir les droits fondamentaux, l'État de droit et la démocratie et en favorisant l'existence de sociétés inclusives, tolérantes et pluralistes ».

Il faut se dire que l'Europe est confrontée au terrorisme depuis plusieurs dizaines d'années²⁵. Cela a permis progressivement l'émergence d'une réponse unifiée tant au niveau interne qu'au niveau international²⁶. Elle a su en particulier développer des réponses policières et judiciaires concertées face au développement de l'extrémisme violent sur son territoire qui pourraient inspirer les pays de la sous-région. Toutefois la stratégie européenne reste confrontée par une tension permanente entre les tenants de la répression et ceux privilégiant le respect des principes de l'État de droit.

Les initiatives nationales de lutte contre l'extrémisme violent

Les initiatives en la matière ont été dominées par la réforme des forces de défense et de sécurité. Toutefois, une loi anti-terroriste est en cours d'élaboration. La Guinée participe actuellement à la stabilisation de la République du Mali. Les initiatives de prévention sont essentiellement prises par des ONG nationales et internationales avec un soutien financier et technique de partenaires étrangers.

²⁴<http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2015/11/20/conclusions-radicalisation/> (visité le 24/08/2018)

²⁵ L'Europe a déjà fait face dans les années 1970 à une menace terroriste d'extrême gauche.

²⁶ <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0386-l-union-europeenne-et-la-lutte-contre-le-terrorisme> (visité le 24/08/18)

3.2 Données générales et Perceptions des populations et parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée

a. Caractéristiques socio-démographiques et professionnelles des enquêtés

De façon générale, la taille de l'échantillon était de 1200 personnes. Au cours de l'enquête 1190 personnes ont été effectivement enquêtées, soit 99,16%. Sur les 1190 fiches d'enquêtes, la quasi-totalité a été correctement remplie, soit 1070 représentants 89% de l'échantillon initialement ciblé.

Tableau 4. Répartition des enquêtés par localité.

Localité	Effectif des enquêtés
Beyla	150
Kankan	150
Labe	150
Matoto	124
N'Zérékoré	151
Pita	151
Ratoma	164
Siguiri	150
Ensemble	1190

Au cours du sondage, sur 1070 enquêtés ayant correctement renseigné le milieu de résidence, plus de la moitié a déclaré habiter en milieu urbain à l'intérieur du pays, soit 55% contre 24% en zone rurale et 14% à Conakry. Par contre 7% des enquêtés n'ont pas déclaré leur milieu de résidence.

Sur 1070 enquêtés ayant correctement renseigné la langue utilisée, plus du tiers a choisi le français (38%) pour remplir le questionnaire contre 26% pour le poular et 23% pour le malinké au sens strict. Si on prend en compte les autres composantes du malinké (konianké et kouranko) ce taux est de 28% (Figure 4). Le soussou n'a été utilisé que par moins de 2% des enquêtés. Quant aux langues forestières (kpèlè, kissien, toma), elles ont été utilisées par 5% des enquêtés.

Figure 4. Langues utilisées par les enquêtés.

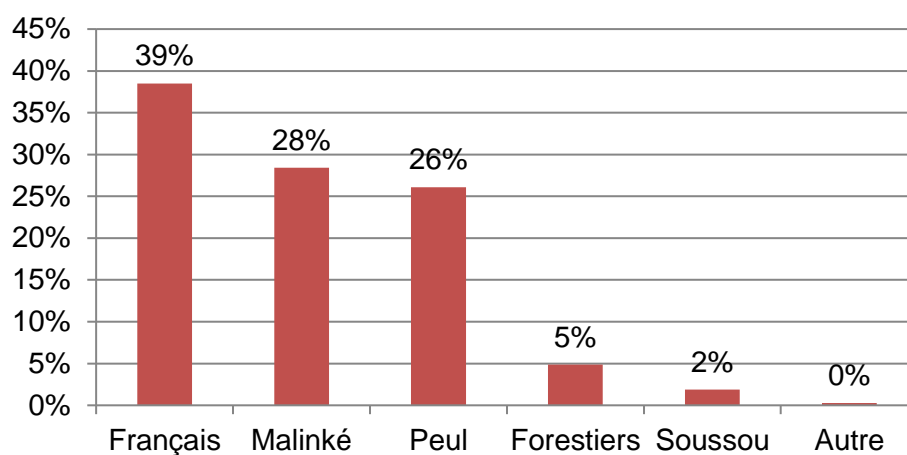
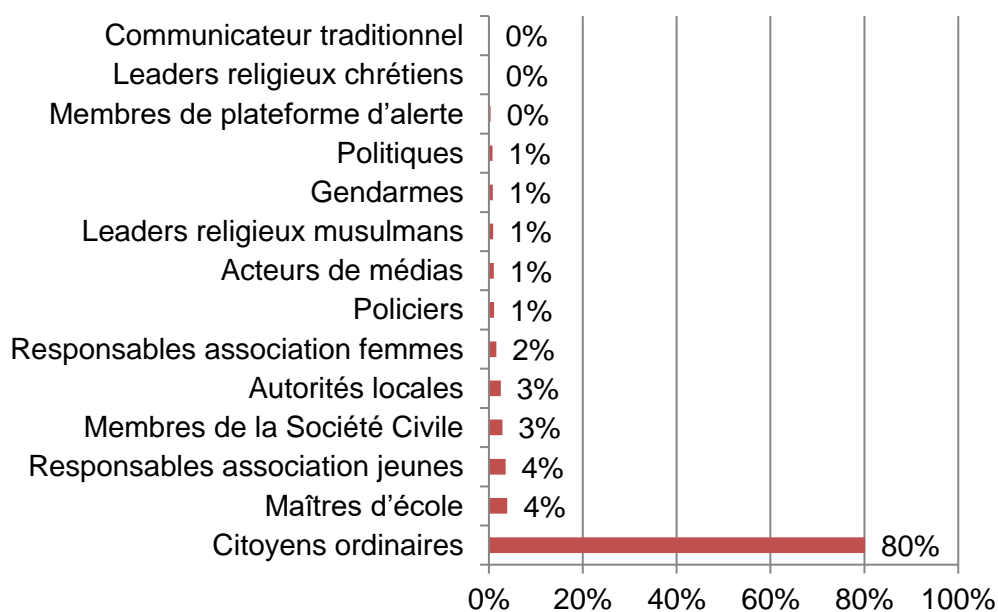


Figure 5. Statuts des enquêtés.



En s'intéressant aux catégories socio-démographiques, sur les 1070 enquêtés, la grande majorité (plus de 80%) sont des citoyens ordinaires dont 32% de commerçants, 22% de ménagères, 18% d'élèves/étudiants, 4% d'agriculteurs et 24% d'ouvriers et autres.

Tableau 5. Répartitions des citoyens ordinaires.

Profession	Effectif	Pourcentage
Commerçants	275	32%
Ménagères	189	22%
Elèves/étudiants	154	18%
Agriculteurs	34	4%
Ouvriers et autres	206	24%
Total	858	100%

Près de 4% sont des maîtres d'école presque autant que de responsables d'association de jeunes, près de 2% de représentants d'autorités locales et de la société civile (Figure 5).

Sur les 27 personnes sondées exerçant une fonction d'autorité locale, 18% sont des chefs de secteurs et 11% des chefs de quartiers. Parmi les 8 enquêtés ayant renseigné la question sur l'appartenance politique, très peu de personnes ont déclaré militer dans un parti politique, soit moins d'1%. Trois quart (75%) d'entre elles disent militer dans l'opposition contre 12% dans la mouvance présidentielle. Pour cette question, on aurait peut-être pu demander quels sont ceux qui sont sympathisants de partis politiques. En tous les cas, cela montre aussi la frilosité des personnes à revendiquer clairement leur appartenance politique.

Figure 6. Répartition par sexe.

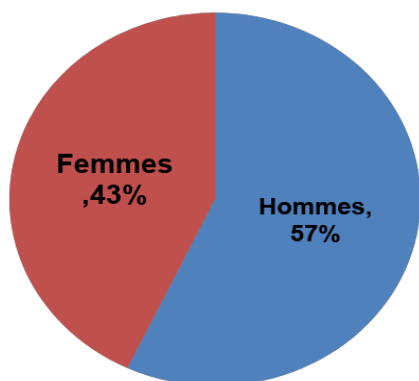
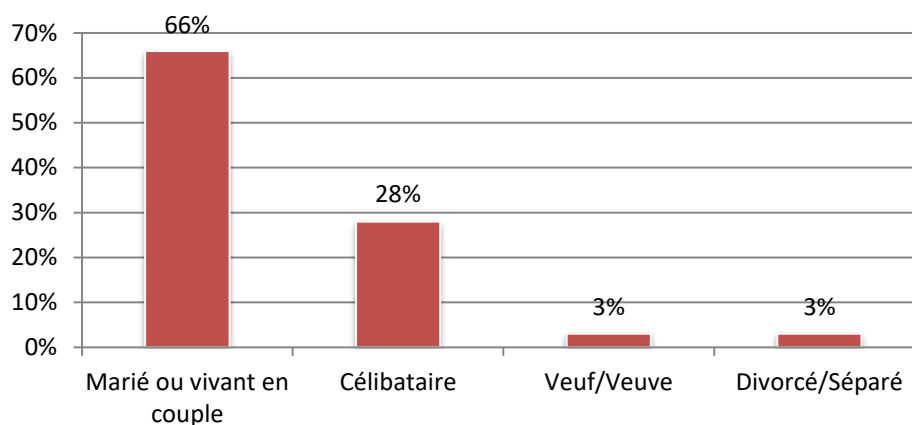


Tableau 6. Répartition par tranche d'âge.

Tranche d'âge	Fréquence	Pourcentage
[18 – 25]	211	20%
[26 – 35]	461	43%
[36 – 55]	313	29%
[56 et +]	85	8%
Total	1070	100%

Figure 7. Répartition par situation matrimoniale.

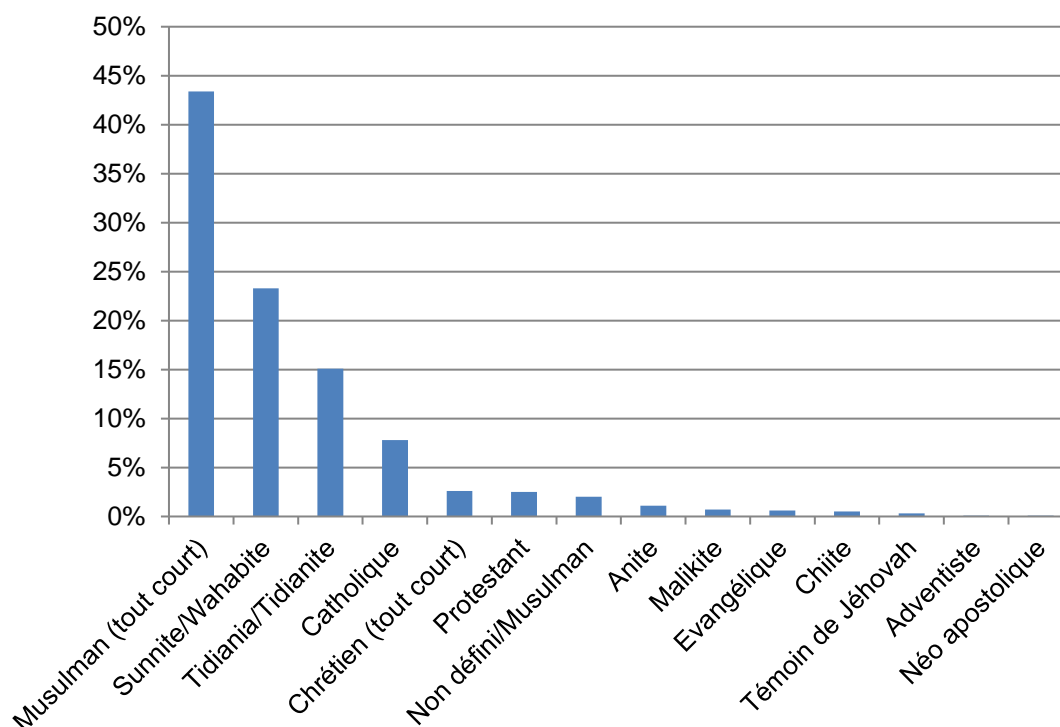


Concernant les statuts matrimoniaux des enquêtés, deux tiers (66%) des 1070 enquêtés ont déclaré être mariés ou vivre en couple contre 28% de célibataires et 6% veufs et/ou divorcés (Figure 7).

L'ethnie la plus représentée parmi les enquêtés est le malinké au sens large avec 40,4% des sondés, suivie du peul, 40%. Les forestiers représentent pour plus de 14% et contre moins de 5% pour les soussous. Pour l'appartenance religieuse, 85% des enquêtés sont de confession musulmane contre 14% de chrétiens. Cette répartition semble être représentative de la caractéristique de la population guinéenne.

La majeure partie des enquêtés sont des musulmans (85%) et chrétiens (14%). Ces groupes religieux comptent en leur sein plusieurs courants. Les enquêtés sont inégalement répartis en ces courants religieux. Les 43% et 2,6% de ces personnes enquêtées se déclarent respectivement « musulmans » et « chrétien » sans préciser leur courant. Ils pratiqueraient la religion sans pourtant s'identifier à un courant religieux spécifique. En outre, les enquêtés sont principalement sunnite ou wahabite (23%), des *tidjanis* (15%), des catholiques (7,8%) et des protestants (2,5%).

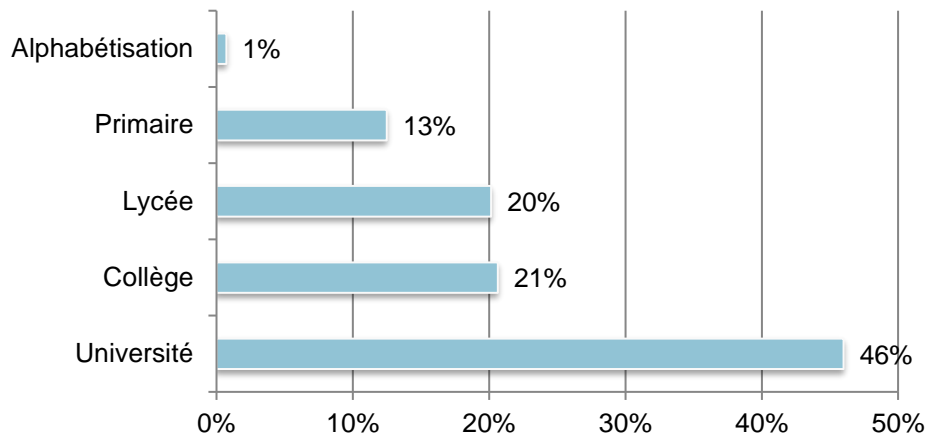
Figure 8. Répartition des enquêtés selon leur courant religieux.



Pour les catégories socio-professionnelles, plus de la moitié des 1070 sondés (58%) déclarent exercer une activité professionnelle dont 29% de salariés du secteur privé, 21% de commerçants, 18% de salariés du secteur public et 17% d'agriculteurs.

S'agissant du niveau d'éducation, plus de trois quart (77%) des enquêtés déclarent avoir été scolarisés. L'essentiel de ces enquêtés scolarisés (91%) ont plutôt fréquenté l'école laïque (française). Ceux qui ont fréquenté les écoles franco-arabes représentent seulement 4%. Pour ceux ayant déclaré avoir été scolarisés, 46% ont le niveau universitaire, 21% de niveau collège, 20% de niveau lycée et 13% de niveau primaire (Figure 9). Globalement, les enquêtés semblent avoir théoriquement un bon niveau d'éducation. La commune de Ratoma a le taux d'universitaire le plus élevé, soit 26%, suivie de la préfecture de Labé avec 15%.

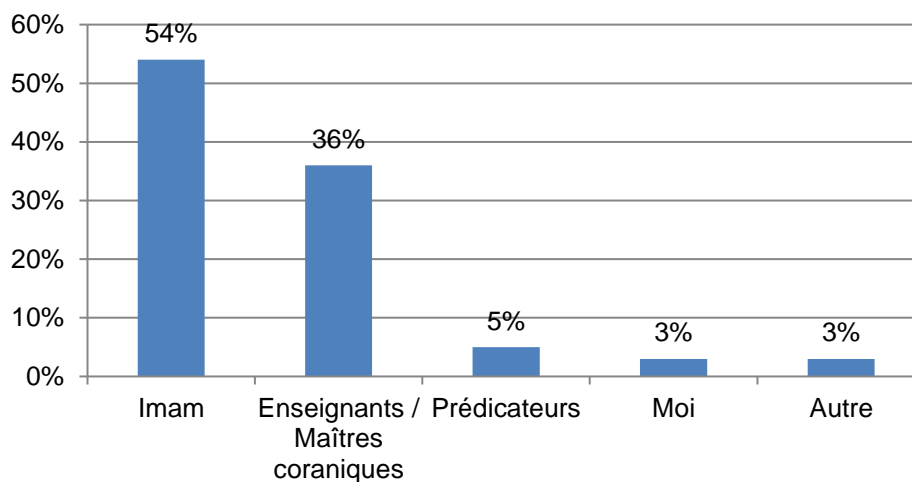
Figure 9. Répartition par niveau d'éducation.



b. Culture générale des enquêtés sur la religion et les foyers de tensions

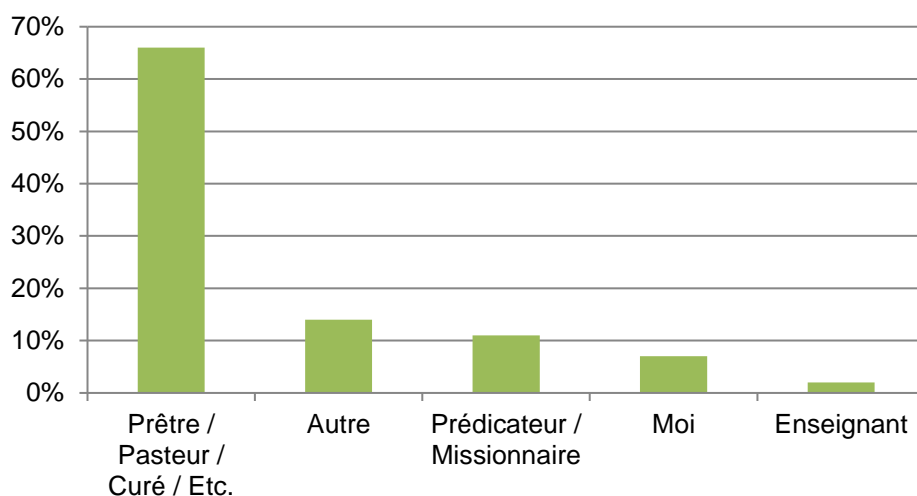
Sur la connaissance de la religion, plus de la moitié (54%) des 906 musulmans sondés estime que c'est l'imam qui connaît le mieux, 36% pensent plutôt que ce sont les enseignants et maîtres coraniques. En revanche, seulement 5% estiment que ce sont les prédicateurs qui connaissent la religion.

Figure 10. La personne qui connaît mieux la religion (Musulman).



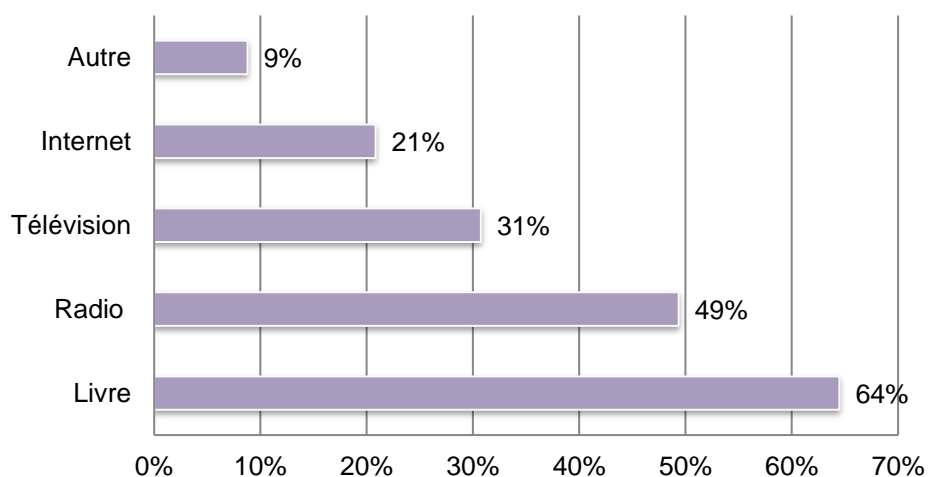
Quant aux 146 chrétiens sondés, ils estiment à deux tiers (66%) que ce sont les prêtres ou les pasteurs qui ont une meilleure connaissance de la religion, ensuite viennent les prédicateurs ou les missionnaires pour 11% d'entre eux.

Figure 11. La personne qui connaît mieux la religion (Chrétien).



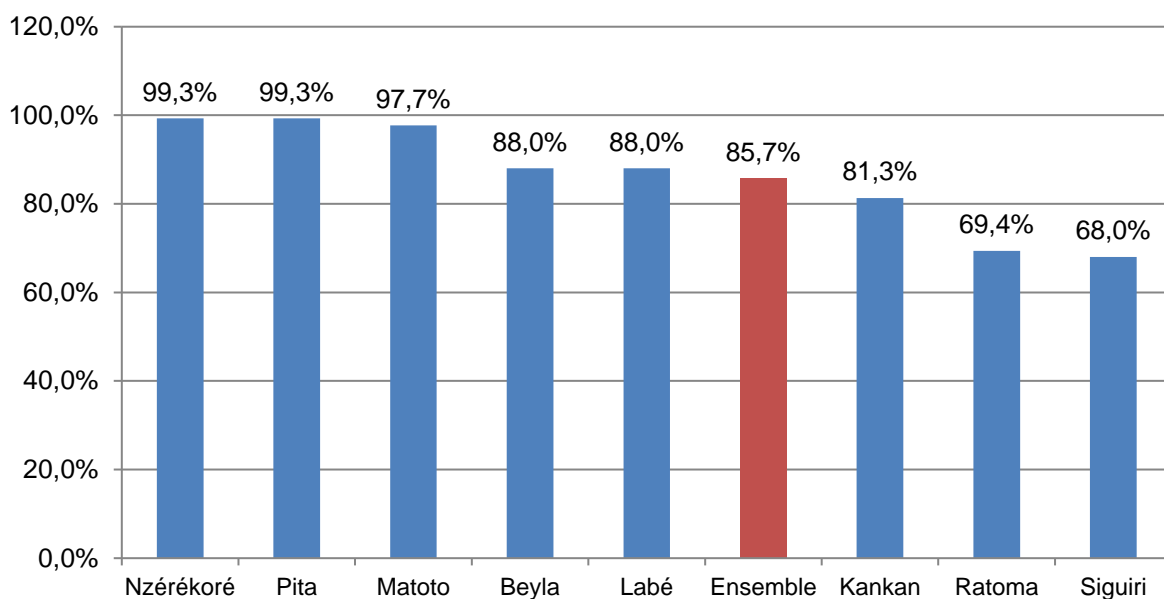
Toutes religions confondues, la plupart des enquêtés (64%) déclare s’informer principalement sur la religion à travers les livres religieux (coran et bible essentiellement), la radio (49%), la télévision (31%). Quant à internet, en dépit de sa démocratisation progressive, seulement 21% des personnes sondées déclarent y trouver des sources d’information.

Figure 12. Autres sources d’informations en matière de religion en dehors des acteurs cités précédemment.



Dans l’ensemble, les 1070 enquêtés dans leur grande majorité (86%) pensent que la religion est importante dans la société. Cette proportion est de 99% à N’Zérékoré et 68% à Siguiri.

Figure 13. Opinion sur l'importance de la liberté religieuse dans une société.



Sur le rôle de la religion dans l'organisation de la vie en communauté, plus de la moitié (59%) estime qu'elle promeut la paix, plus du tiers (38%) la stabilisation. En revanche, très peu de personnes sondées (1,6%) estiment que la religion est un instrument de déstabilisation de la société dont plus de la moitié (58%) est de la localité de Beyla (voir tableau 7). Il n'y a que 1% des sondés (essentiellement de Pita et Siguiri) qui pensent que la religion est un facteur d'endoctrinement des populations.

Figure 14. Rôle/place de la religion dans l'organisation de la vie en communauté.

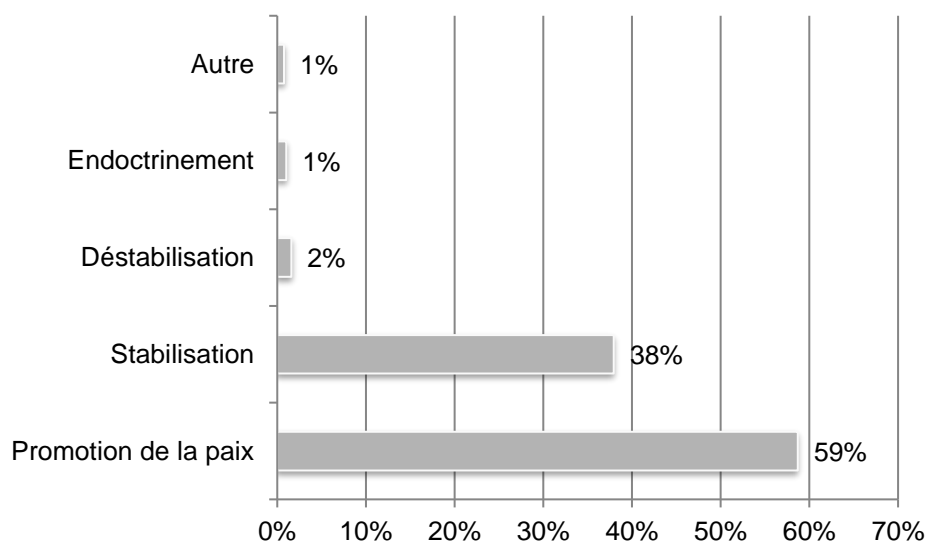


Tableau 7. Répartition entre les préfectures (en pourcentage).

	Autre	Déstabilis- ation	Endoctrine- ment	Promotion de la paix	Stabilisation	Effectif
Beyla	25,0%	58,8%	0,0%	14,0%	12,3%	150
Kankan	0,0%	5,9%	9,1%	11,1%	19,2%	150
Labé	0,0%	0,0%	9,1%	10,4%	20,7%	150
Matoto	0,0%	5,9%	0,0%	5,1%	2,7%	44
Nzérékoré	12,5%	0,0%	0,0%	14,3%	14,8%	151
Pita	0,0%	5,9%	45,5%	13,1%	15,5%	151
Ratoma	25,0%	11,8%	0,0%	16,4%	4,2%	124
Siguiri	37,5%	11,8%	36,4%	15,6%	10,6%	150
Effectif	8	17	11	628	406	1070

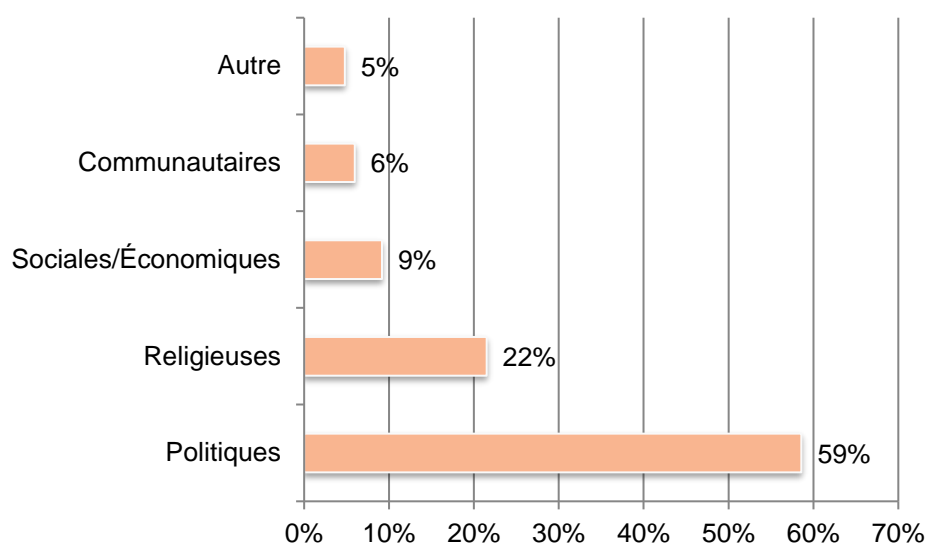
Pour les acteurs interviewés individuellement, ils pensent que la liberté religieuse est importante dans une société. En effet, elle promeut l'éducation des fidèles, l'amour du prochain et la fraternité dans la société. La diversité religieuse apporte la paix et la quiétude dans la société. Elle renforce la cohésion sociale, l'unité et l'entente entre les citoyens. Selon une étude du PNUD (2017), la voix des leaders religieux est à amplifier pour porter les messages de tolérance et de cohésion sociale. Par contre, un certain nombre d'entre eux, moins de la moitié des enquêtés, estiment qu'elle peut être source de déstabilisation et d'anarchie.



Photo. Focus Group femmes à Labé.

Quant à la déclaration des droits de l'homme, les 1096 enquêtés ayant répondu ne semblent pas avoir connaissance. Ils ne sont que 2% à répondre par l'affirmative et presque autant savent que la Guinée l'a ratifiée. S'agissant des foyers de tensions, de crises ou de guerres dans le monde, moins de la moitié (41%) des 1070 enquêtés déclare avoir connaissance.

Figure 15. Raisons principales de ces crises.



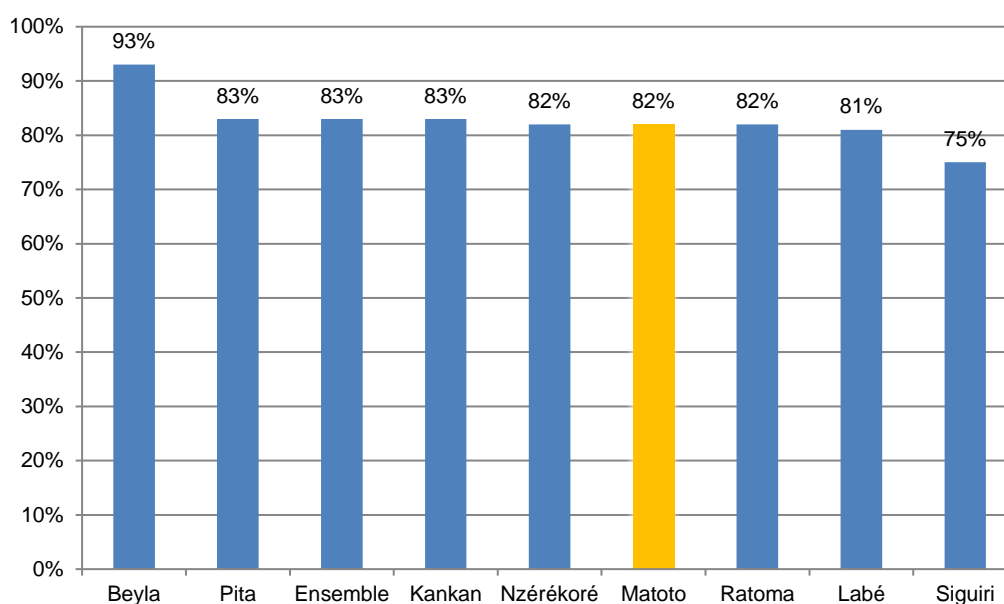
Les foyers de tensions les plus cités, probablement pour des raisons de proximité géographiques, sont le Mali et la Libye. Plus de la moitié des enquêtés (59%) estime que les raisons principales de ces crises sont politiques, 21% religieuses, 9% socio-économiques et 6% communautaires.

En dépit de la recrudescence des groupes terroristes à travers le monde et dans la sous-région, sur les 1070 enquêtés ayant renseigné une réponse, moins du tiers (28%) déclare connaître les groupes terroristes. Sans surprise, les groupes les plus connus sont Boko Haram et Al Qaïda. En effet, la quasi-totalité (94%) de ceux qui se sont prononcés condamne ces groupes terroristes, à Kankan et Matoto ce taux est de 100%.

c. Perceptions des populations et parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée

L'étude de base vise entre autres à comprendre les perceptions des populations et des parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée. Au terme de l'enquête, une grande majorité (83%) des 1070 sondés pense que la religion n'est pas un facteur d'extrémisme ce qui corrobore avec les résultats d'une enquête de Search auprès de 122 jeunes de 14 pays. Ce taux est 75% pour Siguri contre 93% pour Beyla.

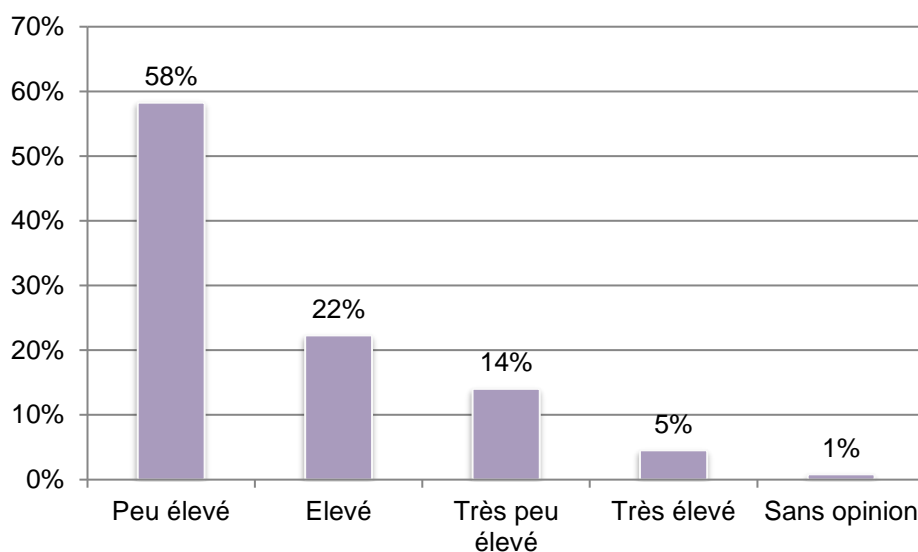
Figure 16. Religions comme facteurs d'extrémisme.



Un peu plus de la moitié (58%) de ces sondés déclare qu'il n'existe pas de tensions dans leur localité contre 23% pour ceux qui pensent le contraire. La commune de Matoto se démarque car 84% des sondés déclarent qu'il y existe des tensions contre seulement 5% à Pita. Le fait que la commune de Matoto se démarque des autres pourrait être dû aux anomalies constatées lors de la collecte. En effet, comme expliqué plus haut, la question sur la commune ou préfecture, comme d'autres, n'apparaissait pas chez certains enquêteurs de Conakry. La question sur la commune a été correctement renseignée pour seulement 44 personnes sur les 150 personnes enquêtées. Donc, le croisement avec d'autres variables se fait avec ces 44 personnes, ce qui pourrait jouer en défaveur de Matoto pour certains calculs.

Globalement, le niveau de ces tensions reste tout de même peu élevé pour plus de la moitié (58%) contre 22% élevé et 5% très élevé.

Figure 17. Niveau de ces tensions dans la zone.



Les tensions qui existent dans ces localités puisent leurs causes dans la politique pour plus de 72% des 242 personnes ayant renseigné contre plus du tiers (36%) de sources communautaires. Pour prévenir les tensions dans ces localités en proie à des crises, la grande majorité (87%) 1070 des personnes enquêtées estime qu'il faut privilégier la sensibilisation. Pour plus de la moitié (60%), il faut plutôt mettre l'accent sur l'éducation. Un quart des sondés (26%) soutient le recours à la sanction. Pour la commune de Matoto, il faut plutôt mettre l'accent sur l'éducation.

Pendant les groupes de discussion, les femmes estiment que la place de la religion est de conseiller les fidèles ; sensibiliser les communautés ; prêcher l'entente, le bon voisinage et la cohésion dans localité et calmer la population en cas de problème. Les religieux doivent être neutres et apolitiques et doivent promouvoir les discours de réconciliation (étude du PNUD, 2017). Comme les femmes, les hommes estiment aussi que la religion doit jouer un rôle de sensibilisation des fidèles en faveur de la promotion de la justice et du respect de la loi. Ils pensent que les leaders religieux doivent systématiquement rappeler que la religion est apolitique et que c'est un instrument de paix, d'harmonie et de cohésion sociale (étude du PNUD, 2017).

Les discours et/ou attitudes qui affectent positivement la cohésion sociale dans leur localité sont de types religieux pour plus de la moitié (59%) des 1070 enquêtés. Ce taux est de 82% pour Matoto contre 45% pour Siguiiri. Pour 43% des enquêtés, ces discours sont de type politique. Ces mêmes types de discours/attitudes mal circonscrits nuisent également au tissu social. Pour la grande majorité (87%), ces discours sont de nature politique (95% à Matoto et Labé ; 91% à Ratoma) contre 27% de nature communautaire.

Il ressort globalement que les discours et/ou attitudes de types religieux sont ceux affectent positivement la cohésion sociale tandis que ceux de types politiques mal maîtrisés compromettent l'entente et la stabilité dans la cité. Pour les acteurs communautaires entretenus individuellement, les discours affectant l'équilibre du tissu social sont surtout politiques et à relent ethnique qui sont de nature à inciter à la haine, aux sabotages et à l'exclusion. Ils estiment que les comportements ou attitudes affectant l'équilibre du tissu social sont les abus de pouvoir, les exclusions politiques, sociales et économiques confirmant ainsi les conclusions de Doise (1982) qui estimait que l'extrémisme violent dans les pays développés tirent ses causes dans les facteurs économiques et l'exclusion sociale surtout chez les jeunes des banlieues.



Photo. Administration du questionnaire à Pita.

Sur la connaissance de l'extrémisme violent, contrairement aux partenaires gouvernementaux dont la totalité sait ce que c'est que l'extrémisme violent, peu d'enquêtés parmi les 1070 (moins du tiers 28%) déclarent avoir entendu parler de l'extrémisme violent. Parmi ceux qui ont entendu parler de l'extrémisme violent, seulement 2%, essentiellement de sexe masculin, approuvent cette attitude dont la moitié est de Beyla et le reste de Labé, Ratoma et Siguiri. Deux tiers des jeunes de 26-35 approuvent cette attitude.

Pour les entretiens individuels qui ont visé essentiellement les principaux acteurs institutionnels, la plupart dit avoir entendu parler de l'extrémisme violent qui est d'ailleurs souvent associé à la religion. Ils le définissent en effet comme un comportement dangereux à condamner entretenu par les politiciens et les acteurs religieux. C'est donc une attitude qui divise les communautés. Pour d'autres, c'est le fait d'agir avec excès au-delà de toute limite autorisée. C'est donc « une sorte de révolte occasionnée par le non-respect des opinions et des croyances d'autrui ». C'est tout simplement la défense d'idéologies et principes qui sont nuisibles à la société.

Les discussions en focus groupes ont été l'occasion de partager des avis et point de vue sur la problématique du phénomène d'extrémisme violent. Pour les focus groupes des femmes, les perceptions des participantes sont assez disparates. Elles voient l'extrémisme violent comme : un mauvais comportement, une mauvaise pensée, une mésentente, des disputes entre les coépouses, un manque de respect. Globalement, chaque participante a sa définition sur l'extrémisme violent. On retiendra *in fine* qu'il s'agit de « défendre des opinions dictatoriales ou obliger une personne ou un groupe de personnes d'adhérer à quelque chose », cette définition est par ailleurs proche de celle

de Search. Pour les focus groupes des hommes, les définitions diffèrent selon la zone. Par exemple, il s'agit des conflits domaniaux liés aux problèmes d'or pour l'axe Kankan-Siguiri. Pour la zone de Labé, c'est une violence qui aboutit à un conflit surtout entre agriculteurs et éleveurs. Globalement, « c'est le fait d'imposer sa conviction par la force ». Ils estiment également que c'est « une opinion politique, religieuse et économique qui oppose les individus pour une question d'intérêt ».

Globalement, en ce qui concerne la conception des citoyens sur l'extrémisme violent, l'étude montre qu'en général, chacun a sa définition qui s'écarte parfois nettement de celle de Search. Il est souvent réduit au niveau religieux et/ou politique. Par ailleurs, si certains hommes considèrent l'extrémisme violent comme des « conflits domaniaux » ou « conflits liés aux problèmes d'or ».



Photo. Focus Group hommes à N'Zérékoré.

Les acteurs estiment que les gens se radicalisent et se lancent dans l'extrémisme violent à cause de l'ethnocentrisme, de la politique, de la religion, des problèmes domaniaux, des problèmes de richesses du sous-sol, du chômage, de la cupidité et du sentiment d'injustice comme avançait Khosrokhavar (2016). Un homme d'une quarantaine d'année de Siguiri affirmait que « l'extrémisme des jeunes c'est essentiellement le manque d'emploi ». Une femme de 28 ans de Bouré Tintinian disait que « c'est à cause des problèmes entre les villages voisins » et une autre ajoutait « c'est parce que les populations ont abandonné les coutumes ancestrales ».

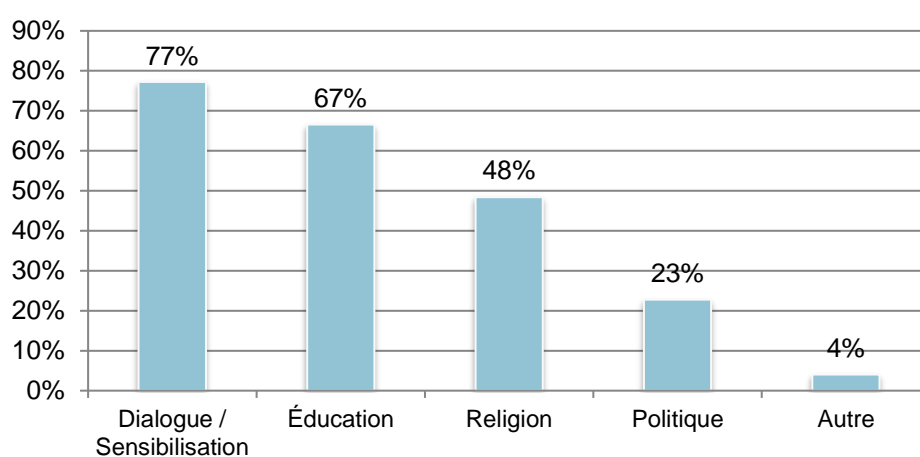
Les exemples d'extrémisme, les plus cités par les 304 enquêtés ayant répondu avoir entendu ce phénomène, sont le terrorisme, le djihadisme, les prises d'otages et les attentats. Pour les entretiens individuels, il s'agit également des destructions de biens et des propos agressifs surtout lors des campagnes électorales. Les sondés estiment dans leur grande majorité (80%) que c'est la pauvreté qui pousse les gens à devenir ou rejoindre les groupes extrémistes. Plus de la moitié (61%) estime que c'est le fait de l'injustice contre 45% à cause de la mauvaise gouvernance contre un peu plus du tiers (36%) l'insécurité. Si l'étude réalisée par le PNUD en 2015 indexe la faiblesse de la gouvernance en revanche, Buchanan-Clarke et Lekalake (2016) met plutôt en avant les problèmes sécuritaires. Les partenaires gouvernementaux dans leur totalité estiment plutôt l'injustice comme le principal facteur qui pousse les gens vers l'extrémisme violent.

En dépit de l'essor de ce phénomène, la grande majorité (64%) des 321 enquêtés estime peu élevée la probabilité que l'extrémisme violent se développe dans leur localité. En revanche, une faible frange des sondés (4%) estime que cette probabilité est très élevée. Sur les 13 personnes sondées ayant déclaré que la probabilité est très élevée dans leur localité, 31% sont de N'Zérékoré et 23% de Pita.

Par contre, les avis des acteurs institutionnels interviewés individuellement sont très partagés sur la probabilité que l'extrémisme violent se développe en Guinée. En effet, si la majorité d'entre eux affirme que cette probabilité est faible voire nulle pour certains, cependant, d'autres (moins du quart environ) estiment qu'elle est très élevée en Guinée.

En fin, pour atténuer le développement de l'extrémisme violent dans leur localité, la grande majorité des enquêtés (plus de 3/4) estime qu'il faut user des moyens du dialogue et de la sensibilisation surtout à Matoto, Nzérékoré, Ratoma et Siguiri (voir les graphiques par zone à l'annexe). Plus de deux tiers (66%) privilégie plutôt l'éducation, la religion pour près de la moitié (48%) contre 23% le recours à la politique.

Figure 18. Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité.



Selon les partenaires gouvernementaux à 86%, il serait plutôt judicieux de mettre l'accent sur l'éducation ainsi que la sanction (75%) pour combattre l'extrémisme violent. Une étude du PNUD (2017) préconisait l'amélioration du cadre institutionnel et du fonctionnement de l'État pour mieux répondre aux besoins de la population afin d'éviter la radicalisation surtout parmi les jeunes.

A la question de comment combattre l'extrémisme violent, une grande majorité des participants pensent qu'il faut communiquer et multiplier les sensibilisations partout dans les villes comme dans les villages pour éviter les discours ou attitudes politiques, religieux, ethniques et communautaires de nature à créer la division, la ségrégation et le repli. Ils disent que les autorités doivent créer des associations, des groupements pour prévenir ou mettre fin aux conflits à travers la sensibilisation et la communication. Un enseignant d'une sous-préfecture confirmait ces idées en disant « pour combattre l'extrémisme violent, il faut sensibiliser jusqu'au niveau des villages et même dans les grandes villes car certains conflits dans les villages sont alimentés à partir des villes ». Par ailleurs, à Siguiri une femme de 35 ans disait « qu'il faut faire respecter et appliquer la loi pour combattre l'extrémisme violent ». Une autre femme 27 ans disait que pour lutter contre l'extrémisme, on doit profiter de la « réunion des associations ou des sérès²⁷ pour véhiculer des messages de paix »; une

²⁷ Association de femmes en général.

filles (élèves) de 19 ans répliquait à cette proposition en disant qu'il faut plutôt « passer les émissions de rappel à travers des sensibilisations dans les radios les plus écoutées car même si on organise les réunions tout le monde ne viendra pas ». Quelqu'un d'autre ajoutait : « les autorités doivent assumer pour punir et appliquer correctement la loi ».

3.3. Facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience, autour de la problématique de l'extrémisme violent en Guinée

L'égoïsme, l'exclusion sociale, la mauvaise interprétation des préceptes religieux, la politique et la faiblesse de la gouvernance notamment l'injustice, la mauvaise gestion des ressources publiques, la corruption sont généralement évoqués par les interviewés individuels comme les éléments qui peuvent pousser les gens à devenir extrémistes ou à rejoindre les groupes extrémistes. Ce sont ces mêmes facteurs qui ont été identifiés au cours de l'étude réalisée dans le cadre du programme de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Maghreb et le Sahel (PPREV-UE) sur financement de l'UE (2016).

Parlant de la radicalisation, si certains la définissent comme l'envie de commettre une violence extrême pour faire mal, par contre pour d'autres, elle consiste à s'opposer systématiquement aux opinions d'autrui ou à imposer ses opinions, ses croyances aux autres. Dans le cadre du PPREV-UE en 2016, Professeur A. A. Bano Barry et L. Martinez définissent la radicalisation comme l'adoption de positions intolérantes amenant à envisager la violence comme possible réponse à la différence.²⁸ Pour ces auteurs, les facteurs de risques potentiels pour la radicalisation sont l'exclusion sociale, économique et politique, l'absence de justice entraînant des frustrations mais aussi la mauvaise gestion des ressources publiques et le manque de dialogue et d'éducation.

Au cours des discussions en focus groups femmes, les raisons évoquées favorables à la radicalisation et à l'extrémisme violent sont nombreuses. Il s'agit principalement de la colère, l'emprise du Satan, la cupidité, le chômage, l'abandon des coutumes ancestrales. Les gens se radicaliseraient à cause de la mauvaise gouvernance (comme dans la théorie du cadrage – voir revue documentaire), la non-application des textes de lois, le manque d'éducation, de communication, d'information ». La radicalisation est également entraînée par la pauvreté, la politique, l'ethnocentrisme, la religion et l'absence de cohésion sociale.

Quant aux groupes de discussion des hommes, ils estiment en général qu'en Haute Guinée et Guinée forestière, les gens se radicalisent à cause des problèmes fonciers et des problèmes de richesses du sous-sol mais aussi du chômage. L'extrémisme des jeunes émanent essentiellement du manque d'emplois, des problèmes entre les villages voisins, le non-respect des accords, le manque d'éducation, la cupidité, l'ethnocentrisme, le désespoir, les politiques qui se reposent sur les ethnies.

²⁸ BARRY A.B. et MARTINEZ L. (2016), Etude sur la radicalisation et l'extrémisme, Programme de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Maghreb et le Sahel (PPREV-UE).



Photo. Focus Group Hommes à Labé.

S'agissant de la prévention de l'extrémisme violent, plus de trois quart (77%) des 321 enquêtés ayant répondu déclare que plusieurs initiatives des OSC et ONG sont en cours dans leurs localités, plus de la moitié (51%) mentionnent plutôt des initiatives gouvernementales et 42% des initiatives locales. Les localités de Matoto,

Nzérékoré, Ratoma et Labé sont celles où il y a le plus d'initiatives des OSC et ONG. Globalement ces initiatives pour prévenir l'extrémisme sont en phase avec celles déjà identifiées dans les précédentes études. En effet, l'étude du PNUD (2017) préconisent de faire participer les États et les organisations de la société civile dès les phases de conception des projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme pour une meilleure appropriation par les populations ciblées.

Parmi les actions en cours, celles qui ont plus d'impacts sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent sont les initiatives des OSC/ONG pour la grande majorité (72%) des enquêtés de Matoto, Nzérékoré, Ratoma et Labé. En revanche, à Beyla et à Siguir, c'est plutôt les initiatives gouvernementales qui ont le plus d'impacts.

Pour les acteurs institutionnels, les initiatives en cours de mises en œuvre permettant de prévenir l'extrémisme violent dans leurs communautés sont les spots de sensibilisation à la radio, la relance des projets de développement et le dialogue.

Les focus groups femmes estiment que pour prévenir les discours et attitudes basés sur l'exclusion et la violence, il faut entre autres : se donner la main pour faire avancer le pays ; tenir des réunions des associations ou des sérés²⁹ pour véhiculer des messages de paix. Les autorités doivent s'investir pour faire passer des émissions de sensibilisation dans les médias les plus suivis. Les autorités locales, les jeunes et les ONG doivent être impliqués dans les campagnes de sensibilisation des citoyens. De plus, il faut régulièrement tenir des causeries éducatives à l'endroit des plus fragiles notamment les jeunes.

Pour les focus groups hommes des axes Kankan et Nzérékoré, il faut intensifier la sensibilisation aussi bien dans les villages que dans les grandes villes car certains conflits au niveau local sont alimentés à partir des villes. Pour l'axe de Labé, il faut plutôt faire respecter et appliquer la loi pour prévenir l'extrémisme violent. Il faut également renforcer les capacités des responsables locaux à la base puis

²⁹ Groupements de femmes autour d'objectifs financiers et sociaux.

les doter en moyens financiers et surtout impliquer les leaders locaux dans la gouvernance sociale et dans la prise de décisions. Un des participants ne disait-il pas qu'il faut impérativement améliorer les conditions de vie des populations à la base pour mieux prévenir les attitudes favorables à l'extrémisme violent.

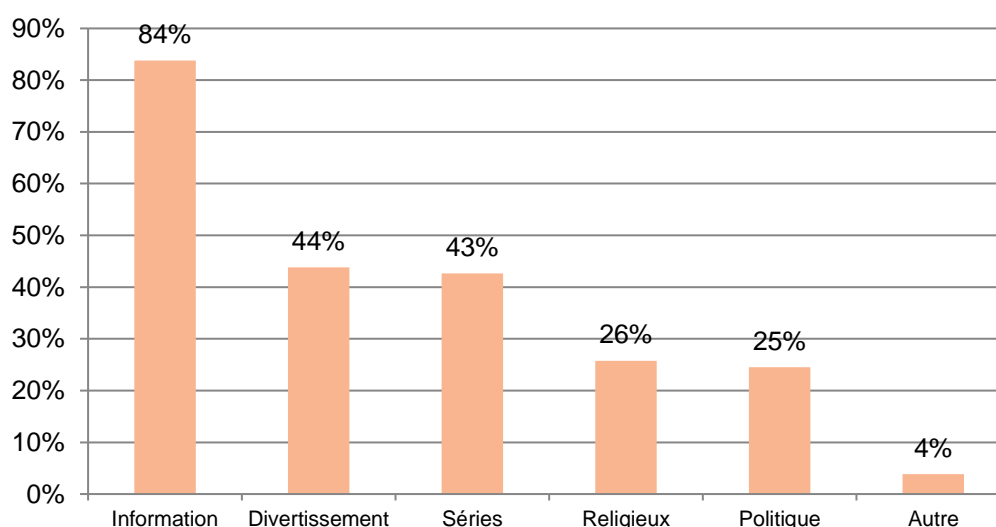
Les discours politiques mal circonscrits favorisent l'extrémisme violent pour 82% des 321 personnes ayant répondu. Ceci est confirmé par les résultats des entretiens individuels, qui relèvent que les discours politiques mal orientés, surtout en période de campagnes électorales, et les discours religieux à relent communautaire et ethnique sont de nature à favoriser l'extrémisme violent. Par contre, ce sont les bons discours religieux qui permettent de renforcer la résilience communautaire pour 65% des sondés. Pour les acteurs interviewés individuellement, les types de discours renforçant la résilience communautaire sont les discours de sensibilisation pour préserver l'unité nationale, la paix, la cohésion sociale et promouvoir l'acceptation de l'autre et la tolérance.

Concernant le rôle des médias, autour de la problématique de l'extrémisme violent :

Les médias semblent clairement jouer un rôle très important de dissémination/propagation de ces types de discours pour près de trois quarts des enquêtés surtout à Matoto, Siguiri, Labé et Kankan. Ceci est confirmé par les partenaires gouvernementaux qui estiment important le rôle des médias dans la dissémination /propagation des discours favorisant l'extrémisme violent.

De manière plus spécifique, **78% des enquêtés suivent la télévision ou la radio**. S'agissant du moment privilégié, 9% suivent pendant la journée, 43% durant la nuit et 48% nuit et jour. Quant aux fréquences, 35% de temps en temps, 25% souvent, 23% régulièrement et 17% très souvent. Parmi les principaux programmes ou émissions de TV ou radio suivies, 83% des enquêtés déclarent suivre les informations, 44% le divertissement, 42% les séries, 26% les programmes religieux et 24% les programmes politiques.

Figure 19. Les principaux programmes ou émissions suivies.



Par ailleurs, les radios et télévisions les plus suivies par les enquêtés diffèrent d'une préfecture ou commune à une autre. A N'Zérékoré, les personnes interrogées affirment écouter plus les radios Espace FM, Liberté FM, la RTG, Pacifique FM et la radio rurale et regardent le plus souvent la RTG et Espace TV. Elles suivent souvent la radio et télévision entre 6h – 9h, 18h – 21h et entre 21h – 0h. Alors qu'à Beyla, les radios les mieux écoutées sont la RTG et la radio rurale. La RTG est la télévision la plus regardée. Les heures de de suivi de la radio et de la télévision sont entre 18h - 21h.

Les personnes enquêtées à Kankan suivent plus les radios Espace FM, Baobab FM, Milo FM, la radio rurale et la RTG. Elles regardent plus la RTG, Fasso TV, Evasion TV et Espace TV. Ils les suivent souvent entre 18h - 21h et 6h à 9h. A Siguiri, les enquêtés écoutent mieux les radios Baobab FM, Milo FM, Djoliba FM et la radio rurale et regardent plus la RTG et Fasso TV. Ils suivent souvent la radio ou la télévision entre 18h - 21h, 6h – 9h et 9h – 12h.

A Labé, les enquêtés disent écouter plus les radios Espace FM, Beta FM, GPP FM et la radio rurale à Labé. Ils regardent beaucoup Espace TV et la RTG. Ils suivent beaucoup plus les informations, les séries, les divertissements et les émissions religieuses entre 18h – 21h, 6h – 9h et 15h – 18h. Selon les enquêtés de Pita, les radios les plus écoutées sont la radio rurale et Espace FM et les télévisions les mieux regardées sont Espace TV et la RTG et ce, entre 18h – 21h, 15h – 18h et 6h – 9h.

Les enquêtés de Matoto écoutent plus les radios Espace FM, RTG, Evasion FM et Planète FM et regardent plus Espace TV et la RTG et ce entre 18h – 21h, 6h – 9h et 9h – 12h. Quant aux sondés de Ratoma, ils disent écouter plus la Espace FM et la RTG et regarder plus la RTG et Espace TV entre 18h – 21h, 6h – 9h et 9h – 12h.

3.4 Acteurs clés et influenceurs autour des questions d'extrémisme violent en Guinée

Plus de la moitié des sondés estiment également que l'État, les jeunes et les femmes sont des acteurs potentiels susceptibles de contribuer à la prévention de l'extrémisme violent. Si à Kankan, Nzérékoré et Ratoma se sont les religieux et les sages qui sont susceptibles de contribuer, par contre, à Labé et Siguiri ce sont plutôt les jeunes qui sont mis en avant par les enquêtés. Selon les partenaires gouvernementaux, les acteurs politiques et religieux sont les plus susceptibles de contribuer à la prévention de l'extrémisme. Quant aux acteurs institutionnels, ils jugent très important le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent. Ils voient donc les femmes comme les acteurs majeurs pour l'éducation, la sensibilisation et la promotion de la paix. Ce sont elles qui transmettent les messages aux autres.



Photo. Focus Group Femmes à N'Zérékoré.

Le rôle des jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent est presque autant que celui des femmes en ce sens qu'ils sont à la fois acteurs, vecteurs et victimes. En effet, d'après les acteurs institutionnels, les jeunes sont des acteurs incontournables pour sensibiliser et promouvoir le dialogue. Ce sont eux qui animent en général les causeries éducatives sur la non-violence. Ces affirmations ont été confirmées par les contenus des discussions en focus groups. Pour les

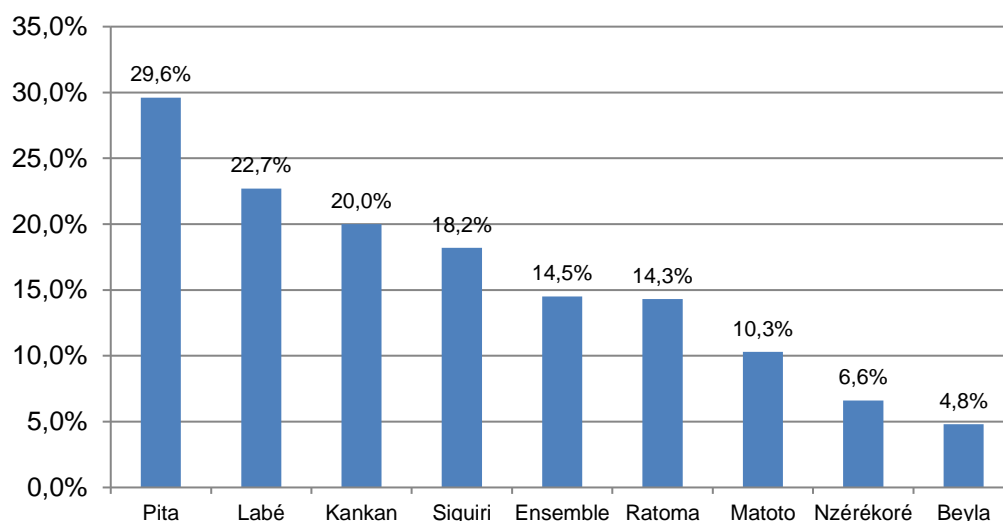
femmes, elles estiment dans l'ensemble qu'avec les jeunes, elles ont un rôle très important à jouer. Selon elles, en effet, les jeunes et les femmes doivent créer des associations pour prévenir ou mettre fin aux différents conflits. Par ailleurs, les femmes doivent également contrôler et veiller aux fréquentations des plus jeunes. Ils disent que les jeunes et les femmes doivent par exemple organiser des activités sportives et culturelles en impliquant les griots et les communicateurs traditionnels pour le maintien de la paix et de la cohésion sociale.

Les groupes de discussions des hommes estiment que les jeunes et les femmes ont également un rôle important à jouer pour consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale. Ils doivent dire la vérité aux vieux pour que la paix règne dans la localité car ils sont l'avenir des communautés. Les jeunes et les femmes sont les plus exposés, ils doivent donc contribuer à la consolidation de la quiétude dans les localités. Ces groupes de discussion ont également relevé qu'il faut également occuper les jeunes à travers l'organisation des activités sociales, culturelles et sportives au cours desquelles on peut faire passer des messages de paix et d'unité.

Les hommes dans les focus groups admettent que les jeunes et les femmes ont un rôle très important à jouer dans la lutte contre l'extrémisme violent. Pour eux, Ils doivent faire une prise de conscience et dire la vérité aux aînés pour que la paix règne dans la localité car si ceux-ci ne s'entendent pas, les jeunes et les femmes ne peuvent pas s'entendre non plus, à cause de leur influence. Les femmes doivent également s'investir dans l'éducation des enfants dans le respect rigoureux des principes de base.

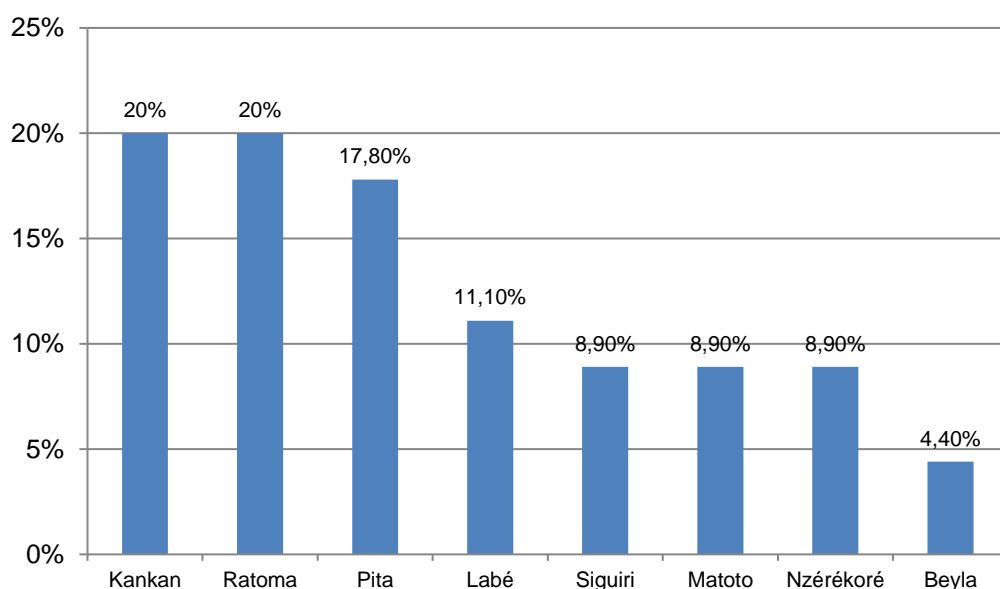
S'agissant de la résilience, sur les 321 personnes sondées, très peu (15%) d'acteurs se sentent complètement outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent contre 21% qui se déclarent être outillés que partiellement ce, par le biais de la sensibilisation, l'éducation et la formation. La proportion la plus élevée et la plus faible de personnes qui se disent outillées pour répondre aux risques d'extrémisme violent se trouve respectivement à Pita (30%) et Beyla (5%).

Figure 20. Pourcentage de ceux qui se sentent outillés actuellement pour répondre aux risques d'extrémisme violent.



Lorsqu'on répartit l'ensemble des 45 personnes (14,5% des 321 répondants à cette question), les acteurs des localités de Kankan et de Ratoma se déclarent, davantage que les autres localités, outillés pour un taux de 20% pour chacune suivies de Pita avec 17%.

Figure 21. Répartition des personnes se sentant actuellement outillées pour répondre aux risques d'extrémisme violent entre les préfectures.



L'étude montre que les hommes (16%) pensent qu'ils sont beaucoup plus outillés que les femmes (7%) outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent. En outre, les personnes âgées de 56 ans ou plus (24%) se disent mieux outillées que les autres outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent.

Figure 22. Pourcentage de ceux qui se sentent outillé actuellement pour répondre aux risques d'extrémisme violent selon le sexe.

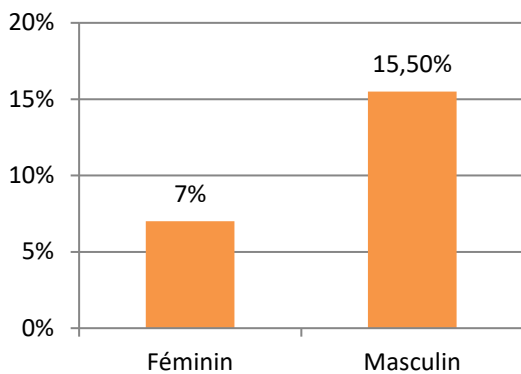
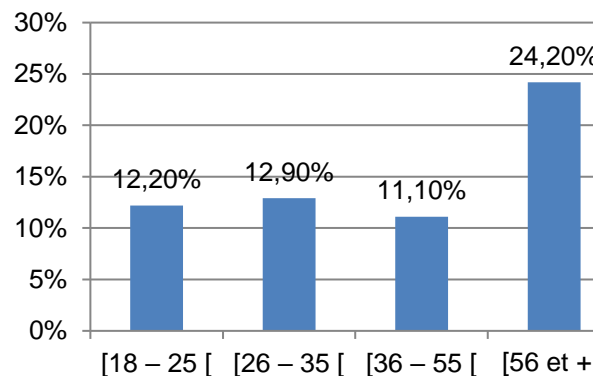


Figure 23. Pourcentage de ceux qui se sentent outillé actuellement pour répondre aux risques d'extrémisme violent selon l'âge.



La tranche d'âge 26-35 ans représente 44% des enquêtés ayant déclaré être outillés contre 24% pour la tranche 36-55 ans. Les hommes représentent 88% de ceux qui se disent outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent contre et les femmes 12%.

Figure 24. Répartition de ceux qui se sentent outillé actuellement pour répondre aux risques d'extrémisme violent selon le sexe.

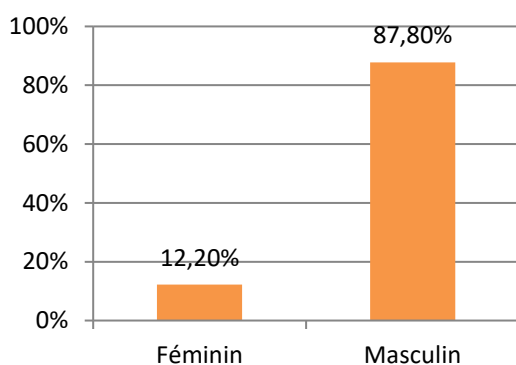
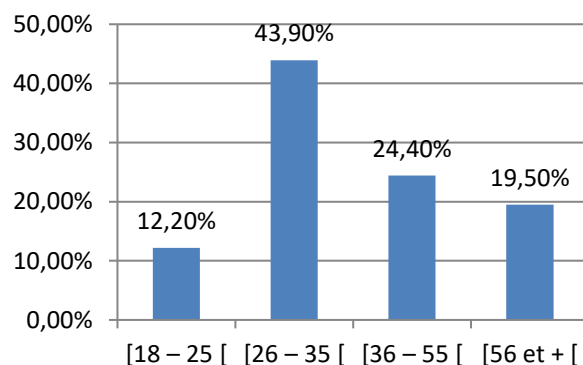


Figure 25. Répartition de ceux qui se sentent outillé actuellement pour répondre aux risques d'extrémisme violent selon l'âge.



Selon les *focus groups* femmes, pour consolider la résilience communautaire aux appels à la violence, il serait judicieux que les personnes âgées et les jeunes sensibilisent les communautés autour de la paix, de la tolérance et de la cohésion sociale. Ils doivent également se déployer pour inculquer des valeurs telles que le respect de la loi et des aînés. L'assistance aux personnes fragiles et l'application d'une justice impartiale sont autant d'initiatives à même de contribuer à la réinsertion socio-économique des plus enclins à basculer vers l'extrémisme violent. Quant aux groupes de discussions des hommes, la consolidation de la résilience communautaire passe par le respect des pactes signés entre les aîeux. Ils estiment, surtout sur l'axe Kankan-Siguiri, que les richesses du sous-sol (or, diamant) et du sol ne devraient pas être à la base des conflits et violences. Les acteurs

communautaires doivent sensibiliser et passer les messages de paix, de respect des lois et de cohésion sociale. Ceci étant, il faut davantage impliquer les médias dans la sensibilisation ; tenir des attitudes et discours prônant la cohésion sociale et la paix ; et promouvoir une gouvernance inclusive.

Pour consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale, les participants ont parlé plus souvent de la sensibilisation, de l'éducation et de la tolérance. Un jeune de 32 ans de Pita disait « les vieux et les jeunes doivent sensibiliser tout le monde pour éviter les violences ». Selon une femme « les autochtones et les sages doivent se calmer, rester patients, être bien éduqués et conseiller les enfants ». Pour certains participants des discussions : « les sages doivent s'écouter » ; « les jeunes doivent s'organiser pour éviter toute sorte de violences » ; « les populations doivent s'accepter et se tolérer pour maintenir la cohésion et prévenir les violences » ; « les imams doivent sensibiliser les jeunes ». Pour d'autres il faut : « respecter la loi » ; « conseiller les jeunes de se donner les mains pour éviter les violences » et « savoir s'exprimer en s'adressant aux autres ».

Presque tous les participants pensent que les jeunes et les femmes peuvent jouer un rôle très important pour consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale. Pour cela, un vieil homme disait que « les mères doivent s'impliquer dans l'éducation des enfants ». Pour les uns « les femmes ne doivent pas cacher les comportements des enfants » et « les femmes doivent contrôler et veiller sur les fréquentations des enfants ». Pour d'autres, « les jeunes peuvent organiser des activités sportives et culturelles pour sensibiliser ». « Ils doivent impliquer les griots et les communicateurs traditionnels dans le maintien de la paix et de la cohésion sociale » nous confiait un participant.

En somme, les participants aux différents focus groups estiment globalement que les jeunes et les femmes peuvent jouer un rôle très important dans la lutte contre l'extrémisme violent. Ils pensent qu'ils peuvent jouer le rôle de conseillers, de sensibilisateurs et de prêcheurs de bonnes paroles pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent sous toutes ses formes. Un jeune homme ne disait-il pas : « les jeunes et les femmes doivent faire la promotion de l'état de droit, comprendre et expliquer mieux la religion. Ils doivent également inciter au patriotisme, à la justice, au respect de la loi et au bon voisinage, et expliquer l'importance de la liberté religieuse et d'opinion ».

Concernant l'existence de mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue, peu (39%) des 321 acteurs, ayant répondu, déclare être au courant de l'existence de ceux-ci dans leurs localités dont 25% de Beyla et 20% de Matoto. Les localités de Kankan, Labé et Siguiiri ne représentent à peine que 5% chacune. Par ailleurs, la grande majorité (71%) de ceux-ci mentionne que ces mécanismes sont mis en place par les OSC/ONG contre 21% par les représentants locaux.

Selon les acteurs institutionnels entretenus, les types de tensions sociales présentent dans les localités sont domaniales (Siguiiri pour l'exploitation d'or), économiques, entre agriculteurs et éleveurs (pour Labé et Pita). Les tensions politiques surgissent tout de même lors des campagnes politiques (notamment dans les communes de Conakry). Ils estiment également que les discours et

attitudes qui nuisent à la cohésion sociale en Guinée sont d'ordre politique, communautaire et religieux. Les différents leaders sont les principaux acteurs de ces discours qui sont relayés par la suite par toute la population et surtout les jeunes et dans une certaine mesure les médias.

Dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent, pour les membres d'OSC/ONG, plus de la moitié (58%) des 98 membres d'organisations déclarent qu'il existe une collaboration efficace entre leurs structures et les autres institutions de la place. Cette collaboration est plus accentuée à Pita (40%) contrairement à Labé et Siguiri à peine 2%.

Pour la qualité de la cohabitation entre religions, la quasi-totalité (97%) des 1190 enquêtés déclare que les membres de leurs religions vivent au moins plutôt bien avec ceux des autres religions quelle que soit la localité. Les hommes estiment une bonne collaboration à 55%. La grande majorité (80%) des enquêtés estime également que leurs religions tolèrent les opinions des membres d'autres religions. A l'intérieur même des groupes religieux, une grande majorité (76%) estime qu'on y observe la tolérance et le respect de la diversité d'opinions, beaucoup plus à Kankan et à Nzérékoré. En revanche, ils ne sont que 8% à Siguiri.

Une proportion importante des 1190 enquêtés (93%) déclare ne pas avoir connaissance de groupes de personnes stigmatisées ou exclues à cause de leur appartenance/opinion dans leur localité. En revanche, pour ceux-là qui en connaissent (dont 26% de Ratoma), ils trouvent ces attitudes pas du tout normales.

La grande partie (71%) des 1190 enquêtés ayant répondu déclare malheureusement ne pas avoir d'occasions et d'espaces de dialogues réguliers entre groupes ayant des croyances et/ou convictions différentes. Tout de même 19% des enquêtés de la commune de Ratoma déclarent l'existence d'espaces de dialogues contre 17% à Labé. Par contre, il ressort des entretiens individuels que dans la localité de Beyla en Guinée forestière, il existe un comité préfectoral de prévention des conflits. A Nzérékoré, précisément dans la sous-préfecture de Samoé, il existe des occasions et des espaces de dialogues entre chrétiens et animistes. En revanche, à Kankan, il existe des espaces de dialogues plutôt informels autour souvent du thé.

Pour renforcer les capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basées sur l'exclusion et la violence, les personnes ayant participé aux discussions évoquent le plus souvent la formation de ces acteurs locaux et leur outillage pour mieux sensibiliser en amont. Ils parlent également de les accorder des appuis financiers et matériels pour pouvoir couvrir les zones les plus fragiles et les plus exposées au phénomène d'extrémisme. Une femme déclarait : « il faut les former, les doter de moyens matériels et financiers pour leurs permettre de restituer dans les familles, quartiers, ONG, etc. ». A Samoé, certains parlaient de « renforcement des capacités à travers la formation des ONG et groupements, des causeries éducatives ».

Par ailleurs, une grande majorité des enquêtés (83%) ne semble pas être prête à s'engager au côté d'un groupe qui prône la violence pour défendre une cause importante. En revanche, pour ceux-là

qui se disent prêts à s'engager et ils le feront au nom de la défense de la justice et la paix dont 24% sont de Nzérékoré, 19% de Beyla et 16% de Labé.

Par rapport aux personnes engagées au sein de groupes qui défendent l'islam/christianisme radical, seule une infime partie (5%) des sondés serait enclin à se laisser convaincre (essentiellement de Pita, Beyla et Siguiri) contre 23% ayant l'intention de valoriser ces groupes (essentiellement de Labé, Matoto, Beyla et Siguiri). Des actions ciblées dans ces localités devraient être envisagées. **Toutefois, globalement, les enquêtés n'entendent pas adhérer aux prêches virulents et la moitié de ceux-ci comptent même les dénoncer.**

Quant aux facteurs influenceurs qui incitent les gens à rejoindre les groupes extrémistes, plus de la moitié des 321 enquêtés estiment la politique (65%) surtout à Ratoma et Nzérékoré, le milieu fréquenté (58%). Par contre, moins de la moitié pensent à l'influence religieuse (43%) et celle familiale (32%) essentiellement à Ratoma. La défense d'une idéologie surtout politique est le principal facteur qui favorise l'extrémisme violent selon la majorité des sondés y compris les partenaires gouvernementaux. Les conditions socio-économiques et l'état psychologique des individus favorisent dans une moindre mesure l'extrémisme. Pour les partenaires gouvernementaux, sur les huit (8) qui se sont prononcés, trois quarts d'entre eux estiment que ce sont les influences religieuses et politiques qui poussent les gens vers les groupes extrémistes. Pour 87% d'entre eux, les acteurs politiques et religieux sont donc les promoteurs de discours et attitudes étiquetés 'radicaux' risquant de mener à la violence. Ceci est confirmé par les acteurs institutionnels qui estiment que les groupes et les acteurs promoteurs de discours et attitudes étiquetés 'radicaux' risquant de mener à la violence sont les leaders politiques, religieux et communautaires. Les médias sont également cités car ils sont les principaux vecteurs de ces discours.

En revanche, les acteurs potentiels susceptibles de contribuer à la prévention de l'extrémisme violent sont les leaders religieux, les leaders politiques, les autorités locales, les leaders communautaires. Pour combattre l'extrémisme violent dans leurs communautés, les acteurs institutionnels interviewés privilégient la sensibilisation, la promotion du dialogue et de la justice, le renforcement des capacités des citoyens pour mieux faire face au phénomène d'extrémisme violent. Ils pensent que pour dissuader l'adhésion à l'extrémisme violent, il faut également occuper les jeunes par la création d'emplois décents, promouvoir la sensibilisation et le dialogue, renforcer les capacités des acteurs.

Les principales raisons du repli et de l'exclusion communautaire menant à l'extrémisme violent sont la stigmatisation, la pauvreté et la politique pour plus de la moitié des enquêtés. En cas de problème, les personnes enquêtées dans leur majorité font plutôt confiance aux parents et dans une moindre mesure aux amis. Les autorités locales sont les acteurs en qui les populations ont moins confiance pour les aider à surmonter les difficultés. Les partenaires gouvernementaux estiment dans leur totalité (100%) que les causes du repli et de l'exclusion communautaire sont politiques. Elles peuvent être dues dans une moindre mesure à la pauvreté et à la stigmatisation. Selon les acteurs entretenus individuellement, les discours/attitudes présentant des risques ou entraînant des divisions et/ou

exclusions d'individus et/ou de groupes d'individus au niveau de la communauté sont ceux politiques, ethniques et communautaires.

Pour les enquêtés de confession musulmane, l'écrasante majorité (86%) des 906 personnes sondées déclare ne pas avoir de préférence pour certaines mosquées de leurs localités. Pour la frange qui préfère certaines mosquées essentiellement de Kankan et Beyla, elle met en avant la qualité du sermon de l'imam et la proximité du lieu. Les mêmes proportions sont presque relevées chez les enquêtés de confession chrétienne.

La quasi-totalité des 1070 personnes sondées (96%) n'entend pas faire l'apologie des attentats ou des destructions de biens culturels et religieux et estime que ces actes ne sont pas justifiables. En revanche, pour une petite frange (3%) des enquêtés, ces actes se justifient essentiellement par la lutte contre l'injustice et les discriminations dont la moitié est de Beyla contre 29% de Nzérékoré. Cette tendance a été clairement confirmée par les acteurs entretenus individuellement. En effet, après avoir condamné fermement les actes terroristes, ils estiment que ces gens sont tout simplement des bandits qui se servent de la religion.

S'agissant de l'apprentissage exclusif des livres religieux (Coran, Bible, Torah, etc.) par les enfants, plus de trois quarts des 1070 enquêtés (78%) y ont une opinion positive dont 16% sont de Siguiiri et Beyla, 14% de Nzérékoré et 12% de Pita.

4. Indicateurs de base de l'étude³⁰

	Statistiques de base	Commentaires
Objectif global : Prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels.		
Objectif spécifique 1 : Soutenir la formulation de réponses institutionnelles inclusives et collaboratives aux défis liés à la radicalisation et l'extrémisme violent.		
Indicateur 1 : Pourcentage d'acteurs communautaires et institutionnels ciblés par le projet se sentant outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent.	15%	Les acteurs communautaires et institutionnels du projet se perçoivent faiblement outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent.
Par localité		
Beyla	5%	La préfecture de Beyla semble être celle où les acteurs se sentent le moins outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent.
Kankan	20%	
Labé	23%	
Matoto	10%	
Nzérékoré	7%	
Pita	30%	
Ratoma	14%	
Siguiri	18%	
Par sexe		
Homme	15%	Les hommes se sentent visiblement deux fois plus outillés que les femmes.
Femme	7%	
Par tranche d'âge		
[18 – 25]	12%	Sans surprise, les plus de 56 ans se perçoivent comme outillés.
[26 – 35]	13%	
[36 – 55]	11%	
[56 et +]	24%	

	Statistiques de base	Commentaires
Indicateur 1.1 : Pourcentage d'acteurs institutionnels rapportant une collaboration efficace entre les	58%	Plus de la moitié des acteurs institutionnels rapportent une

³⁰ Les points en rouge sont des points d'attention, donc des points qui pourraient requérir une action ciblée de la part de *Search For Common Ground*.

différentes institutions dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent.		collaboration efficace entre leurs institutions.
Par groupe		
Responsables d'associations de jeunes	71%	Les associations de jeunes sont celles qui collaborent le plus efficacement entre elles.
Membres de la société civile	58%	
Membres des plateformes d'alerte	50%	
Responsables d'associations de femmes	41%	
Acteurs politiques	37%	
Par localité		
Matoto	83%	La préfecture de Labé est la moins performante en termes de collaboration efficace entre les différentes institutions.
Pita	82%	
Nzérékoré	80%	
Ratoma	52%	
Beyla	50%	
Siguiri	50%	
Kankan	37%	
Labé	14%	

	Statistiques de base	Commentaires
Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basées sur l'exclusion et la violence.		
Indicateur 2 : Pourcentage de personnes interrogées dans les localités cibles et au sein des institutions partenaires pouvant donner une définition de l'extrémisme violent, et deux exemples de stratégie inclusive pour y répondre.	27%	Un peu plus du quart des personnes interviewées ont pu donner une définition de l'extrémisme violent et deux exemples de stratégie inclusive pour y répondre.
Par localité		
Beyla	28%	Les interviewés des préfectures de Labé et Siguiri sont ceux qui ont le plus de difficulté pour définir l'extrémisme violent.
Kankan	30%	
Labé	15%	
Matoto	31%	
Nzérékoré	40%	
Pita	18%	
Ratoma	38%	
Siguiri	15%	
Par sexe		
Féminin	15%	

Masculin	38%	Les hommes semblent pouvoir mieux définir l'extrémisme.
Tranche d'âge		
[18 – 25]	19%	Les plus de 56 ans sont ceux qui ont le moins de difficulté à définir l'extrémisme violent.
[26 – 35]	30%	
[36 – 55]	29%	
[56 et +]	39%	

	Statistiques de base	Commentaires
Indicateur 2.1 : Pourcentage de membres des communautés cibles rapportant que les enseignants et les représentants locaux de leurs localités ont mis en place des mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue / cadres existants.	29%	Moins du tiers des membres des communautés cibles rapportent que les enseignants et les représentants locaux de leurs localités ont mis en place des mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue.
Localité		
Beyla	41%	Si plus de deux des membres des communautés cibles de Pita pensent qu'il existe des mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue en revanche à Ratoma, ils sont très peu nombreux.
Kankan	17%	
Labé	33%	
Matoto	20%	
Nzérékoré	18%	
Pita	70%	
Ratoma	6%	
Siguiri	29%	
Par profession		
Salaire employé public	28%	Un peu moins du quart des membres de communautés sans activités rapportent l'existence de mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue dans leurs localités.
Salaire employé privé	28%	
Agriculture	40%	
Commerce	37%	
Elevage	-	
Autre	20%	
Sans activité	24%	
Par sexe		
Féminin	29%	
Masculin	28%	
Par tranche d'âge		
[18 – 25]	25%	Moins d'un quart des 36-55 ans rapportent l'existence de
[26 – 35]	31%	

[36 – 55]	18%	mécanismes inclusifs de consultation.
[56 et + [50%	

	Statistiques de base	Commentaires
Indicateur 2.2 : Évaluer le niveau de tolérance des communautés entre différents groupes religieux, linguistiques, et dans chacune des zones cibles.	97%	La quasi-totalité des acteurs interviewés estiment qu'il y a une tolérance entre différents groupes religieux, linguistiques.
Par localité		
Beyla	98%	La Guinée est donc marquée par la tolérance entre différents groupes religieux, linguistiques quelle que soit la localité.
Kankan	98%	
Labé	98%	
Matoto	99%	
Nzérékoré	99%	
Pita	92%	
Ratoma	94%	
Siguiri	97%	
Par sexe		
Féminin	95%	
Masculin	98%	
Tranche d'âge		
[18 – 25]	94%	
[26 – 35]	97%	
[36 – 55]	97%	
[56 et + [96%	

	Statistiques de base	Commentaires
Indicateur 2.3 : Causes du repli et d'exclusion communautaires pouvant mener à l'extrémisme violent (Every day Peace Indicator)	69%	La principale cause du repli et d'exclusion communautaires pouvant mener à l'extrémisme violent est la marginalisation
Par localité		
Beyla	74%	Pauvreté
Kankan	84%	Marginalisation
Labé	86%	Politique
Matoto	92%	Marginalisation

Nzérékoré	92%	Marginalisation
Pita	48%	Politique
Ratoma	86%	Marginalisation
Siguiri	59%	Marginalisation

	Statistiques de base	Commentaires
Objectif spécifique 3 : Consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale dans les zones les plus à risque.		
Indicateur 3.1 : Pourcentage de la population qui estime avoir des occasions et d'espaces de dialogue régulier entre différents groupes ayant des croyances et/ou convictions différentes	29%	Moins du tiers des populations interviewées estiment avoir des occasions et d'espaces de dialogue régulier entre différents groupes ayant des croyances et/ou convictions différentes.
Par localité		
Beyla	39%	Très peu de gens estiment l'existence d'occasions et d'espaces de dialogues réguliers entre différents groupes ayant des croyances et/ou convictions différentes à Kankan.
Kankan	7%	
Labé	41%	
Matoto	12%	
Nzérékoré	40%	
Pita	32%	
Ratoma	40%	
Siguiri	21%	
Par acteur		
Autorité locale	52%	Si les autorités locales et les membres de plateforme d'alerte rapportent l'existence d'occasions et d'espaces de dialogue régulier entre différents groupes par contre, les leaders religieux et les communicateurs traditionnels pensent plutôt le contraire.
Citoyen ordinaire	30%	
Communicateur traditionnel	0%	
Gendarme	44%	
Leader religieux chrétien	0%	
Leader religieux musulman	20%	
Maitre d'école	43%	
Media	18%	
Membre plateforme d'alerte	50%	
Membre société civile	35%	
Policier	17%	
Politique	25%	
Responsable asso. Femmes	29%	
Responsable asso. Jeunes	26%	

Sexe	
Féminin	24%
Masculin	37%
Tranche d'âge	
[18 – 25]	28%
[26 – 35]	32%
[36 – 55]	33%
[56 et +]	27%

5. Conclusions

Le présent rapport porte sur la réalisation d'une étude de base dans le cadre du projet « **Unis dans nos Différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée** » initié par l'ONG Search For Common Ground sur financement de l'Union européenne. L'objectif de cette étude est de :

- Comprendre les perceptions des populations et parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée ;
- Comprendre les facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience, autour de la problématique de l'extrémisme violent en Guinée et ;
- Comprendre les acteurs influenceurs autour des questions d'extrémisme violent en Guinée.

Au terme de la collecte et de l'analyse des données quantitatives et qualitatives, l'analyse a permis de faire émerger un certain nombre de résultats.

La majorité des musulmans (54%) estiment que l'imam est la personne qui connaît le plus la religion, ensuite viennent les maîtres coraniques (35%) et les prédicateurs (5%). Chez les chrétiens, le lead en matière de connaissance est tenu par le prêtre ou pasteur pour 66%, ensuite viennent les prédicateurs ou missionnaires pour 11%. Les autres sources d'informations sont les livres religieux (64%), la radio (49%), la télévision (31%). Quant à internet, malgré sa démocratisation, seulement 21% des personnes sondées déclarent y trouver des sources d'information.

En ce qui concerne le rôle de la religion dans la communauté, 86% des personnes enquêtées pensent que la religion est importante dans la société. La religion participerait à la promotion de la paix (59% des enquêtés) et à la stabilisation (38%). En revanche, moins de 3% des personnes sondées estiment que la religion est un instrument de déstabilisation et d'endoctrinement des populations.

Quant aux crises internationales liées à l'extrémisme violent, 41% des enquêtés déclarent connaître leur existence. Toutefois, les foyers de tensions les plus cités sont le Mali et la Libye, en raison probablement de la proximité géographique. Le fait majeur sur cet aspect est que 94% des personnes qui se sont prononcées condamnent les agissements des groupes terroristes.

En ce qui concerne les causes de ces différentes crises, les enquêtés estiment qu'elles sont politiques (59%), religieuses (21%), socio-économiques (9%) et communautaires (6%).

Par rapport aux perceptions des populations et parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée, 83% des enquêtés estiment que la religion n'est pas un facteur d'extrémisme.

Pour ce qui est des tensions dans les localités couvertes par l'enquête, 58% des enquêtés déclarent qu'il n'existe pas de tensions dans leur localité contre 23% pour ceux qui pensent qu'il existe des tensions dans leur localité. Pour ceux-ci, le niveau de ces tensions reste tout de même peu élevé pour

58% contre 22% élevé et 5% très élevé. Par ailleurs, ces tensions auraient, selon les enquêtés, des causes politiques (49%), communautaires (25%), socio-économiques (14%) et religieuses (6%).

Pour prévenir les tensions dans ces localités en proie à des crises, 87% des personnes enquêtées estiment au moins qu'il faut privilégier la sensibilisation contre 60% plutôt mettre l'accent sur l'éducation.

Quant aux discours et/ou attitudes qui affectent positivement la cohésion sociale dans leur localité, les sondés estiment qu'ils sont d'abord de types religieux (59%), ensuite politiques (43%), communautaires (41%) et socio-économiques (26%). Les discours et/ou attitudes qui nuisent au tissu social sont avant tout de types politiques (88%), communautaires (28%), socio-économiques (19%) et religieux (18%).

Par rapport à la connaissance et diffusion de l'extrémisme violent, 27% des enquêtés déclarent avoir entendu parler de l'extrémisme violent. Les exemples d'extrémisme les plus cités par les enquêtés sont le terrorisme, le djihadisme, les prises d'otages, les attentats.

Quant aux facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience autour de la problématique de l'extrémisme violent en Guinée, les enquêtés ont répondu la pauvreté pour 80%, l'injustice pour 61%, la gouvernance pour 45% et l'insécurité pour 36% des sondés.

À la question de savoir quels sont les facteurs qui favorisent l'extrémisme violent, 65% des enquêtés pensent à la défense d'une idéologie, 61% des raisons politiques, 36% des conditions socio-économiques et 20% l'état psychologique des individus.

Quant aux incitatifs qui poussent les gens à rejoindre des groupes extrémistes, les enquêtés mettent en avant l'influence politique pour 65%, l'influence du milieu fréquenté pour 58%, l'influence religieuse pour 43% et l'influence familiale pour 32%. Ici un rôle est assigné à la religion pour une partie non négligeable des enquêtés.

Le repli et l'exclusion communautaires menant à l'extrémisme violent proviennent de la stigmatisation pour 75% des enquêtés, la pauvreté pour 65%, la politique pour 51% et l'État pour 23%. Pour combattre l'extrémisme violent, 88% des enquêtés estiment qu'il faut mettre l'accent sur la sensibilisation, 74% sur l'éducation. En revanche, 33% privilégient la sanction.

En ce qui concerne le développement de l'extrémisme violent dans les localités couvertes par l'enquête, 42% des enquêtés estiment que la probabilité que l'extrémisme violent se développe dans leur localité est peu élevée, voire très peu élevée (22%). En revanche, 17% estiment que c'est élevé contre 4% très élevé. Pour atténuer le développement de l'extrémisme violent dans leur localité, les enquêtés estiment qu'il faut user des moyens du dialogue et de la sensibilisation (77%), de l'éducation (67%), de la religion (48%) et de la politique (23%). S'agissant de la prévention de

l'extrémisme violent, les enquêtés citent les initiatives des OSC et ONG en cours (77%), les initiatives gouvernementales (51%) et les initiatives locales (42%).

Pour ce qui est des acteurs influenceurs autour des questions d'extrémisme, il faut savoir que parmi les actions en cours, celles qui ont plus d'impacts sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent sont les initiatives des OSC/ONG pour 72% des enquêtés, des initiatives gouvernementales pour 45% et des initiatives locales pour seulement 39%. Toutefois, le rôle des médias dans la dissémination/propagation de ces discours est jugé très important pour 74% des enquêtés contre 1% pour pas important.

Concernant les acteurs susceptibles de participer efficacement à la prévention de l'extrémisme violent, les religieux arrivent en tête avec 78% des enquêtés, ensuite les jeunes avec 66%, l'État avec 56%, les femmes avec 54% et les politiques avec 32%. Le rôle des jeunes et des femmes sont cependant perçus comme important pour prévenir l'extrémisme violent pour respectivement 79% et 76% des enquêtés.

Par rapport aux capacités disponibles dans les communautés, seulement 15% des enquêtés au niveau global déclarent se sentir complètement outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent notamment à Pita et Labé, 21% partiellement outillés par le biais de la sensibilisation, l'éducation et la formation. 39% déclarent avoir connaissance de mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue. Parmi ces enquêtés, 71% déclarent que ces mécanismes sont mis en place par les OSC/ONG, 21% par les représentants locaux.

Concernant la tolérance au sein d'une même religion ou entre des religions différentes, la situation en Guinée semble bonne. A la question de savoir comment les membres de votre religion vivent-ils avec ceux des autres religions de votre localité, les enquêtés répondent bien pour 44% d'entre eux, très bien pour 42% et mal pour 1% des enquêtés. Pour 80% des enquêtés, leur religion tolère les opinions des membres d'autres religions et 76% des enquêtés estiment que leur religion tolère la diversité d'opinions au sein de leur croyance. La discrimination religieuse semble rare, pour ne pas dire inexistante. En effet, 93% des enquêtés déclarent ne pas avoir connaissance de groupes de personnes stigmatisées ou exclues à cause de leur appartenance/opinion dans leur localité. Pour les 7% des enquêtés disant avoir connaissance de ces groupes, 76% d'entre eux trouvent ces stigmatisations pas du tout normales. Toutefois, 71% des enquêtés ont déclaré ne pas avoir d'occasions et d'espaces de dialogues réguliers entre groupes ayant des croyances et/ou convictions différentes.

Par rapport aux comportements face aux discours radicaux, 38% des enquêtés déclarent que s'ils connaissaient un engagé au sein d'un groupe qui défend l'islam/christianisme radical, ils l'en dissuaderaient, 36% s'en méfieraient, 23% le valoriseraient, 17% ne feraient rien et se laisseraient convaincre pour 5%.

Par rapport aux médias (radio ou télé), 78% des enquêtés suivent la télévision ou la radio. Les radios les plus écoutées sont : Espace FM, RFI, RTG. 32% suivent généralement la radio après 19h. Les chaînes de télévisions les plus suivies sont : Espace, France 24, RTG. 68% suivent généralement la TV après 19h. Parmi les principaux programmes ou émissions de TV ou radio suivies, 83% des enquêtés déclarent suivre les informations, 44% le divertissement, 42% les séries, 26% les programmes religieux et 24% les programmes politiques.

En somme, les guinéens considèrent que la religion n'est pas un facteur d'extrémisme violent. D'une manière générale, les violences extrémistes sont davantage expliquées par les agissements des leaders politiques et communautaires. Cependant, pour prévenir ces violences, les guinéens considèrent qu'il faut « éduquer ou sensibiliser » les leaders religieux, les jeunes et femmes. Cela démontre une position ambiguë de l'opinion guinéenne quant aux liens entre religion et extrémisme violent et une grande influence des religieux sur les communautés.

6. Recommandations

En termes de recommandation, les auteurs de l'étude de base du projet Unis dans nos différences, à partir des résultats de l'enquête, suggèrent des actions ciblées et spécifiques selon les localités.

En termes de recommandations, les auteurs de l'étude de base suggèrent entre autres ce qui suit à Search for Common Ground :

1. L'étude montre globalement que les acteurs communautaires et institutionnels du projet se perçoivent faiblement outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent. Seuls 15% des acteurs communautaires se perçoivent outillés. **Les besoins de renforcement des capacités existent donc partout, mais sont particulièrement importants à Beyla, Nzérékoré, Matoto et Ratoma.** Ces renforcements devraient cibler particulièrement les jeunes et les femmes, bien que les hommes adultes ne soient pas à exclure. En effet, ce sont ces catégories qui se sentent les moins outillées.
2. Des expériences de collaborations efficaces entre les différentes institutions dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent existent bien qu'elles se répartissent de manière inégale selon les catégories sociales et les localités. Les associations de jeunes sont celles qui collaborent le plus efficacement entre elles et les acteurs politiques sont ceux qui collaborent le moins entre eux. **Cela révèle non seulement un besoin de formation pour les acteurs politiques mais aussi un souhait de collaboration efficace entre les partis politiques.** Les localités particulièrement concernées par ces questions sont dans l'ordre : Labé, Kankan, Siguiri, Beyla et Ratoma.
3. Peu de personnes (27%), dans les localités enquêtées, ont une bonne compréhension de l'extrémisme violent. Ce qui est trop faible pour créer une dynamique endogène de mobilisation communautaire pour prévenir l'extrémisme violent. **Il serait souhaitable d'initier des séances d'éducation populaire dans les communautés sur ce qu'est l'extrémisme violent et comment comprendre certaines caractéristiques.** Les localités, qui nécessitent le plus ces actions, sont respectivement Labé, Siguiri et Pita. En termes de genre et de tranches d'âge, ces séances d'éducation populaire devraient prioriser les femmes et les jeunes.
4. Moins d'1/3 des personnes enquêtées ont rapporté la mise en place de mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue. Ces mécanismes de consultation manqueraient particulièrement à Ratoma. Dans des proportions moindres, les besoins de mécanismes de concertation existent dans les localités de Kankan et Nzérékoré. Au regard de ces informations, il serait donc vivement souhaitable de mettre en place des mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue entre les associations, les partis politiques, etc.
5. Le niveau de tolérance entre différents groupes religieux et linguistiques dans les zones cibles est très élevé, soit une moyenne de 97%. En effet, la tolérance est une valeur importante quelle que soit la localité, le sexe ou l'âge. Le projet devrait s'appuyer sur cette valeur partagée, **qu'est la tolérance**, pour prévenir l'extrémisme violent à travers des sessions

d'échanges et des campagnes médiatiques de communication **autour de l'exercice des différentes libertés fondamentales (expression, politique, manifestation, etc.)**

6. La principale cause du repli et ou d'exclusion communautaires pouvant mener à l'extrémisme violent est la « marginalisation », bien que la pauvreté soit citée davantage à Beyla et la politique pour les préfectures de Labé et Pita. C'est pourquoi, les initiatives à mener devraient **viser à promouvoir la tolérance sur l'ensemble des zones du projet. En particulier, à Beyla ces initiatives devraient cibler particulièrement le problème de pauvreté, à travers l'accompagnement** d'activités socio-économiques ; et **des sensibilisations sur le processus de prise de décisions publiques** à Labé et Pita.
7. Moins d'1/3 des populations interviewées estiment avoir des occasions et des espaces de dialogue régulier entre différents groupes ayant des croyances et/ou convictions différentes (idéologiques, politiques et/ou religieuses). Le manque d'occasions et d'espaces de dialogue est plus important à Kankan, Matoto et Sigouri. Ces localités devraient être des cibles particulières pour améliorer le dialogue au sein des différentes communautés. Aussi, ce sont les leaders religieux et les communicateurs traditionnels qui déplorent le manque d'occasions de dialogue. **Ils doivent** donc veiller à leur implication dans les plateformes existantes ou à créer.
8. Pour la dissémination médiatique des messages, 78% des enquêtés suivent la télévision ou la radio, en majorité entre 6H et 9H et/ou 18H-21H. Les radios les plus écoutées sont : Espace FM, RFI, RTG. Les deux médias guinéens qui arrivent en tête sont donc des canaux qui permettront d'atteindre une bonne partie des populations. Mais, il est peut-être souhaitable de compléter ces radios par d'autres qui sont des radios locales et donc de proximité. Aussi, si internet n'est une source d'information dominante, il reste une source significative (21%). Il conviendrait de travailler avec les sites d'information en ligne qui mettent leurs contenus sur les réseaux sociaux.
9. Parmi les 32% d'enquêtés qui déclarent suivre la télévision, 68% suivent généralement après 19h. Les chaînes de télévisions les plus suivies sont : Espace, France 24, RTG. Parmi les principaux programmes ou émissions de TV ou radio suivies, 83% des enquêtés déclarent suivre les informations, 44% le divertissement, 42% les séries, 26% les programmes religieux et 24% les programmes politiques. **La sensibilisation sur la prévention de l'extrémisme violent pourrait être diffusée dans les émissions de grande écoute (informations et divertissements), généralement après 19h.**
10. Les communautés font confiance davantage aux religieux pour prévenir ou lutter contre l'extrémisme violent. Il serait judicieux **d'impliquer les leaders religieux** dans les sensibilisations (sessions d'échanges, émissions télés ou radios), sans exclure les acteurs outillés en communication, pour convaincre les communautés. Il faut toutefois éviter le piège d'un débat stricto religieux pour se focaliser sur l'importance de la tolérance dans un pays de plus en plus confronté à la différence ou l'hétérogénéité. Avant de les faire intervenir, il faudra former les religieux sur l'extrémisme violent et les outils pour le prévenir.

En plus de ces recommandations adressées à Search pour la mise en œuvre du projet, les auteurs recommandent :

Aux autorités publiques :

- Amélioration du cadre institutionnel, juridique et réglementaire ainsi que du fonctionnement de l'État pour mieux répondre aux besoins de la population afin d'éviter la radicalisation violente surtout parmi les jeunes ;
- Renforcement des capacités de l'État, des communautés et des institutions pour prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent ;
- Suivi des écoles coraniques et meilleure régulation de l'enseignement religieux notamment dans les écoles coraniques ;
- Amélioration des capacités de l'État pour mieux répondre aux besoins des jeunes notamment en termes d'accès à un emploi décent afin d'éviter la tentation de la radicalisation ou de l'extrémisme violent ;
- Mise en place des politiques publiques inclusives favorables à l'accès à l'emploi et aux infrastructures pour éviter les frustrations et les tensions susceptibles de nuire à la cohésion sociale ;
- Implication des collectivités dans les programmes de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Aux OSC et ONG :

- Renforcement de la collaboration entre les différentes institutions dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent au sein des communautés ;
- Mise en place des mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue dans les zones de tensions notamment entre les jeunes et les femmes ;
- Formation des OSC et ONG sur les risques de l'extrémisme violent et sur les instruments de prévention de ce phénomène ;
- Implication des collectivités dans les initiatives visant la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent ;
- Instauration d'une culture de débat public par les médias, indispensable pour contrer les préjugés sur les mouvances religieuses et éviter les amalgames.

Aux Organisations religieuses

- Suivi régulier des prêcheurs et prédicateurs religieux surtout ceux venant de l'étranger ou bénéficiant des appuis de l'étranger ;
- Formation des religieux sur les risques de l'extrémisme violent pour la religion mais aussi pour la société et sur les instruments de prévention ;
- Mise en place d'un dispositif de dénonciation anonyme des prêches virulents des hommes religieux.

Aux partenaires techniques et financiers

- Renforcement des capacités des organisations de la société civile, y compris les associations de médias, en matière de prévention et de gestion de l'extrémisme violent ;
- Appui à la sensibilisation des acteurs politiques sur l'impact de leurs discours ou attitudes dans la constitution d'un terreau favorable à l'extrémisme violent ;
- Appui à l'éducation et la sensibilisation des militants de partis politiques pour l'adoption de comportements en phase avec la promotion de la paix et de la quiétude ;
- Participation de l'État et des OSC dès les phases de conception des projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme pour une meilleure appropriation par les populations ciblées.

7. Bibliographie

- Altran S., « Ce que la sociologie propose dans la lutte contre la violence extrémiste », Huffington Post, 29/06/2015.
- Becker Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance 1963*, Paris, Métailié, 1985.
- Collovald A. et B. Gaïti, « Questions sur une radicalisation politique », in A. Collovald et B. Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes*, Paris, La Dispute, 2006, p. 19-45.
- Dalgaard-Nielsen Anja, « Studying Violent radicalization in Europe. The Potential Contribution of Socio-psychological and Psychological Approaches », DIIS Working Paper, 2008.
- Diego Gambetta (dir.), *Making Sense of Suicide Missions*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- Doise Willem, *L'Explication en Psychologie*, Paris, PUF, 1982.
- Gayer L., « Le parcours du combattant : une approche biographique des militants sikhs du Khalistan », CERI/IEP, 28, 2009.
- Glucksmann André, *Dostoïevski à Manhattan*, Paris, Robert Laffont, 2002.
- Guibet Lafaye C. et P. Brochard, « La radicalisation vue par la presse : fluctuation d'une représentation », *Bulletin de Méthodologie Sociologique (BMS)*, Paris, Sage, vol. 130, n° 1, 2016, p. 1-24.
- Khosrokhavar Farhad, *Radicalisation*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. « Interventions », 2014, 191 p.
- Khosrokhavar F., « La sociologie de la radicalisation : entretien avec Farhad Khosrokhavar », *Les Sciences Economiques et Sociales, ENS-Lyon*, 10 janvier 2016. <http://ses.ens-lyon.fr/la-sociologie-de-la-radicalisation-entretien-avec-farhad-khosrokhavar-291659.kjsp>
- Rapin A.J., « L'objet évanescant d'une théorie improbable : le terrorisme et les sciences sociales », *Cahiers du Réseau Multidisciplinaire d'Études Stratégiques*, 5(1), p. 165-213, 2008.
- Roy Olivier, *L'islam mondialisé*, Paris, Seuil, 2002.
- Roy Olivier, *La Sainte Ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Paris, Seuil, 2008.
- Sageman Marc, *Understanding Terror Networks*, Philadelphie, University of Pennsylvania, Press, 2004.
- Sanchez-Cuenca Ignacio, « Terrorism and the State », in Victor Nee, Tomas Snijders, Rafael Wittek (dir.), *Handbook of Rational Choice Social Research*, Stanford, Stanford University Press, p. 381-410.
- Sommier Isabelle, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35.
- Taylor Max et John Horgan, « A Conceptual Framework for Addressing Psychological Process in the Development of the Terrorist », *Terrorism and political violence*, 18, 4, 2006, p. 585-601.

8. Annexes

Annexe 1: Outils³¹

GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL Etude de base GUI507

Nous sommes M. _____ et Mme _____

Nous travaillons avec l'ONG « Search for Common Ground » pour la réalisation d'une étude sur l'extrémisme afin de prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels.

L'objectif de notre travail est de prendre en compte vos avis et opinions sur l'extrémisme violent pour mener à bien la mission de « Search for Common Ground » dans l'intérêt de toutes les populations guinéennes.

A. REGLES DE BASE

Nous vous proposons la démarche suivante :

Nous allons vous poser des questions et aimerions bien avoir des réponses les plus précises possibles.

Sachez que toutes vos opinions seront respectées. Sachez également qu'il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse ; toutes vos contributions sont les bienvenues. Nous vous encourageons d'exprimer librement votre opinion sur les thèmes qui seront abordés. Nous vous assurons que nous n'avons aucun parti pris dans le cadre de ce travail et précisons que ce n'est pas un forum d'accusation, ni de justification, encore moins de défense.

Notre seul souci est de recueillir vos avis libres et sincères.

Nous allons vous poser une série de questions assez diversifiées et vous demandons de nous accorder votre précieux temps compte tenu de l'importance de cette consultation.

B. CONFIDENTIALITE

Tout ce qui sera dit pendant notre entretien sera confidentiel. Cet entretien sera donc consigné par écrit.

C. PRESENTATION

Nom :	
Prénom :	
Age :	
Préfecture/Commune :	
Sous-préfecture/Quartier :	
District/Secteur :	
Situation matrimoniale :	
Profession :	

³¹ Le questionnaire n'a pas été intégré dans ce rapport en raison de sa taille. Il est cependant joint à ce rapport.

Ethnie :	
Religion :	
Niveau d'éducation	

D. QUESTIONS

I. Perception des discours

1	Avez-vous entendu parler de l'extrémisme violent ?
2	Que pensez-vous de l'extrémisme violent ?
3	Quels sont les discours affectant l'équilibre du tissu social ?
4	Quels sont les comportements ou attitudes affectant l'équilibre du tissu social ?
	Quels sont les discours ou attitudes présentant des risques ou entraînant des divisions et/ou exclusions d'individus et/ou de groupes d'individus au niveau de la communauté ?
4	Dans votre communauté, existe-t-il des occasions et des espaces de dialogues réguliers entre différents groupes ayant des croyances et/ou des convictions différentes ? Donnez des exemples.
5	Qu'en pensez-vous des attentats terroristes, prises d'otages, des destructions des mausolées, etc. ?

II. Connaissance et compréhension

1	Qu'est-ce que l'extrémisme violent ?
2	Donnez-moi deux exemples d'extrémisme violent ?
3	Est-ce que la liberté religieuse est importante dans une société ?
4	Qu'est-ce que la diversité religieuse peut apporter à une société ?

III. Facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience

1	Dans votre communauté, qu'est ce qui peut pousser les gens à devenir extrémistes ou à rejoindre les groupes extrémistes ?
2	Quels facteurs peuvent inciter les gens de votre communauté à s'engager dans l'extrémisme violent ?
3	Qu'est-ce que la radicalisation ?
4	Quels sont les facteurs de risque potentiel de la radicalisation dans votre communauté ?
5	Quels sont les types de discours favorisant l'extrémisme violent dans votre communauté ?
6	Quels sont les types de discours renforçant la résilience communautaire ?

IV. Acteurs influenceurs

1	Quels sont les types de tensions sociales présentent dans votre localité ?
2	Selon vous, les discours et attitudes qui nuisent à la cohésion sociale en Guinée sont de quel ordre ?
3	Quels sont les principaux acteurs de ces discours ou attitudes ?
4	Quels sont les groupes et les acteurs promoteurs de discours et attitudes étiquetés 'radicaux' risquant de mener à la violence ?
5	Quels sont les acteurs potentiels susceptibles de contribuer à la prévention de l'extrémisme violent ?

V. Prévention et lutte

1	Selon vous, comment combattre l'extrémisme violent dans votre communauté ?
2	Selon vous, comment pourrait-on dissuader l'adhésion à l'extrémisme violent ?
3	Selon vous, quelle est la probabilité que l'extrémisme violent se développe en Guinée ?
4	Quelles sont les actions en cours de mises en œuvre permettant de prévenir l'extrémisme violent dans votre communauté ? Citez nous deux ou trois initiatives en cours, s'il vous plait.
5	
6	Quel est le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent (connecteurs) dans votre communauté et en Guinée ?
7	Quel est le rôle des jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent (connecteurs) dans votre communauté et en Guinée ?

FOCUS GROUP
Etude de base GUI507

A) ACCUEIL ET INTRODUCTION

Mesdames/Messieurs, merci d'être venus ! Nous vous sommes très reconnaissants pour votre temps. Nous sommes très heureux d'être ici avec vous, pour parler de l'extrémisme violent. Nous travaillons avec l'ONG « Search for Common Ground » pour la réalisation d'une étude sur l'extrémisme afin de prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels.

Bien, comme vous le savez, les tensions entre les courants (ou mouvances) religieux, les divisions intra- et interfamiliales, les crispations communautaires, et collusion entre les conflits d'ordre politique, social, économique et religieux sont de plus en plus une réalité dans notre pays.

L'objectif de notre travail est de prendre en compte vos avis et opinions sur l'extrémisme violent pour mener à bien la mission de « Search for Common Ground » dans l'intérêt de toutes les populations guinéennes.

B) CONFIDENTIALITE

Nous souhaitons vivement enregistrer ces discussions afin de pouvoir s'en rappeler et de ne négliger aucune des idées et opinions exprimées. Les détails de ces discussions ne seront partagés avec personne d'autre ; vos noms seront gardés confidentiels et personne d'autre ne saura qui a dit quoi durant nos conversations.

Nous vous prions de vous sentir libres d'exprimer ouvertement vos opinions. Si vous n'êtes pas confortables avec cet arrangement vous n'êtes pas obligés de participer. Voudriez-vous quand même participer à ces discussions ? Bien, c'est super!

D'abord, nous voudrions dire que nous vous avons tous invité ici, et donc nous aimerions entendre tout le monde. Les idées, positions et opinions de chacun sont importantes. Alors s'il vous plaît, que chacun puisse s'exprimer librement !

C) QUESTIONS D'ECHAUFFEMENT [5 à 10 minutes]

1	Qui ici aime le football et pourquoi ?
2	Quel est votre sujet de discussion préféré ?
3	A cette heure-ci, que faites-vous d'habitude ?

D) INTRODUCTION

	Commençons d'abord par nous présenter. S'il vous plaît dites-nous votre nom, prénom et activité ? Je vais commencer et ensuite nous ferons un tour de table.
--	--

E) SUJETS DE DISCUSSIONS

1	Nous souhaitons, que vous nous parler de l'extrémisme violent, pour vous qu'est-ce que l'extrémisme violent ?
2	Pourquoi les gens se radicalisent et se lancent dans l'extrémisme violent ?
3	Comment peut-on renforcer les capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basées sur l'exclusion et la violence ?
4	Comment peut-on consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale ?
5	Quels rôles peuvent jouer les jeunes et femmes pour consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale ?

6	Quels rôles peuvent jouer les jeunes et les femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent ?
7	Quelle est la place de la région dans les institutions de l'état et dans la société ?

Annexe 2: Termes de référence

Etude de Base du projet : « **Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique** »

GUI507, financé l'Union Européenne

A propos Search

Aperçu général sur organisation

Search for Common Ground (Search) est un organisme international à but non lucratif qui favorise un règlement pacifique des conflits. Avec son siège à Washington DC et à Bruxelles, active depuis 1982, la mission de Search est de transformer la façon dont les individus, les organisations et les gouvernements gèrent les conflits - en s'éloignant des approches antagonistes et en favorisant les approches collaboratives. Search cherche à aider les parties en conflit à comprendre leurs différences et à agir sur leurs points communs. Avec un effectif d'environ 800 personnes dans le monde entier, Search met en œuvre des projets dans 49 pays, avec des bureaux permanents dans plus de 35 pays, en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et aux États-Unis.

Notre vision

Bien que le conflit soit inévitable, la violence ne l'est pas ! Par conséquent, nous travaillons à réaliser des changements sociaux en transformant la façon dont le monde gère les conflits – en s'éloignant des approches violentes et antagonistes, et en privilégiant une résolution collaborative des problèmes. Pour plus d'informations, visitez www.Search.org.

A propos du projet

Fragilisé par de multiples fractures économiques, politiques et intercommunautaires, la Guinée reste sujet à des escalades parfois violentes de tensions autour de questions liées à la persistance de schéma de gouvernance exclusifs, au manque de transparence dans la gestion des affaires locales, à la défaillance de la justice, à l'accès difficile aux terres, aux ressources et aux infrastructures de base, et aux difficultés socioéconomiques à travers l'ensemble du pays. Les réformes structurelles initiées par les institutions guinéennes depuis 2010 dans plusieurs secteurs (notamment sécurité, santé, éducation, minier) ne sont pas toujours perçues ni comprises par la population, dont une large partie développe méfiance et mécontentement vis-à-vis des autorités qu'elle perçoit comme corrompues, et déconnectées de la réalité vécue par la majeure partie des citoyens guinéens, dont plus de 55% vit sous le seuil de pauvreté³².

Dans ce contexte, les relations entre les différents groupes socio-culturels et ethniques qui composent la Guinée se détériorent graduellement, creusant les divisions entre les différentes communautés et alimentant les dynamiques de conflit locales. La Cartographie de Conflits en Guinée³³, dont les résultats ont été confirmés

³² <http://www.gn.undp.org/content/guinea/fr/home/countryinfo.html>

³³ MATD, PNUD, SwissPeace, *Cartographie des Conflits en Guinée*, 2014

par de récents rapports réalisés par Search sur l'ensemble du territoire³⁴, a catégorisé ces différentes fractures selon le type de conflits en jeu: relatifs à l'accès aux et à la gestion des ressources (minières, foncières, domaniales, notamment dans les zones frontalières), aux tensions sociopolitiques et intercommunautaires (notamment entre éleveurs et cultivateurs, entre castes sociales, entre partis politiques et entre confréries religieuses), et à l'accès aux infrastructures et aux services de base (eau, électricité, éducation). Ces différentes tensions restent trop souvent sans réponse de la part des acteurs gouvernementaux guinéens, qui disposent de moyens trop faibles ou manquent d'expertise pour proposer des solutions constructives aux demandes et attentes de la population, générant frustrations et méfiance entre les citoyens, les représentants de l'autorité publique, et les leaders communautaires. Ces fractures, installées sur le long terme, dégénèrent régulièrement en violences ouvertes. Depuis 2015, plus de 250 alertes ont été identifiées, transmises et analysées par les plateformes soutenues par Search, montrant le risque d'instrumentalisation politique des frustrations et fractures locales³⁵. Dans la plupart des cas, un incident mineur est à la cause du déclenchement de violences de grande ampleur focalisées sur des identités parfois ethniques, parfois politiques, parfois religieuses, montrant l'enracinement profond des tensions et frustrations au sein de la population guinéenne et le danger qu'elles représentent pour la paix et la cohésion sociale de l'ensemble du pays.

Ces frustrations et tensions sont un terrain fertile pour la progression de discours de division et de violence, instrumentalisant les identités ethniques, linguistiques, régionales, et religieuses composant la population guinéenne. Une étude préliminaire menée dans le cadre du Programme de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Maghreb et le Sahel (PPREV-UE)³⁶ a identifié un certain nombre de symptômes pouvant, à terme, annoncer l'aggravation des tensions entre individus, groupes et communautés et favoriser l'émergence de violences instrumentalisant les identités religieuses:

Tensions entre les courants (ou mouvances) religieuses du fait de la progression de l'attrait vers de nouvelles communautés religieuses par le biais de financement d'infrastructures sociales (écoles, mosquées, centres de santé, forages) reçus de l'extérieur, notamment des pays du Golfe et de la sous-région sahélienne.

Divisions intra- et interfamiliales liées aux pratiques du rite religieux, notamment lors des cérémonies rythmant la vie sociale (enterrement, mariage, baptême).

Crispations communautaires, et collusion entre les conflits d'ordre politiques, sociaux, économiques et religieux, menant à des tensions parfois violentes et se manifestant par des attaques, parfois contre des lieux de culte.

³⁴ Search, *Analyse des conflits miniers en Haute Guinée*, Mars 2016 ; Search, *Conflict scan des conflits dans la région de Boké*, octobre 2017 ; Search, *Conflict scan dans la région Forestière*, juin 2017 et novembre 2017 ; Search, *Conflict scan en Haute Guinée*, août 2017.

³⁵ Dans le cadre de son projet " *Preventing Election and Community Violence through Early Warning and Early Response in Guinea*", financé par le Département d'Etat américain, Search soutient les autorités, les partis politiques, les communautés, la société civile à identifier plusieurs crises sécuritaires liées à ces différentes tensions et frustrations non résolues, et à proposer des solutions constructives au sein de plateformes locales et nationales de concertation et d'action.

³⁶ BARRY Alpha Amadou Bano, MARTINEZ Luis, *Étude sur la radicalisation et l'extrémisme violent en Guinée*, Programme de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Maghreb et le Sahel (PPREV-UE, financement IcSP), Octobre 2016.

Search définit l'extrémisme violent comme le choix que font les individus d'utiliser ou de soutenir la violence pour promouvoir une cause fondée sur l'identité exclusive d'un groupe. Ni l'identité de l'auteur de la violence, ni la nature de l'idéologie à laquelle il/elle adhère, ne détermine son appartenance à un mouvement extrémiste violent. Par contre, l'utilisation de la violence pour avancer cette idéologie fondée sur une logique d'exclusion, qui vise à éliminer un autre groupe, une culture ou une identité, se rapporte à l'extrémisme violent³⁷. Une étude menée par les équipes de Search en ligne auprès de 122 jeunes représentant 14 pays affectés par l'extrémisme violent³⁸ a identifié cinq principaux facteurs poussant les jeunes à adhérer à des groupes extrémistes violents :

- *La perception de l'injustice et la corruption*
- *Le manque d'éducation et de pensée critique*
- *L'aliénation*
- *Le manque de plateformes d'expression*
- *La marginalisation socioéconomique et les inégalités*

La majorité de ces vecteurs sont également présents en Guinée, comme le montre l'étude préliminaire menée dans le cadre du PPREV-UE³⁹ qui définit la radicalisation comme l'adoption de positions intolérantes amenant à envisager la violence comme possible réponse à la différence. L'étude souligne notamment les vecteurs suivants :

En termes d'acteurs de propagation d'idées exclusives : D'anciens étudiants de théologie musulmane et qui reviennent de certains pays musulmans d'Afrique (Niger, Mauritanie, Soudan et Egypte), de pays arabes (Arabie Saoudite) ; Des prédicateurs arabes et pakistanais séjournant en Guinée ; des ONG guinéennes financées par des donateurs arabes et des ONG étrangères ; des imams de certaines mosquées ; certains enseignants, conférenciers des écoles « franco-arabes », eux-mêmes anciens étudiants en théologie musulmane.

En termes de lieux : certaines mosquées, lors des sorties (Dawa) religieuses, des centres islamiques et des structures sanitaires gérées par des ONG et d'autres organisations de nature religieuse.

En termes d'outils : la radio, certaines associations à caractère islamique, des campagnes de proximité « porte à porte », internet et des séries de conférences avec distribution de support papier, cassette et vidéo ; mais aussi plus directement la mise à disposition de conditionnement matériel à travers l'octroi de crédits, de dons en nature et/ou espèces, ainsi que l'aide à l'accès à un emploi et/ou à un fonds de commerce.

Ces vecteurs représentent une série de risques à prendre en considération dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent. Si ce dernier prend souvent l'expression d'une violente revendication idéologique, il prend avant tout racine dans les vulnérabilités du tissu social et est l'expression d'une frustration accumulée par des individus étant ou se sentant marginalisés par le groupe, la communauté et les autorités, sur laquelle

³⁷ Search for Common Ground, A Peacebuilders' Guide to Transforming Violent Extremism, 2017 : <https://www.Search.org/transforming-violent-extremism-peacebuilders-guide/>

³⁸ Bangladesh, Cameroon, Indonesia, Jordan, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Morocco, the Netherlands, Niger, Nigeria, Pakistan, Somalia, Tunisia, and Sri Lanka

³⁹ BARRY Alpha Amadou Bano, MARTINEZ Luis, *Étude sur la radicalisation et l'extrémisme violent en Guinée*, Programme de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Maghreb et le Sahel (PPREV-UE, financement IcSP), Octobre 2016.

les groupes extrémistes violent capitalisent. Une approche préventive visant à atténuer le risque d'émergence d'extrémisme violent en Guinée doit ainsi répondre aux facteurs affectant la solidité du tissu social, et la résilience communautaire et individuelle aux appels à la violence. Dans ce cadre, les méthodologies développées pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix constituent des outils efficaces pour travailler sur ces vecteurs, et prévenir les potentielles violences pouvant en émerger.

Les autorités guinéennes se sont saisies de la question récemment, en intégrant notamment cette analyse dans le cadre de la finalisation de la Politique Nationale de Défense et de Sécurité (PNDS)⁴⁰, en formulant un projet de loi anti-terrorisme, en prévoyant la création d'une commission interministérielle sur la prévention de la radicalisation intégriste, et en abordant cette problématique dans la Stratégie Nationale de Prévention des conflits en cours de formulation par le MUNC.

Search, pour accompagner les autorités, les communautés et tous les acteurs dans la formulation de réponses inclusives de prévention de l'extrémisme violent, a initié un projet intitulé « **Unis dans nos Différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée** ». Ce projet est financé par la Délégation de l'Union Européenne. Dans la mise en œuvre de ce projet, Search apportera son expertise technique sur le sujet, basée sur plusieurs années d'expérience dans le Sahel, en Asie Centrale et du Sud-Est, au Moyen-Orient. Il apporte aussi l'expérience de la coopérative d'experts *Quale* sur les questions religieuses en lien avec le développement au Sahel.

Les objectifs du projet :

Objectif général de l'action. Aux vues des risques posés par les nouvelles pratiques religieuses et sociales exposées ci-dessus, et de leur impact potentiel sur la cohésion sociale de la Guinée et de la sous-région dans son ensemble, Search for Common Ground (Search) et le partenaire de l'action *Quale* proposent une action contribuant à **prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels**. Développé en collaboration avec les institutions guinéennes concernées (Présidence, Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation, Secrétariat Général des Affaires Religieuses, Ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté), ce projet vise avant tout à soutenir les efforts de l'État guinéen et des acteurs locaux et communautaires à développer des actions concertées et inclusives de prévention de potentielles crises sécuritaires et sociales liées à l'émergence de violences à caractère religieux, et à s'écarter des mesures restrictives et stigmatisantes envers certaines communautés. L'action vient ainsi compléter les réflexions déjà entamées dans le cadre de différents groupes de travail mis en place par les acteurs susmentionnés, en proposant une approche adaptée au contexte guinéen et basée sur les pratiques et résultats obtenus dans le cadre de programmes de prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et à travers le monde.

Objectifs spécifiques. Dans ce cadre, l'action vise à trois objectifs spécifiques :

Objectif spécifique 1 : Soutenir la formulation de réponses institutionnelles inclusives et collaboratives aux défis liés à la radicalisation et l'extrémisme violent.

⁴⁰ Présidence de la République, *Politique Nationale de Défense et de Sécurité*, 2013

Objectif spécifique 2 : Renforcer les capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basées sur l'exclusion et la violence.

Objectif spécifique 3 : Consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale dans les zones les plus à risque.

A propos de l'étude de base et de la cartographie :

Le caractère novateur de l'action sur le contexte guinéen nécessite une compréhension fine des enjeux liés à la prévention de l'extrémisme violent, notamment des acteurs et vecteurs de violence et de résilience, de la perception des populations des phénomènes de radicalisation des discours et des comportements liés aux pratiques sociales et religieuses, et des zones en étant affectées. C'est dans cet esprit qu'une étude de base est initiée. Celle-ci comprendra: 1) Une cartographie communautaire et 2) une étude participative visant à approfondir l'étude préliminaire financée par l'UE, notamment sur les vecteurs, facteurs qui retiennent les individus et/ou groupes à adhérer à des approches exclusives et à les considérer comme une solution aux défis qu'ils rencontrent.

Les objectifs de l'étude de base :

La cartographie communautaire vise à :

Cartographier le niveau et le type de tensions sociales dans les zones cibles du projet pouvant être classées à risque d'extrémisme, et

Etablir une liste des localités d'intervention prioritaire dans le cadre de l'action (c'est à dire les foyers les plus importants) au sein de chaque zone (commune, préfecture) pré-définie dans le projet). Cette cartographie pourra éventuellement révéler des localités pertinentes, hors zones pré-définies par le projet, prenant en compte l'évolution du contexte depuis la conception du projet.

La 1ère étape de cette cartographie sera réalisée en amont du reste de l'étude de base. Elle se déroulera en lien avec les équipes techniques des institutions guinéennes, et les autorités locales, et sera confirmée par l'analyse des résultats de l'étude de base menées dans les régions ciblées. Cette 1ère étape se fera à Conakry.

L'étude participative, dont les données proviendront en grande partie d'une recherche qualitative auprès des populations cibles, permettra aux experts de Search, ainsi qu'à toutes les parties prenantes impliquées dans le projet, de comprendre les dynamiques entourant l'extrémisme violent en Guinée. La recherche participative vise donc à :

- **Comprendre les perceptions des populations et parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée :**

Analyser les perceptions des communautés, société civile et institutions quant aux discours, attitudes et comportements affectant le tissu social et présentant des risques ou entraînant des divisions et/ou exclusions d'individus et/ou de groupes au niveau de la communauté – et en particulier les perceptions des jeunes et des femmes sur la question ;

Évaluer le niveau de connaissance et la compréhension, ainsi que les perceptions des populations et des acteurs institutionnels sur le phénomène de l'extrémisme violent.

- **Comprendre les facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience, autour de la problématique de l'extrémisme violent en Guinée :**

Analyser les facteurs de risque potentiels / vulnérabilités pour l'extrémisme violent dans chacune des zones cibles et au niveau national, en termes de : a) Idéologie, croyances et valeurs ; b) les facteurs psychologiques ; c) les demandes politiques ; d) les facteurs économiques ; e) les motivations sociologiques – et le potentiel de dégénérescence vers la violence ;

Étudier les facteurs de résilience et cohésion sociale au niveau national et dans chacune des zones cibles, présentant des opportunités d'actions en faveur de la prévention de l'extrémisme violent et de la promotion des valeurs d'inclusion dans les communautés en Guinée ;

Analyser les actions en cours mises en œuvres au niveau national et communautaire (dans chaque zone cible) permettant de prévenir l'extrémisme violent ; en particulier : Les initiatives étatiques et recommandations d'actions pertinentes

Les initiatives locales et recommandations d'actions pertinentes –

Déterminer si les 4 centres de paix à démultiplier dans chaque zone au sein des écoles secondaires/universitaires seront plus pertinents au niveau de la préfecture et/ou dans les sous-préfectures du projet, selon les localités les plus à risque, et selon les potentiels autres clubs de paix déjà mis en place par d'autres partenaires (Activité 2.2.1)

Espaces / mécanismes d'échanges existants permettant aux communautés et chaque groupe (jeunes, femmes, communautés religieuses) de s'exprimer librement Comprendre les narratifs et discours risquant d'accentuer les vecteurs d'extrémisme violent, tenus par les parties prenantes telles que les populations, institutions, leaders communautaires et religieux, partis politiques, OSC ;

Identifier les narratifs et discours permettant de renforcer la résilience communautaire, en promouvant la cohésion sociale et tolérance et en permettant aux groupes et individus de résister aux messages et récits extrémistes pouvant mener à la violence ;

En particulier analyser le rôle des médias dans la dissémination de ces narratifs (radio, presse en ligne/ écrite, et surtout à travers les réseaux sociaux).

- **Comprendre les acteurs influenceurs autour des questions d'extrémisme violent en Guinée :**

Identifier les acteurs potentiels capables de catalyser la collaboration à appuyer et renforcer pour engager une dynamique inclusive, basée sur les communautés et respectueuse du contexte socio-culturel guinéen, pour prévenir l'extrémisme violent ;

Cartographier les groupes et les acteurs promoteurs de discours et attitudes étiquetés 'radicaux', c'est-à-dire exclusifs risquant de mener à la violence ; En particulier : analyser le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent (connecteurs) et le rôle des femmes dans la promotion d'attitudes, valeurs, discours favorisant l'exclusion/ la division pouvant mener à la violence (diviseurs)

- **Mesurer les indicateurs de base du projet, et recueillir les indicateurs de succès du projet tels que définis par les communautés (Everyday indicateurs⁴¹)**

Indicateur 1 : % d'acteurs communautaires et institutionnels ciblés par le projet se sentant outillés pour répondre aux risques d'extrémisme violent (*Désagrégé par type d'acteurs, localité, sexe et âge*)

⁴¹ <https://everydaypeaceindicators.org/>

Indicateur 2 : % de personnes interrogées dans les localités cibles et au sein des institutions partenaires pouvant donner une définition de l'extrémisme violent, et deux exemples de stratégie inclusive pour y répondre. (*Désagrégé par type d'acteurs, localité cible, sexe, âge.*)

Indicateur 1.1 : % d'acteurs institutionnels rapportant une collaboration efficace entre les différentes institutions dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent (*Désagrégé par type d'acteurs, localité.*)

Indicateur 1.2 : % d'acteurs pouvant donner l'exemple d'une action de prévention inclusive, sensible aux conflits et respectueuse des principes Ne Pas Nuire de laquelle ils ont été partie prenante (*Désagrégé par type d'acteurs, localité*)

Indicateur 2.1 : % de membres des communautés cibles rapportant que les enseignants et les représentants locaux de leurs localités ont mis en place des mécanismes inclusifs de consultation et de dialogue / cadres existants (*Désagrégé par type d'acteurs, localité, profession, sexe, âge*)

Indicateur 2.2 : Évaluer le niveau de tolérance des communautés entre différents groupes religieux, linguistiques, et n dans chacune des zones cibles (*Désagrégé par localité, sexe, âge*) – A collecter à travers un indicateur défini au sein de chaque localité (every day peace indicator)

Collecter un indicateur montrant le repli et exclusion communautaire pouvant mener à l'extrémisme violent (every day peace indicator)

Indicateur 3.1 : % de la population qui estime avoir des occasions et d'espaces de dialogue régulier entre différents groupes ayant des croyances et/ou convictions différentes (*Désagrégé par localité, type d'acteur, âge, sexe*).

Dans cette optique, les communautés seront partie prenante dans l'identification des acteurs, discours, des risques et des mécanismes de paix dans leurs communautés et du rôle qu'ils auront à jouer pour contribuer aux succès du projet. Il s'agit ici de faire remonter aux acteurs opérationnels des informations pertinentes sur l'extrémisme violent tel qu'il est perçu par les communautés.

Une désagrégation des données collectées sera effectuée au niveau de l'analyse de données et du rapport, par groupe cible et localité cible, permettant d'adapter la stratégie de mise en œuvre pour être la plus pertinente possible à chaque groupe et localité.

Méthodologie

La première étape consistera en une **revue en profondeur de la littérature existante** sur les questions d'extrémisme violent en Guinée, de même que sur les approches mise en place pour le PVE/CVE en Guinée mais aussi dans les pays limitrophes. Un focus sera mis sur les rapports d'études déjà réalisées, les textes de lois adoptés ou en phase d'adoption, les dispositions politiques qui soutiennent les réformes dans le secteur de la sécurité et celles qui encadrent la pratique religieuse en Guinée. La revue documentaire exploitera aussi toute la documentation disponible sur le projet, à savoir : la note conceptuelle, le cadre logique et les contrats.

Pour cette étude, une méthode mixant des approches fondées sur les résultats, associant informations qualitatives et quantitatives, sera utilisée. La collecte de données quantitatives permettra d'avoir des données chiffrées sur chaque objectif de l'étude et sur les indicateurs à renseigner. La collecte de données qualitatives permettra de faire une analyse profonde et soutenue de ces données chiffrées, et les tendances pour ainsi établir une situation de référence au début du projet qui guidera l'évaluation du progrès réalisé à la fin de l'action.

Les méthodes de collecte de données

Pour parvenir à la collecte de ces données quantitatives et qualitatives, les méthodes suivantes seront utilisées, après la revue de la littérature mentionnée ci haut : 1) L'interview des Informateurs Clés (Key Informant Interviews), 2) Des Focus Groupe de Discussion (FGD), utilisant des outils d'analyse participatifs ; et le sondage d'opinion (Survey).

L'entretien individuel (KII)

Les interviews individuelles seront utilisées auprès des autorités locales, des forces de défenses et de sécurité, les représentants des Organisations de la Société civile et les leaders coutumiers et religieux. Elles consisteront en des échanges entre un enquêteur et une personne à enquêter, les questions à poser étant consignées dans un guide d'entretien individuel semi-structuré préalablement élaboré.

Dans chaque zone cible du projet, les personnes occupant les postes suivants seront approchées pour des entretiens individuels :

Autorité locale	1
Policier	3
Gendarme	
Militaire	1
Membre d'organisation de la société civile	2
Leader religieux	2 Chrétiens (catholique et protestant) et 2 Musulmans (Soufis et wahabis)
Maitre d'école	2 (franco arabe et publique)
Plateforme D'alerte précoce et de réponses rapides	1
Leaders communautaires	1
Responsable d'association de femmes	1
Responsable d'association de jeunes	1
Communicateur traditionnel	1
Media	1

Dix-huit (18) personnes seront touchées par zone cible, soit un total de cent quarante-quatre (144) personnes pour les huit zones cibles de l'étude.

A ces personnes directement touchées dans les communautés, il faut ajouter les partenaires gouvernementaux qui sont : Ministère Unité Nationale et Citoyenneté Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation, Ministère Justice, Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi, Secrétariat Général des Affaires Religieuses, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Ministère Action Sociale. Un guide d'entretien spécifique sera développé pour ces partenaires, se concentrant sur la cartographie communautaire.

Les Focus Groupes de Discussion (FGD)

Le focus group (ou groupe de discussion) est une forme de recherche qualitative / étude qualitative qui prend forme au sein d'un groupe spécifique culturel, sociétal ou idéologique, afin de déterminer la réponse de ce groupe et l'attitude qu'il adopte au regard d'un contexte, une situation ou d'un concept. Le résultat de cette forme de recherche reflète l'interaction entre les attitudes des participants et le processus social au sein du groupe. Cette méthode nous permettra de comprendre les tendances des idées, perceptions et appréhension des populations sur l'extrémisme violent dans leurs milieux de vie. Pour y parvenir, certains des outils participatifs suivants pourront être utilisés au sein de chaque localité :

- L'outil d'analyse des influenceurs
- Le Spectrum analyse vulnérabilité - résilience
- L'outil d'analyse des facteurs de risques
- L'outil d'analyse des connecteurs et des diviseurs

Pour les focus group, trois groupes de discussions (un pour les hommes, un pour les femmes, un pour les jeunes filles et les jeunes garçons) de 10 personnes seront conduits dans chaque zone cible de l'étude, 6 focus groupes dans chaque préfecture visée par l'étude (3 en zone urbaine et 3 en zone rurale). A Conakry, 1 focus groupe sera organisé dans chaque commune cible du projet, avec le même nombre de participants. Ainsi 60 personnes seront à toucher dans chaque préfecture et 30 dans chaque commune de Conakry. Bien que nous estimions que le thème de l'étude est assez sensible pour rassembler toutes les couches sociales dans un même groupe de discussion, et que nous voulons éviter que certaines couches se sentent intimidées par la présence d'une autre, nous estimons que les jeunes peuvent aborder ce thème entre eux sans risque d'intimidation.

Au total, trois cent quatre-vingt (380) personnes seront touchées dans les 6 préfectures et les 2 communes de Conakry pour cette étude de situation de référence.

Le sondage d'opinion

Un sondage est une méthode statistique visant à évaluer les proportions de différentes caractéristiques d'une population à partir de l'étude d'une partie seulement de cette population, appelée échantillon. Les proportions sont déterminées avec des marges d'erreur, dans lesquelles se situent les proportions recherchées avec telle ou telle probabilité.

Le type d'échantillonnage qui sera utilisé est celui de la méthode des itinéraires, aussi appelée méthode de Politz, est une méthode d'échantillonnage non-probabiliste qui contraint l'enquêteur à suivre un chemin bien déterminé pour son enquête. Elle est surtout utilisée dans le cadre des enquêtes à domicile, et indique des points d'action précis où l'enquêteur devra effectuer son étude. L'avantage de cette méthode est sa bonne dispersion géographique qui aura pour effet d'améliorer la précision de son échantillon. Cette méthode sera surtout appliquée à la population en général dans chacune des zones de l'étude de base.

Dans chaque zone de l'étude, 300 personnes (150 hommes et 150 femmes) seront touchées par le questionnaire du sondage. Ce qui fait un total de 1800 personnes dans les 6 zones de l'étude. De façon globale, 2100 personnes seront touchées par cette étude. Ce nombre sera désagrégé en fonction du genre et âge, la zone géographique.

La triangulation des données recueillies au travers de ces trois méthodes de collecte sera complétée par l'observation faite l'équipe de l'étude tout au long de la période de collecte de données. En effet, les

observations de terrain consistent à observer les acteurs d'un phénomène social (ici les comportements quotidiens) in situ afin de toucher du doigt les réalités auxquelles ces acteurs sont confrontés, leurs agissements et leurs réactions, et de comprendre les non-dits et les écarts entre déclarations.

Les cibles de l'étude de base

Les phénomènes sociaux mettant en jeu plusieurs acteurs, leur compréhension nécessite l'implication et la prise en compte de toutes les parties prenantes. Ainsi, la présente étude a pour population cible les groupes suivants :

- Les acteurs sociaux : Religieux (soufis et wahabis, catholiques et protestants), Organisations de la Société Civile, Les leaders communautaires, les leaders jeunes et femmes, les médias, les forces de défense et de sécurité et les communicateurs traditionnels ;
- Les acteurs gouvernementaux et institutionnels : SGAR, MUNC, MATD, MSPC, UNFPA, IOM, PNUD, HCR, les autorités locales, etc...

Organisation pratique

Les travaux relatifs à l'étude de base seront déclinés en deux phases : la conception des outils et collecte de données, et l'analyse des données et rédaction du rapport de l'étude.

La préparation et la phase de collecte de données :

Cette phase sera assurée par le consultant recruté, en relation étroite avec le département Suivi et évaluation et l'équipe du projet. Plus précisément il assurera:

- Conduire la revue documentaire ;
- Élaborer une méthodologie adaptée aux besoins de l'étude de base ;
- Définir les stratégies adéquates de conduite des travaux ;
- Concevoir les outils de collecte de données ;
- Former et évaluer les équipes de collecte de données : enquêteurs, superviseurs et facilitateurs ;
- Assurer la coordination de l'ensemble des activités de l'évaluation, sous la supervision du Coordinateur DME de Search.

Pour la collecte de données, quatre équipes, sous la coordination du consultant et la supervision du Coordinateur DME de Search, seront constituées suivant les trois zones de l'étude et la zone spéciale de Conakry :

Conakry (Kaloum pour les questions aux acteurs institutionnels, Ratoma, Matoto)

- Axe Pita-Labé ;
- Axe Kankan-Siguiri et
- Axe N'zérékoré-Beyla.

Une personne de Search participera dans chacune des 4 équipes, pour soutenir la coordination et la collecte de données. Ces équipes seront appuyées sur le terrain par des personnes ressources qui aideront à : 1) la prise des rendez-vous, 2) la facilitation des groupes de discussion et des interviews et, 3) l'administration du questionnaire de sondage. Ainsi, dans chaque localité, il est proposé de recruter 5 enquêteurs et 2 facilitateurs pour appuyer à la collecte donnée. Ainsi, au total, 30 enquêteurs, 12 facilitateurs de focus groupes seraient

mobilisés pour la collecte des données de cette étude de base. Ceci permettra de conduire la collecte de données simultanément dans les 4 régions du projet.

La phase d'analyse de données et de reportage :

Le consultant recruté sera également en charge d'effectuer l'analyse des données quantitatives et qualitatives et d'écrire le rapport de l'étude de base, le finalisant après restitutions et prise en compte des commentaires de Search.

Lieu et durée de l'étude

Zones d'études

Le projet « Unis dans nos différences » cible les préfectures de Conakry (Communes de Ratoma et Matoto), Pita, Labé, Kankan, Siguiri, N'zérékoré et Beyla. Dans chacune de ces communes, deux à trois localités prioritaires seront sélectionnées lors du processus de cartographie (étape 1 de l'étude de base). La collecte de données pour cette étude de base se déroulera dans toutes ces préfectures, en touchant au moins une localité rurale et une localité urbaine par préfecture.

Période de l'étude

Cette étude se déroulera sur une période d'une quarante-cinq jours. Le tableau ci-après donne, à titre indicatif, le chronogramme prévisionnel de l'ensemble des travaux à réaliser dans le cadre de l'évaluation.

Types d'activités	Début	Fin
<i>Préparation</i> : Publication de l'Appel d'offre, dépôt des candidatures et sélection du consultant	29/06/2018	10/07/2018
<i>Préparation</i> : Revue documentaire, conception des outils et cartographie communautaire à Conakry	11/07/2018	20/07/2018
Phase de collecte de données	21/07/2018	29/07/2018
Phase d'analyse des données	30/07/2017	12/08/2018
Présentation 1 ^{er} draft du rapport	13/08/2018	13/08/2018
Phase de correction 1	14/08/2018	21/08/2018
Phase de Correction 2	22/08/2018	30/08/2018
Présentation du rapport final	31/08/2018	31/08/2018

Budget et Logistique

Le budget global de l'étude est de Treize mille deux cents soixante-cinq et quatre-vingt-six dollars américains (13,265.86\$). Cette enveloppe devra couvrir l'entièreté des frais liés à cette étude (coûts de terrain, logement, honoraires, voyages, etc.)

Un budget exhaustif sera proposé par le consultant.

Livrables attendus :

A la fin de cette étude, le Consultant fournira les produits suivants :

- **Rapport final de l'étude** en version Word et PDF en hard copy et électronique qui résume et analyse les tendances observées.
- **Une présentation PowerPoint** du rapport afin de restituer et de discuter avec l'équipe de mise en œuvre la situation de départ et les indicateurs du projet en phase initiale, ainsi que les recommandations de l'étude;
- **Un court résumé du rapport** (5 pages) destiné à être partagé avec le public en dehors de Search.
- **Une base des données** de l'étude.

9. Information additionnelles

Figure 26 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Beyla).

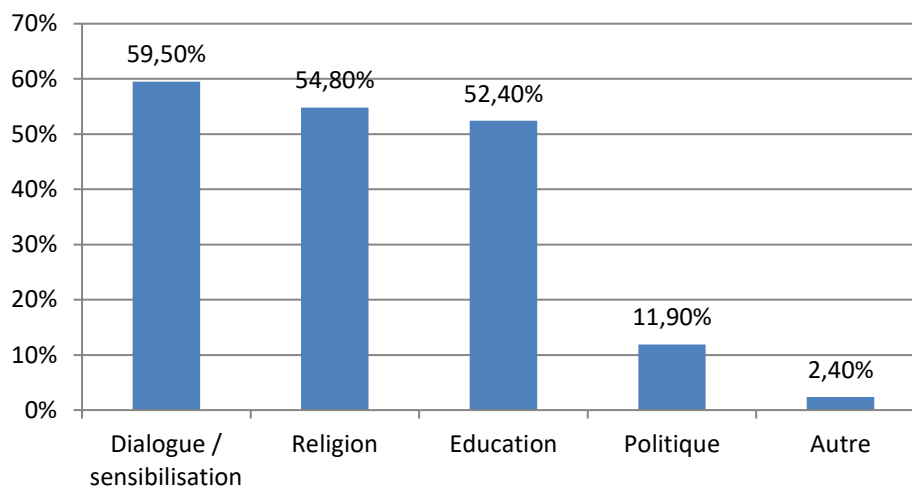


Figure 27 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Kankan).

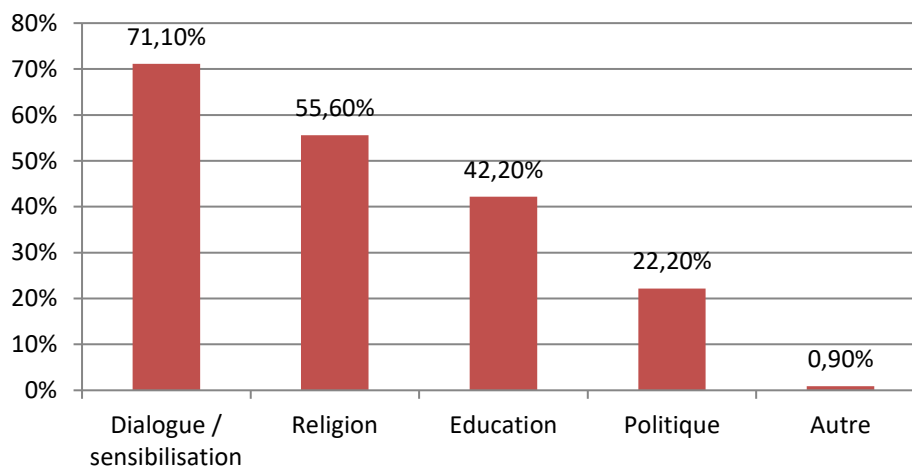


Figure 28 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Labé).

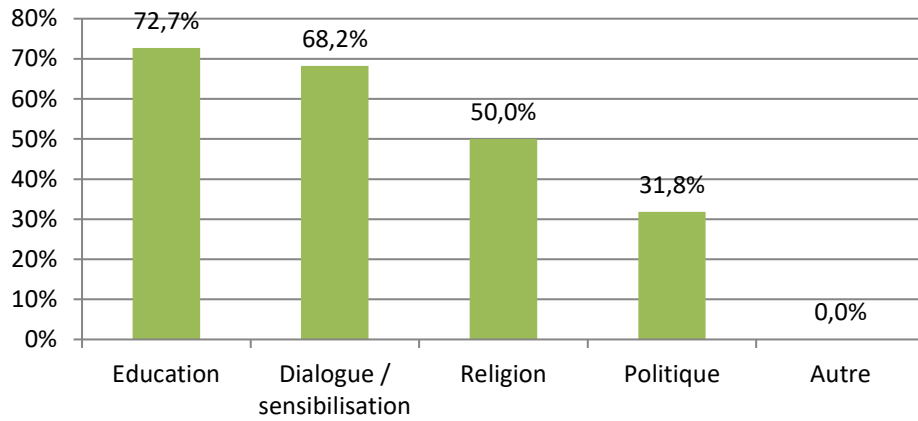


Figure 29 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Matoto).

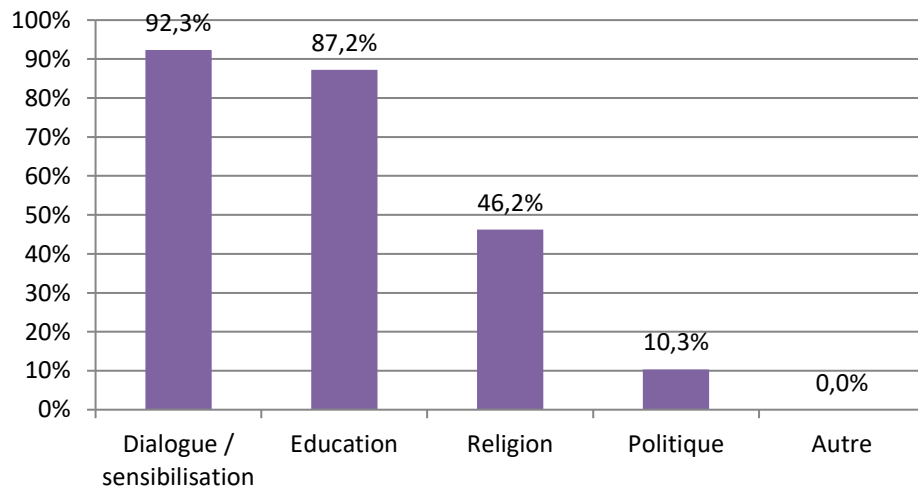


Figure 30 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Nzérékoré).

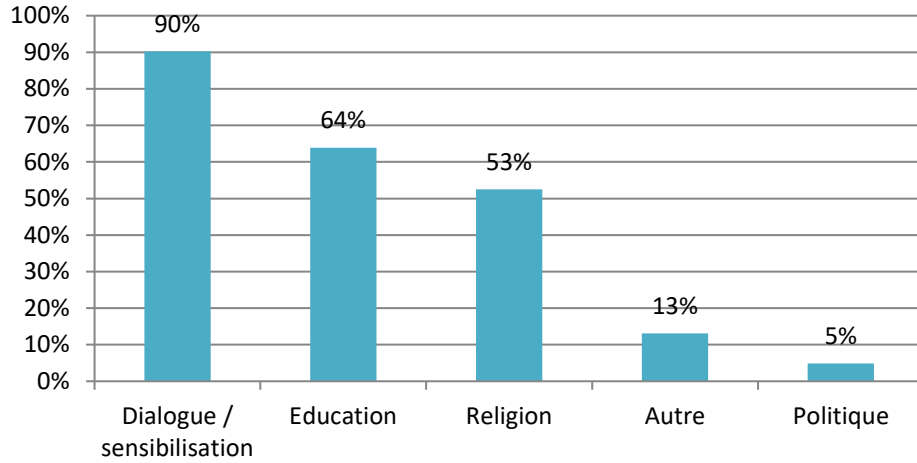


Figure 31 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Pita).

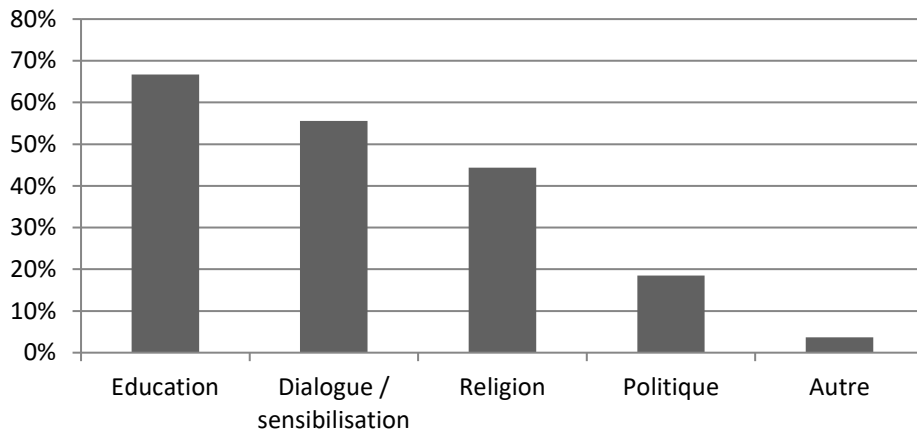


Figure 32 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Ratoma).

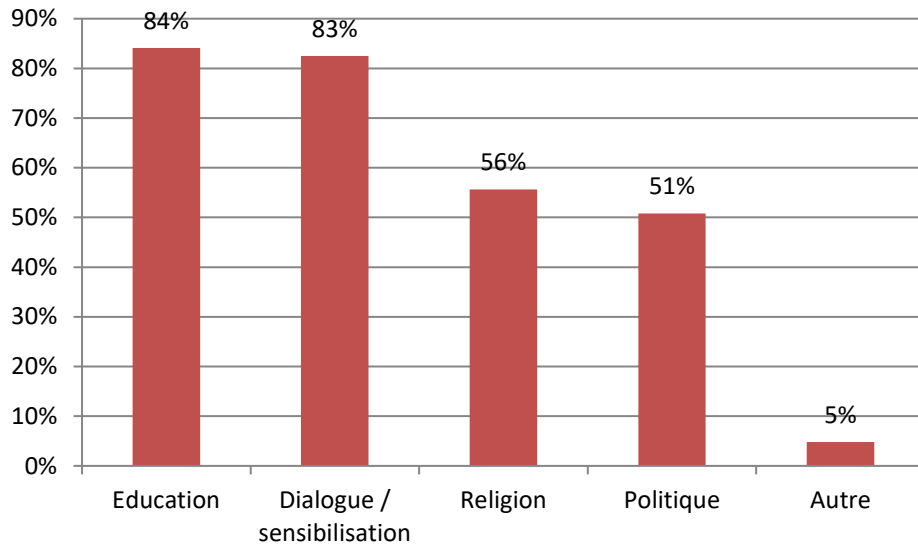


Figure 33 (annexe). Moyens pouvant atténuer le développement de l'extrémisme violent dans la localité (Sigiri).

